



HAL
open science

ACTION COLLECTIVE DANS LES RÉSEAUX NUMÉRIQUES : Le contexte historique, l'état de l'art et les acteurs

Aline Carvalho

► **To cite this version:**

Aline Carvalho. ACTION COLLECTIVE DANS LES RÉSEAUX NUMÉRIQUES : Le contexte historique, l'état de l'art et les acteurs. domain_shs.info.comm. 2012. mem_00983340

HAL Id: mem_00983340

https://memsic.ccsd.cnrs.fr/mem_00983340v1

Submitted on 25 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ACTION COLLECTIVE DANS LES RÉSEAUX NUMÉRIQUES

Le contexte historique, l'état de l'art et les acteurs

Aline CARVALHO

Sous la direction de M. Fabien GRANJON

Mémoire recherche

Session de septembre 2012

Université Paris 8

Master Industries créatives - Deuxième année

2010-2011

n° étudiante : 10276518

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier l'Université Paris 8 pour le cadre d'apprentissage qu'elle m'offre, l'ensemble de l'équipe de l'UFR Culture et Communication, et en particulier mon directeur de mémoire Fabien Granjon, pour tout leurs enseignements.

Je remercie Adilson Cabral pour nos échanges, Awa Sissokho pour la révision grammaticale, les camarades des réseaux Culture Numérique, Points de Culture au Brésil, La Quadrature du Net à Paris, 15M à Barcelone et Madrid ainsi que tous les activistes qui œuvrent pour la possibilité d'un autre monde.

Je remercie également Lílís Soares, Camila Areas et Fernanda Jourdan et toutes les personnes qui ont rendu ces deux années à Paris inoubliables.

Je remercie à titre symbolique à Gilberto Gil et Félix Guattari pour leur inspiration.

Je tiens enfin à remercier tous mes proches, famille et amis, qui m'ont énormément soutenu et aidé tout au long de la réalisation de cette étude.

TABLE DE MATIÈRES

Introduction	6
---------------------------	----------

1) Réseaux Numériques

1.1) Un peu d'histoire : le numérique comme outil	10
--	-----------

Le développement technologique et le paradigme de la société d'information

L'Arpanet, la coopération académique et l'informatique amatrice

L'apport du mouvement du logiciel libre

1.2) « Culture Numérique »: le numérique comme environnement	19
---	-----------

La contre-culture numérique

Les « communautés virtuelles »

Internet, espace public et intelligence collective

L'imaginaire de la démocratie du cyberspace

1.3) Les enjeux de la gouvernance d'Internet: le numérique comme demande	27
---	-----------

Neutralité, décentralisation et liberté

L'historique de la gouvernance d'Internet

Le Nouvel Ordre Mondial de l'Information et Communication

Les « autoroutes de l'information »

Le Sommet Mondial de la Société d'Information

Le Forum de Gouvernance d'Internet et l'approche multistakeholder

2) Action Collective

2.1) Classes sociales, pouvoir et théories de l'action collective	37
--	-----------

Espace social et symbolique

Biopouvoir et microphysique

Stratégies et tactiques

Le molaire et moléculaire, le micropolitique et macropolitique

Approches de l'action collective

2.2) L'organisation sociale de la production : de la société post-industrielle à la civilisation post-médiatique	49
Organisation sociale dans la production capitaliste	
Le rapport entre savoir et pouvoir	
Le capitalisme cognitif, l'immatériel et le postmédiatisme	
2.3) Nouveaux espaces de liberté	58
Production, travail et savoir dans l'immatériel	
Technologies Libres	
Nouvelles sociologies de classe ?	
Dispositifs de médiation et mobilisation en ligne	
3) Les acteurs de l'action collective dans la communication	
3.1) Le médiactivisme	71
La critique contre-hégémonique	
La critique expressiviste	
3.2) Les Nouveaux Mouvements Sociaux	74
Mai 1968	
Les médias communautaires	
Le mouvement des radios libres	
De la « démocratisation de la communication » à la « communication comme un droit »	
3.3) Le mouvement altermondialiste	81
La guérilla zapatiste	
Les mobilisations à Seattle	
De l'anti-mondialisme au alter-mondialisme	
Le Forum Social Mondial	
L'internationalisation de la lutte pour la communication	
Indymedia : les Centres de Média Indépendante	
Médias tactiques	

3.4) Action collective dans les réseaux numériques : où en sommes-nous ?	97
L'Intégration d'Internet par les mouvements sociaux	
Le mouvement Occupy	
Entre les réseaux et les rues	
Révolution globale ?	
Conclusion	107
Références bibliographiques	114

Introduction

L'Internet aujourd'hui se présente non seulement comme un outil de partage de contenus et de diffusion d'informations, mais aussi comme un environnement social comprenant des codes et des pratiques propres à cette ambiance. Plus particulièrement, ce qui nous intéresse est le rapport entre nouvelles technologies, mouvements sociaux et gouvernance d'Internet, et comment le numérique se présente à la fois comme *outil, environnement et demande*. Le but est de comprendre comment ces dynamiques affectent la mobilisation pour l'amplification des processus citoyens, où la préservation de ce réseau se présente comme un point-clé dans cette mise en place de la démocratie aujourd'hui.

Le développement de dispositifs technologiques a historiquement apporté des enjeux économiques, culturels et politiques au sein de la société. Plus spécifiquement, les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC) modifient les relations cognitives et communicatives des sujets entre eux, et avec les institutions régulatrices du système dans lequel ils sont insérés. L'arrivée de tels dispositifs communicationnels au niveau planétaire, comme jamais vu auparavant, configure notre société en termes d'une « société en réseau » (Castells), où l'échange d'informations et la construction collective de connaissances contribue au développement d'une « intelligence collective » (Lévy). Bien que de tels cadres théoriques puissent être contestés, il est compris par la plupart des analyses que, depuis les années 70, ce ne sont pas seulement les objets de contestation qui ont été mis à jour, mais surtout la forme d'organisation des mobilisations politiques qui est en train de se modifier, avec la constitution de ce qu'il a été convenu d'appeler les « Nouveaux Mouvements Sociaux » (Neveu, Mathieu).

La consolidation du système capitaliste, surtout depuis la Guerre Froide, apporte des modifications dans l'organisation sociale de la production, ce qui affecte directement la défense des droits citoyens dans ce qu'on appelle le « capitalisme cognitif » (Boutang, Vercellone, Bifo). La production dite « immatérielle » (Gorz) étant au centre de ce système, les processus communicatifs jouent un rôle de plus en plus central au sein de la société. Face à un système politique et financier de plus en plus connecté, et avec le développement des technologies informatiques, les mouvements sociaux font usage des dispositifs médiatiques à fin de faciliter leur communication externe et d'imposer leurs agendas sur un plan plus large, ce qui constitue notre objet d'étude. Leur forme de lutte étant en soi une dispute politique, les stratégies « médiactivistes » (Cardon et Granjon) ont franchit, depuis les discussions autour d'un Nouvel Ordre Mondial de la Société d'Information et Communication (NOMIC) dans les années 70, de multiples stades de développement : au niveau du discours, on voit un déplacement de la défense de la «

démocratisation de la communication » vers l'affirmation de la « communication comme un droit de l'homme » (Cabral) dans les années 90 ; au niveau de la forme d'action, il y a ceux qui visent des ripostes « contre-hégémoniques » au système, et d'autres, qui croient à la subjectivation de l'utilisateur comme but principal des processus communicatifs ; au niveau de l'organisation, une pluralité de mobilisations se répandent à différents niveaux d'institutionnalisation, de hiérarchie et de subversion.

Les connexions établies à une échelle globale par l'Internet peuvent faire de cette dernière un nouvel « espace public » (Dahlgren) de discussion et d'interaction, où se déroulent débats et actions qui iront plus ou moins affecter les prises de décisions politiques. Cela contribue à une remise en question du système démocratique en soi, comme la société l'a déjà fait à plusieurs reprises dans l'Histoire. L'un des cas étudiés lors de ce travail concerne les mobilisations qui ont eu lieu dans l'année 2011 sous l'égide d'une « Démocratie Réelle Maintenant », « Indignés », « Occupy », « Nous sommes les 99% », entre autres. Les mouvements issus de cette contestation sont symptomatiques de l'état actuel du système démocratique et communicationnel à un niveau global, notre objet d'étude ici. La différence entre les contextes politiques, économiques et sociaux locaux peuvent nous rendre méfiants vis-à-vis du caractère réellement « global » des telles manifestations. Mais nous soutenons que l'usage des outils numériques dans l'organisation et l'échange d'informations renforce la participation citoyenne dans les processus politiques de la société, comme en un point de revendication commun.

Ce lien entre coopération dans le réseau et sur place a été inauguré par les mouvements « altermondialistes » du début de la décennie, notamment l'Indymedia. Comme nous le verrons par la suite, avec le développement technique, ces actions médiactivistes ont également évolué au niveau de leurs formes et outils. Ainsi, on appelle ici « cyberactivisme » les mobilisations ayant place sur internet, fondées sur les principes de collaboration et de partage chers au mouvement du logiciel libre et du copyleft. Nous soutenons ici que la mise en contact établie à travers le numérique fait émerger des échanges sociaux multidirectionnels qui dépassent les frontières territoriales et crée des environnements culturels et politiques particuliers, qui, à son tour, conduisent à la quête pour la préservation de ce même réseau tel qu'il a été conçu: neutre, libre et décentralisé. Nous comprenons qu'expliquer un phénomène social consiste à le mettre en relation avec d'autres paramètres, observant le processus qui a abouti au paradigme ici décrit. Le phénomène observé étant l'activisme *à travers* (la dimension *outil*), *dans* (la dimension *environnement*), et *pour* (la dimension *demande*) l'Internet, nous nous demanderons comment ces interactions sociales qui, à travers les réseaux numériques, deviennent des actions politiques et collectives visant la préservation de ce même réseau.

Dans le cadre du M1 j'ai choisi d'étudier la création et l'application de politiques publiques consacrées au numérique, en analysant le cas brésilien de l'action « Culture Numérique » mise en place par le Ministère de la Culture. Dans un prolongement de cette recherche, nous envisageons maintenant l'élargissement de ce sujet dans une perspective globale, trouvant des points en commun dans différents contextes, désormais dans l'étape qui précède la création de telles politiques : la discussion au sein de la société et son engagement visant la régulation et la préservation de cet environnement numérique. À travers la mise en contexte historique et théorique des mouvements médiactivistes et cyberactivistes, l'objectif de cette étude est aujourd'hui de mieux comprendre ces engagements et leurs fonctionnements, et ainsi de pouvoir contribuer à la production de connaissances sur le sujet. Cette question méritant un travail plus approfondi, nous nous dédions ici à l'étude du terrain et de la revue littéraire, avec pour but de conclure en proposant une problématique consistante. Ce travail sera par la suite approfondi dans le cadre d'un Doctorat.

Ce travail se consacre donc à l'observation des mobilisations collectives dans l'Internet dans leur aspect historique et dans leur rapport à d'autres secteurs de la société. La question de départ « En quoi l'usage de dispositifs numériques affecte-t-il l'activité des mobilisations sociales dédiés à l'Internet ? » sera ainsi qualifiée sous l'analyse contextuelle et historique des acteurs, de leurs demandes et de leurs formes d'organisation : Comment a-t-il été développé l'Internet et comment s'est constitué le débat autour de sa gouvernance ? Quels sont les enjeux de l'action collective sous les différents approches de la sociologie, de la philosophie et de la communication ? Quel est le rapport avec l'histoire du médiactivisme dont ils sont les héritiers? Comment faire face à la dimension internationale d'un tel mouvement?

Dès lors, cette étude s'intéresse aux enjeux, aux formes d'organisation, aux sujets en discussion et au rapport entre les différents acteurs de l'action collective sur l'Internet aujourd'hui, afin de fournir un cadre plus complet sur le sujet. Dans un développement des hypothèses qui peuvent répondre à la question de départ, nous avons structuré ce travail en trois parties : Dans la première, vous trouverez une mise en contexte des théories sur les réseaux numériques et la gouvernance de l'Internet, afin de mieux comprendre cette mise en perspective du numérique dans le même temps comme outil, comme environnement et comme demande.

Par la suite sera présenté un état des lieux des théories liées aux sujets de l'action collective et la mobilisation politique qui peuvent s'appliquer à l'Internet. Plus spécifiquement, l'approche théorique ici choisie pour observer ces phénomènes sous une perspective particulière sera la « Micropolitique », développée par le philosophe français Felix Guattari. Comme on le verra plus en détail par la suite, son argument de départ est que les engagements personnels dans une action collective concernent des enjeux liés au désir, qui ne peuvent pas être expliqués sans prendre en

compte la dimension subjective de chaque individu. Ainsi, en mettant en relation le niveau « micro » des rapports interpersonnels, et le niveau « macro » du système d'une manière plus large, il propose un cadre d'observation qui lie des processus subjectifs internes à l'aboutissement des actions externes. Par ce concept, on essaiera de comprendre comment l'échange et le partage sur les réseaux numériques créent un environnement de motivation subjective qui conduit à l'engagement d'acteurs sociaux divers dans la préservation de cette diversité et de cette liberté dans l'Internet.

Finalement, la troisième partie apporte la mise en contexte historique des acteurs concernant cette question : les mouvements médiactivistes et contre-culturels à partir des années 60 ; la consolidation des « Nouveaux Mouvements Sociaux » dans les années 80 et 90 ; le mouvement « altermondialiste » qui commence à se développer dans le tournant des années 90 vers les années 2000 ; le « boom » du « web 2.0 » vers la moitié de la décennie et les acteurs qui surgissent avec elle ; et finalement les mobilisations contemporaines représentés ici par le mouvement Occupy. Parallèlement, nous verrons également les institutions et dispositifs de discussion et de régulation des communications et d'Internet, du rapport McBride dans le cadre du NOMIC en 1980 au Forum de Gouvernance d'Internet créé en 2005, en passant notamment par le Sommet Mondial de la Société d'Information et les Forums Sociaux Mondiaux, afin d'observer leurs rôles, leurs enjeux, et la relation des mouvements sociaux avec eux.

Il s'agit de mobiliser des théoriciens du domaine de la communication et de la sociologie fondamentalement, mais aussi des auteurs issus des champs de la philosophie, de la psychologie, du droit, ainsi que de la documentation officielle, des extraits de presse, et des productions non encadrées car académiques, dont la production même des acteurs engagés dans ces mouvements. Cela s'explique par le fait qu'une grande partie de ce travail se penche sur des questions assez récentes, au sujet desquelles il y a très peu de production académique, alors qu'il est possible de trouver des contenus en grandes quantité et qualité dans les réseaux d'échange et de partage dont nous parlons justement ici.

1) Réseaux numériques

L'histoire des systèmes de communication nous montre que de nouveaux outils apportent aussi des nouveaux paradigmes. Parce que cela touche à la fois les systèmes économiques et politiques, la façon dont est organisée la communication dans une société en dit beaucoup sur ses codes culturels et ses dynamiques internes. Pourtant, ce n'est pas la technique qui change la société : c'est cette dernière qui donne du sens social et historique à la technologie¹. Sur ce point, dans l'ouvrage classique « La société en réseau », Manuel Castells nous rappelle qu'

évaluer l'émergence des formes et des processus sociaux nouveaux qu'induisent et autorisent les nouvelles technologies n'autorise donc aucunement à extrapoler leur conséquences potentielles sur les sociétés et les individus : seules des analyses spécifiques et l'observation empirique permettront de déterminer le résultat de l'interaction entre les nouvelles technologies et les formes sociales naissantes ².

Ainsi, si l'Internet permet une plus large connexion « peer to peer » (c'est-à-dire, « de point à point »), c'est précisément ce qui se déroule à partir de cette mise en contact qui nous intéresse. Dans tous les cas, ce qui nous intéresse est le fait que l'Internet fait converger des technologies et des dynamiques sociales dans un espace numérique que nous observons comme étant à la fois un *outil* de communication, un *environnement* d'interaction et une *demande* pour la qualification de la démocratie.

1.2) Un peu d'histoire : le numérique comme outil

Le développement technologique et le paradigme de la société d'information

Pour mieux comprendre ces enjeux, revenons d'abord sur l'histoire des développements technologiques dans la société. La première Révolution Industrielle, avec la création de la machine à vapeur au XVIII^e siècle, et la deuxième, marquée par le déploiement de l'électricité et le début des technologies de communication à partir du XIX^e siècle, ont apporté des changements significatifs dans la façon dont la société s'organise, au niveau du travail, de l'espace urbain et des relations sociales. Pour Castells, il s'agit de « révolutions » dans le sens où

un surgissement soudain, inattendu, d'applications technologiques a transformé le processus de production et de distribution, créé une multitude de produits nouveaux et modifié de manière décisive la

1 BUCCI, Eugênio. Entretien à COHN, Sergio et SAVAZONI, Rodrigo (orgs). *CULTURADIGITAL.BR*. Rio de Janeiro : Beco do Azogue, 2009

2 CASTELLS, Manuel. *Société en réseau*. Paris : Ed. Fayard, 1998. p. 102-103

Sous le prisme que l'innovation technologique n'est jamais un phénomène isolé, Gilbert Simondon explique que l'invention technique est « un processus rare et souvent aléatoire »⁴. Et l'Internet n'échappe pas à cette définition, puisqu'elle a été le résultat d'expérimentations à la fois militaires, académiques et indépendantes, tout en continuant de se recréer. Il s'agit, avant tout, d'un processus social, où son « caractère génétique, évolutif, historique »⁵ doit permettre sa mise en relation avec d'autres inventions au cours de l'histoire. Selon Robert James Forbes, c'est le cas des Révolutions Industrielles :

une évolution commençant au début du XVIIIe siècle et qui se prolongea pendant une bonne partie du XIXe. Ce fut un mouvement lent, mais il forgea des changements si profonds dans leur combinaison de progrès matériel et de dislocation sociale que, pris ensemble, ils peuvent être qualifiés de révolutionnaires ⁶.

Ayant en tête ces spécificités qui font des déploiements technologiques ci-dessus mentionnés des « révolutions », pourrions-nous considérer l'état actuel de développement des technologies d'information et de communication comme une troisième Révolution Industrielle ?

Selon la définition de Chris Freeman, un « paradigme techno-économique » est un « ensemble corrélé d'innovations techniques, organisationnelles et gestionnaires, qui n'offre pas seulement une nouvelle gamme de produits et de systèmes, mais surtout une dynamique de la structure relative des coûts de tous les intrants concourant à la production »⁷. Ainsi, si l'apport des Révolutions Industrielles précédentes fut des intrants d'énergie bon marché, aujourd'hui la possibilité de mise à disposition et de partage d'informations d'une manière aussi rapide et peu coûteuse, comme jamais vu auparavant, pourrait signaler un nouveau paradigme dans l'organisation sociale de la production.

Dans ce sens, Castells remarque trois paradigmes des technologies de l'information⁸ avec lesquels nous pouvons faire un parallèle sur cette triple dimension du numérique que nous proposons ici. Il identifie que cette logique de réseau serait « adaptée (adaptable) à la complexité des interactions et du développement » des sociétés contemporaines. Il dénonce, par exemple, le

³ CASTELLS, *ibid.*, p. 60

⁴ CHATEAU, Jean-Yves. « L'invention dans les techniques selon Gilbert Simondon ». *Gilbert Simondon. L'invention dans les techniques. Cours et conférences*. Paris : Éditions Seuil, 2005, p. 28.

⁵ CHATEAU, *ibid.*, p. 29.

⁶ FORBES 1958, p.148. *apud* Castells 1998, *op.cit.* p. 64-65

⁷ FREEMAN, « Préface de la II partie », *in* Dosi *et al* (1988b, p.10)), *apud* Castells, 1998, p.100

⁸ CASTELLS 1998, *op.cit.* p. 101

monde actuellement organisé en termes de « réseaux fonctionnels planétaires »⁹, comme dans les secteurs économique et politique. Ainsi, nous voyons que cette configuration en réseau, ayant le numérique comme *outil*, fait partie de processus organisationnels au-delà du domaine de la communication en soi. Il souligne aussi « l'information comme partie intégrante de toute activité humaine, directement modelée (mais non déterminée) par le médium technologique », ce qui signifie que l'*environnement* communicationnel et les pratiques sociales s'affectent mutuellement, et que le numérique vient alors élargir cette échelle. Finalement, il pointe également comme paradigme le fait que ce sont des technologies d'information qui agissent sur l'information même. Cette « méta-action » - la communication qui affecte l'acte de communiquer - nous rappelle ainsi l'usage des réseaux numériques pour agir sur la défense de ce même réseau.

Dans tous les cas, si on considère ces changements comme une troisième Révolution industrielle, c'est plutôt en fonction de ses conséquences sur la société que par la complexité de la technique en soi. L'Internet, comme bien d'autres développements techniques, est le fruit d'un processus social, politique et scientifique. Selon Simodon, « l'invention technique doit pouvoir être représentée comme la résolution d'un problème par une intelligence »¹⁰ - dans le cas que nous étudions ici, nous verrons comme « problème » la course technologique entre les États-Unis et l'Union Soviétique, et comme « intelligence » responsable de sa résolution, les expérimentations dans le milieu académique américain à partir des années 1960.

Exprimant des « conditions sociales spécifiques », cet exemple nous montre aussi que la technologie est révélatrice de la répartition du pouvoir à dimension globale dans la société. Utilisant la notion de « milieu d'innovation »¹¹, Castells pointe le rôle des conditions sociales dans les territoires, qui doivent être capables de traduire le savoir disponible dans la société en nouvelles technologies décisives à une plus large échelle. Selon lui, il est décisif que les relations entre l'innovation, la production et l'utilisation de ces créations soient étroites. De cette façon, ces transformations pourront toucher la société d'une manière plus effective et soulever les conditions sociales pour que l'esprit d'innovation se poursuive.

Sur ce point, nous défendons que l'apport des réseaux numériques de communication est précisément la possibilité d'un déploiement technique partagé et déterritorialisé, autour des nouveaux « milieux d'innovation » virtuels. Cependant, cela peut servir aussi bien des buts communautaires - tel que l'exemple de la Wikipédia ou du développement des logiciels libres - que des fins marchandes, comme c'est le cas dans la division de la production matérielle vers des pays où la main d'œuvre est moins onéreuse, tandis que la production intellectuelle est restreinte à une

9 CASTELLS 1998, *op.cit.* p. 47

10 CHATEAU, *op. cit.*

11 CASTELLS 1998, *op.cit.* p. 61

élite. Observons alors le contexte dans lequel l'Internet a été développé depuis les années 1960, pour mieux comprendre les enjeux sur lesquels nous nous penchons dans cette étude.

L'Arpanet, la coopération académique et l'informatique amatrice

Dans le cadre de la Guerre Froide, le développement technologique était l'un des principaux points de discordance entre le pôle capitaliste, représenté par les États-Unis, et le pôle socialiste, représenté par l'Union Soviétique. Après le lancement du premier Spoutnik à la fin des années 1950, le gouvernement américain crée l'Agence Américaine de Recherche de Projets Avancés (ARPA), ayant pour but des recherches scientifiques et techniques. Certains ouvrages sur le sujet indiquent que la motivation principale pour la création d'un tel réseau décentralisé a été la menace imminente d'une attaque nucléaire, et que pour cela a débuté la quête d'un réseau de télécommunications qui ne puisse pas être détruit en un seul point. Mais Himanen dénonce que dans l'histoire de l'Internet « on a souvent exagéré l'étendue et la portée de la contribution gouvernementale ». Il mentionne « A Brief History of the Internet », un essai écrit par les principaux acteurs du développement d'Internet. Dans ce texte, il est expliqué que les origines du réseau mondial d'ordinateurs ont été bien plus pragmatiques, à savoir le développement d'un système avancé de travail qui permettrait la coopération entre les chercheurs en informatique. Au final, la coordination d'efforts à la fois militaires, académiques et de hackers donnera lieu à une infrastructure décentralisée d'échange d'informations, baptisé Arpanet.

Si on ne parle pas encore d'Internet, des connexions expérimentales entre des ordinateurs dans les centres de recherche ont été menées depuis 1964. En 1968 est créé le « Groupe de travail sur le réseau » (NWG). Selon Pekka Himanen, auteur du livre « L'Éthique hacker et l'esprit de l'ère de l'information », il s'agissait d'un « collectif de hackers composé de brillants étudiants »¹². Ce groupe de travail, qui comprenait quatre universités américaines, avait une perspective collaborative dans le cadre de ses travaux, puisque personne ne prévoyait à ce moment là qu'il deviendrait un réseau aussi large que celui que nous connaissons aujourd'hui¹³. À cela, il faut ajouter le fait qu'à cette époque, l'environnement dans certains centres universitaires de recherche technique, spécialement en Californie, était jeune et expérimental. Christophe Lejeune remarque que le groupe intitulait ses mémorandums de travaux les « Appels à commentaires », afin de perfectionner cette infrastructure en développement, débutant ainsi la culture participative du «

¹² HIMANEN, Pekka. *L'éthique hacker et l'esprit de l'ère de l'information*. Paris: Exils, 2001. p.173

¹³ On verra un nombre croissant de publications sur l'imaginaire, les aspirations et les possibilités d'Internet à partir des années 1980, quand le réseau technique préliminaire aura été développé et des expérimentations plus ou moins réussies auront été faites.

Request for comments » aujourd'hui largement répandue dans Internet¹⁴.

Un exemple de ces expérimentations informelles et pourtant réussies est le système opérationnel pour des ordinateurs scientifiques Unix. Lejeune nous raconte qu'en 1969, le réseau Arpanet a été mis en place au sein du laboratoire de recherche de l'Opérateur de télégraphie et téléphonie américain (AT&T). À ce moment, Ken Thompson, qui travaillait à la conception d'un système informatique léger, souple et portable, rencontre Dennis Ritchie, qui essayait de concevoir un langage de programmation de haut niveau, avec qui il développe l'Unix. Le projet, qui était d'abord informel et personnel, hors du cadre de leurs missions officielles, en vient à équiper les centrales de AT&T et se fait connaître dans la communauté académique. L'opérateur téléphonique reçoit alors plusieurs commandes pour le système, mais se voit empêché de les distribuer, la commercialisation des productions informatiques étant un monopole d'État à cette époque. Ainsi, pour ne pas laisser leur création restreinte aux machines d'AT&T, les développeurs distribuent les codes sources de l'application gratuitement aux universités, inaugurant ainsi le mouvement « open source » dans l'informatique.

Dans le cadre d'un produit technologique non marchand, la résolution des problèmes de ce réseau et son amélioration dépendaient des centres de recherche qui l'utilisaient. Ainsi, un système d'échange des fichiers informatiques et une liste de discussions par courrier ont été développés, visant le partage des mises à jour par les différents centres utilisateurs. En utilisant une autre technologie que celle officiellement mise en place dans Arpanet - les lignes téléphoniques -, ce réseau d'échange, nommé Usenet, s'est développé parallèlement au réseau militaire, comme une forme de diffusion solidaire de la technique employée de manière élitiste par ARPA. Lejeune explique:

Ce réseau d'échange de messages entre utilisateurs d'Unix est le berceau d'une culture d'échange de bonnes pratiques et d'entraide, valorisant le collectif, réfractaire à l'appropriation, teintée de pragmatisme, contestataire et distribuée. (...) Elle constitue également une revendication politique à l'encontre du réseau d'origine militaire : les utilisateurs de Usenet réclament le droit de participer à la mise en place et l'utilisation du réseau mondial¹⁵.

Nous voyons ainsi que ce premier système informatique en réseaux commence à être compris comme un outil à des fins qui dépassent le technique en soi. En se penchant sur l'imaginaire des concepteurs d'Internet, Patrice Flichy rappelle que ce refus de l'informatique centralisée et commerciale ne peut pas être détaché de la contre-culture californienne de l'époque. Selon lui, ces jeunes imaginaient l'électronique comme faisant partie d'un système écologique plus

¹⁴ LEJEUNE, Christophe. *Democratie 2.0 – Une histoire politique d'Internet*. * p. 16

¹⁵ LEJEUNE, *ibid*, p. 19

large au sein de la société, qui ne devrait pas être restreint aux ambitions militaires et académiques : « Ce n'est pas seulement un outil intellectuel pour universitaires, mais un dispositif à mettre entre les mains de tous, capable de bâtir non seulement de nouveaux collègues invisibles mais aussi une nouvelle société »¹⁶. La rencontre de la culture hippie et de celle des informaticiens se produit, selon lui, dans la « volonté de maîtriser les outils techniques »¹⁷, que ce soit pour produire sa propre nourriture ou son propre système de communication.

Cette rencontre se trouve à l'origine du terme « hacker »¹⁸, une auto nomination par des programmeurs passionnés du Massachusetts Institute of Technology (MIT) au début des années 1960, qui désigne des « individus qui programment avec enthousiasme », et sous une logique de travail collaborative. Selon le « The new hacker's dictionary », un document rédigé de façon collaborative sur le net, « le partage de l'information est un bien influent et positif et [...] il est de leur devoir de partager leur expertise en développant des logiciels libres et en facilitant l'accès à l'information, ainsi qu'aux ressources informatiques autant que possible »¹⁹. Pour Himanen, ce modèle ouvert (connu en tant que « open source » dans l'informatique) se fonde sur l'éthique scientifique où les découvertes doivent être mises à disposition pour que d'autres spécialistes du même domaine puissent les consulter, les utiliser, les tester et les développer.

De cette période date l'encouragement du développement participatif de cet outil – le débutant réseau numérique. Il s'agit de l'une de ses caractéristiques fondatrices, même si l'on voit la croissance de sa marchandisation, de sa surveillance et de son contrôle aujourd'hui. Mais si la défense de la liberté dans l'Internet révèle un caractère à première vue politique, les revendications découlent, avant tout, de motivations pragmatiques : le contrôle exacerbé et l'environnement peu créatif d'une telle agence militaire (l'Arpa) sont restrictifs à l'innovation scientifique, fondée sur l'ouverture d'expérimentation, et bloquent l'échange d'informations et de contenus fondamental au développement informatique.

Nous pouvons affirmer que le développement de l'Internet est dû en grande partie aux réseaux d'informaticiens amateurs et de hackers ayant justement un objectif technique : pouvoir communiquer informatiquement. Flichy mentionne l'expérience mise en place par Ward Christensen, membre d'un club informatique de Chicago, qui a créé en 1978 un système de communication entre des micro-ordinateurs par l'intermédiaire du réseau téléphonique, le Bulletin

¹⁶ FLICHY, Patrice. *L'imaginaire d'internet*. Paris: La Découverte, 2001, p. 87

¹⁷ FLICHY, 2001, *ibid.* p. 91

¹⁸ Pourtant, signalons que « hacker » ne signifie pas l'informaticien méchant qui casse la sécurité des systèmes techniques. Himanen nous explique que pour désigner celui-ci, le terme « cracker » a été forgé vers 1985 par des (vrais) hackers, en réponse à la mauvaise utilisation du mot hacker dans la presse

¹⁹ RAYMOND, Eric. *The new hacker's dictionary*. Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 1998, *apud* HIMANEN, *op. cit.*, p. 9

Board System (BBS). La description technique de ce logiciel a été mise à disposition pour que d'autres puissent expérimenter leurs propres systèmes. L'ambition de Christensen était que « ces BBS pourraient alors devenir des nœuds dans un réseau de communications qui ferait circuler de façon automatique des messages et des programmes »²⁰.

Reprenant cette expérience quelques années après, Tom Jennings, un autre jeune hacker à San Francisco, essaie en 1983 un logiciel pour mettre en réseau des BBS séparés territorialement. Selon lui, avec un but avant tout technique : « Voir si cela peut être fait, simplement pour le plaisir, comme les radioamateurs »²¹. Il crée ainsi le réseau Fidonet, qui fait circuler des messages entre les BBS à moindre coût (puisque l'on n'a plus besoin de se connecter à des réseaux téléphoniques différents à chaque fois) et portable (puisque'il a été conçu pour des micro-ordinateurs, et non plus pour des ordinateurs puissants dans les centres de recherche comme dans le cas d'Usenet). Ce réseau coopératif décentralisé « reposait explicitement sur des principes sociaux anarchistes », mettant en évidence le caractère à la fois technique, politique et social qui accompagne l'Internet depuis ses débuts.

Castells nous explique que « l'épanouissement technique qui se produisait au début des années 1970 se rattache à la culture de la liberté, de l'innovation individuelle et de l'esprit d'entreprise née sur les campus américains pendant la décennie précédente ». Selon lui, c'est l'interaction d'un segment particulier de la société américaine (des jeunes chercheurs, informaticiens et amateurs) avec l'économie globale (le capitalisme qui s'imposait) et la géopolitique internationale (l'atmosphère de compétition de la Guerre Froide), qui a constitué ce qu'il considère comme « une nouvelle manière de produire, communiquer, gérer et vivre »²². Le début du mouvement du logiciel libre datant de cette période en est un bon exemple.

Le mouvement code ouvert et le logiciel libre

Aux débuts de l'informatique, les principaux centres techniques utilisaient des logiciels qui n'avaient pas de raison de cacher leurs codes sources ; cette pratique a été progressivement renversée. Des sociétés informatiques commencèrent à imposer des logiciels fermés, et au début des années 1980 presque tous les logiciels dits « libres » étaient devenus des logiciels propriétaires. Un jour, le jeune informaticien Richard Stallman, à l'époque rattaché à un laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, rencontre un problème avec son imprimante Xerox et se voit

²⁰ CHRISTENSEN *apud* FLICHY, *op.cit.* p. 96

²¹ JENNINGS *apud* FLICHY, *op.cit.* p. 96

²² CASTELLS 1998, *op.cit.*, p. 28

empêché de le résoudre par le simple fait d'ajouter une fonction, car il n'a pas accès au code source. Indigné par cette situation, il décide alors de démissionner du laboratoire, l'un des centres d'excellence de la recherche scientifique aux États-Unis, pour se consacrer au développement (à la fois technique et idéologique) d'un système informatique fondé sur la coopération, la liberté et le partage – le projet GNU. En 1985, il crée la Free Software Foundation (FSF)²³ pour promouvoir ces pratiques auprès de la communauté d'utilisateurs actifs, fondation qui reste encore à l'heure actuelle l'un des principaux acteurs dans le domaine.

Mais si le projet GNU a rassemblé des initiatives libertaires dans le domaine des logiciels, ce n'est qu'avec le développement du système d'exploitation Linux, par le Finlandais Linus Torvalds, que ce modèle sera diffusé sur le plan de l'usage personnel. Dans l'ouvrage « Le capitalisme cognitif », Yann Moulier Boutang nous raconte que « le lancement d'Apple et des PC par IBM au début des années 1980 avait permis de démocratiser l'informatique en la rendant accessible financièrement à des millions de personnes. Mais rapidement, les utilisateurs s'étaient retrouvés confrontés à l'impossibilité de modifier et de lire les codes sources des systèmes d'exploitation. L'apport de Linux Torvalds est d'avoir unifié ces deux mondes en prenant les outils GNU du monde Unix qui n'étaient alors utilisables que sur des stations de travail et des ordinateurs coûteux, pour les placer sur des PC »²⁴.

Le logiciel libre peut être défini grossièrement comme un logiciel où « les utilisateurs ont la liberté d'exécuter, de copier, de distribuer, d'étudier, de modifier et d'améliorer », selon la description sur le site du projet GNU²⁵. Il y est argumenté que « quand les utilisateurs ne contrôlent pas le programme, c'est le programme qui les contrôle. Le développeur contrôle le programme, et par ce biais contrôle les utilisateurs. Ce programme non libre, ou 'privateur', devient donc l'instrument d'un pouvoir injuste »²⁶. Ainsi, le mouvement du logiciel libre ne se limite pas aux systèmes d'exploitation (l'environnement de travail dans un ordinateur), il propose aussi des logiciels d'édition de texte et de multimédia, et des applications utilitaires pour la communauté d'utilisateurs qui ne sont pas des experts informaticiens. Cela grâce à des interfaces ergonomiques et à de la documentation en manuels d'utilisations également libre, c'est-à-dire que tout un chacun peut s'approprier afin de les compléter, les améliorer et les diffuser.

En outre, il est mis en évidence que l'expression « libre » fait référence à la « liberté d'expression », et non pas forcément au prix. On trouve bien des logiciels libres payants (comme le

²³ <http://www.fsf.org>

²⁴ BOUTANG, Yann Moulier. *Le capitalisme cognitif*. Paris: Editions Amsterdam, 2007, p.132

²⁵ <http://www.gnu.org/philosophy/free-sw.fr.html>

²⁶ STALLMAN, Richard. *Qu'est-ce que le logiciel libre?*. Accessible depuis <http://www.gnu.org/philosophy/free-sw.fr.html>

modèle économique de subsistance d'un projet autonome sans grands sponsors), ainsi que des logiciels privés gratuits (également une stratégie marchande). Boutang nous montre qu'au-delà des usagers « geeks », le logiciel libre a été mis en place tant par des administrations publiques (comme le Ministère de la Culture en France et les administrations fédérales allemande et brésilienne), que par de grandes entreprises privées (telles que L'Oréal et Walt Disney). Mais c'est justement pour s'opposer à des limitations de cette ordre que l'on trouve des logiciels libres utilisés à des fins qui ne sont pas forcément « libres » : les effets spéciaux du film *Titanic*, par exemple, ont été réalisés dans des ordinateurs sous le système GNU/Linux. Et, encore plus contradictoire, IBM a récemment annoncé comme un axe stratégique l'installation des logiciels libres dans ses machines, après avoir donné un milliard de dollars aux projets GNU et Linux à des fins de recherche et développement²⁷. Comprenant que la croissante expansion des logiciels libres est due plutôt à leur qualité qu'à leur fréquente gratuité, Boutang signale que l'on voit que « le succès économique du libre soulève un paradoxe : l'échange marchand s'avère moins efficace et plus cher que la coopération hors marché »²⁸.

De cette manière, on voit que parmi les innovations ayant eu lieu dans ces années, ni toutes n'ont pas forcément eu des motivations politiques et libertaires. L'ordinateur même, par exemple, qui aujourd'hui fait partie de la vie de milliards d'usagers, a été amené du circuit industriel-militaire vers l'usage personnel par de jeunes informaticiens entrepreneurs comme Bill Gates et Steve Jobs, insérés dans le circuit commercial par la suite. Castells nous rappelle que « la révolution des technologies de l'information a répandu à demi-consciemment dans la culture matérielle de nos sociétés l'esprit libertaire qui florissait dans les mouvements des années 1960 »²⁹.

Mais, avant de tomber sur des déterminismes techniques, Melvin Kranzberg nous rappelle que « La technologie n'est ni bonne ni mauvaise, pas plus qu'elle n'est neutre »³⁰. Pour cette raison, la défense de l'Internet passe aussi par la cohérence dans la façon dont cette infrastructure est utilisée, c'est-à-dire par quels moyens et sous quels principes. Lejeune explicite que le projet GNU et le noyau Linux radicalisent les tendances coopératives et bénévoles initiées dès le début de l'Internet. Ainsi, le code ouvert et le copyleft sont des principes fondateurs d'une dimension libertaire du numérique en tant qu'outil, une fois qu'est viabilisée la création de logiciels et d'applications permettant que la communauté numérique crée ses propres solutions de communication et de partage de contenus.

Rappelons que ce qui nous intéresse ici est la question de l'action collective dans les réseaux

²⁷ BOUTANG, 2007, *op.cit.*, p. 133

²⁸ BOUTANG, *ibid.* p. 134

²⁹ CASTELLS, 1998, *op. cit.*, p. 28

³⁰ KRANZBERG 1985, p. 50, *apud* Castells 1998, *op. cit.*, p. 107

numériques et les trois dimensions d'Internet (comme outil, comme environnement et comme demande). De cette façon, nous nous arrêterons ici quant à la complexe histoire technique de l'Internet, sur laquelle il y aurait beaucoup à dire. A présent que nous avons vu comment des outils technologiques peuvent correspondre à des attentes sociales et politiques, voyons comment cet environnement numérique s'est constitué au cours de son Histoire.

1.2) « Culture Numérique »: l'Internet comme environnement

Comme nous l'avons vu, l'atmosphère d'expérimentations qui a donné lieu à la naissance du réseau mondial d'ordinateurs peut nous donner des bonnes pistes pour mieux comprendre cet environnement que nous appelons ici « culture numérique »³¹. Cette expression cherche à comprendre la dimension culturelle de la technologie, au-delà du simple outil technique nouveau ou des nouvelles formes d'art. Le chercheur brésilien Alfredo Manevy définit la culture numérique

non pas comme une technologie, mais comme un système de valeurs, de symboles, de pratiques et d'attitudes. (...) Si nous y pensons comme une culture, et non pas seulement comme un support, je crois que nous pouvons en capter l'essence, ce qu'est la culture des réseaux, du partage, de la création collective, de la convergence ³².

Nous entendons cette définition sous une dimension anthropologique de la culture, à savoir comment certains outils techniques changent les comportements des populations et comment ces changements touchent la société d'une manière plus large. Le philosophe Pierre Lévy revendique lui aussi une « anthropologie du cyberspace », qu'il considère, dans les années 1990, comme un « paysage social inconnu », dont les règles et identités sont redéfinies³³. Gilberto Gil, musicien et ancien Ministre de la Culture du Brésil, explique :

Tout le champ culturel, les dimensions symboliques, les constructions de subjectivités qui sont à la base de la vie culturelle, les langages et expressivités individuelles et collectives, toutes ces choses-là sont affectées par la vie numérique, à cause de l'augmentation considérable de l'accessibilité et des échanges symboliques que le monde numérique offre ³⁴.

Ainsi, la dimension du numérique comme « environnement », dont nous parlons ici, fait

31 Ce concept a été forgé par des activistes et chercheurs que se trouvaient dans le Ministère de la culture brésilien depuis 2003, sous la forme d'une série d'actions qui ont amené à un réseau de production culturelle et activisme politique dans le pays. Plus sur ce sujet, voir CARVALHO, Aline. *Politiques publiques pour le numérique – L'expérience de la culture numérique au Brésil*. Travail de mémoire en Master 1 en Industries Créatives à l'Université Paris 8, sous la direction de M. Tristan Mattelart.

32 MANEVY, Alfredo. Entretien a COHN, SAVAZONI, *op. cit.* p. 35

33 LÉVY, Pierre. *L'intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberspace*. Paris: La Découverte, 1994, p. 21

34 GIL, Gilberto. Entretien a COHN, SAVAZONI, *op. cit.* p. 303

référence à un contexte d'échange et de partage par le biais d'outils numériques qui touchent les comportements sociaux, la politique et l'économie, comme nous le verrons par la suite. Nous voyons la formation de « réseaux d'acteurs sociaux » qui sont, selon la définition proposée par Pierre Merklé, des « échanges multidirectionnels qui varient selon des positions plus ou moins avantageuses »³⁵. Dans ce sens, qu'est-ce qui circule dans cet « environnement numérique » ? Entre quels acteurs ? Selon quelles logiques ? Pour répondre à ces questions, revenons d'abord à la mise en contexte historique des réseaux numériques, pour mieux comprendre les imaginaires autour de cette nouvelle technologie, et les changements culturels qu'elle a petit à petit apportés.

La contre-culture numérique

Le développement expérimental de l'Internet, comme nous l'avons vu, est dû en grande partie au fait que l'on était alors dans les années 1960, et que même les milieux scientifique et universitaire de l'époque n'échappaient pas à l'environnement à la fois contestataire et innovant de cette période. L'imaginaire futuriste de la science-fiction se répandait et le potentiel libertaire de la technologie motivait des expérimentations dans le champ de l'informatique. Ainsi, si d'un côté la création d'un réseau qui a abouti à Internet a été motivée par des buts militaires, de l'autre il a été pris en charge par des centres de recherche universitaires plus ou moins autonomes dans leur investigation et, surtout, par une communauté d'amateurs engagée dans le bidouillage informatique, ce qui lui a fait dépasser ses objectifs initiaux.

L'histoire d'Internet rassemble la culture informatique et la contre-culture, sous une perspective commune de coopération et de liberté. Aux États-Unis, certains centres de développement des réseaux informatiques se trouvaient à côté des laboratoires d'investigation sur le logiciel libre et les expérimentations neurologiques avec des substances telles que le LSD, notamment par le scientifique Timothy Leary. Selon lui, « le LSD est l'ordinateur du siècle XXI »³⁶. Par cette affirmation, il supposait que cette drogue conduirait à des modifications dans « l'état de conscience » de l'individu, qui permettraient une autre compréhension du « réel » et donc, une nouvelle « conscientisation de l'existence humaine ». Quand l'ordinateur apparût, il remarqua qu'à mesure que les nouvelles technologies avançaient, la quantité d'information que le cerveau humain recevait provoquait une nouvelle perception de la réalité et, ainsi, de nouvelles manières d'exister.

Il s'agit de ce que Castells considère comme « une transformation technologique plus profonde », c'est-à-dire, le « bouleversement des catégories dans lesquelles nous pensons tous les processus », à travers des « changements dans nos machines et dans la connaissance de la vie, à

35 MERKLÉ, Pierre. « Sociologie des réseaux sociaux ». Paris : La Découverte, coll. Repères, 2004, p. 67

36 LEARY, Timothy. *La politique de l'ecstasy*. 1968

l'aide même de ces machines et de ces connaissances »³⁷. Et c'est précisément cette double voie de la technologie informatique que nous comprenons ici comme le paradigme de *l'environnement numérique*. Cela veut dire que cette *numérisation* de la société ne concerne pas seulement la transposition de contenus vers des supports virtuels, mais comment les éléments technologiques affectent les relations sociales à partir d'une nouvelle configuration de connaissances et de culture.

Le président du Laboratoire brésilien de Culture numérique, Claudio Prado, explique que cette transformation culturelle comprend deux dimensions : une *conceptuelle*, où le numérique se présente comme un processus culturel, mené par des acteurs sociaux qui réfléchissent de façon critique sur leur rôle dans le monde à partir de leur rapport avec la technologie. Cette compréhension soulève des questionnements d'ordre politique, économique et social où la technologie s'insère, amenant ainsi à la dimension *pratique* de cette « culture numérique » : la quête d'alternatives à la logique de marché, viabilisées par la technologie³⁸. L'exemple du logiciel libre vu ci-dessus est une alternative à la relation marchande entre des fournisseurs de services numériques et des utilisateurs, une fois que ces derniers interagissent avec le système informatique en proposant des adaptations et des améliorations. Selon Prado, « le numérique est, d'une certaine façon, 'l'état altéré de la conscience de consommation', parce qu'il est subversif à la logique capitaliste et permet parfois l'élimination de l'intermédiaire qui n'apporte pas de valeur ajoutée : les maisons d'édition, la maison de disques, etc »³⁹.

Les « communautés virtuelles »

Ce lien entre l'informatique et la contre-culture est fondateur de l'idée de « communauté virtuelle »⁴⁰. Certains groupes hippies ont même été présents à la naissance de quelques expériences précurseurs d'Internet. Sous couvert d'« associer vie naturelle et technologies afin de rompre avec une réalité considérée comme conformiste »⁴¹, ils consommaient du LSD, drogue artificielle, en même temps que des expérimentations avec instruments de manipulation électronique étaient encouragées. Dans la même lignée que Leary, Stewart Brand, un ancien hippie et fondateur de l'une des premières communautés virtuelles, déclare en 1975: « Il est très probable que les petits ordinateurs vont révolutionner le comportement humain. (...) Les ordinateurs

³⁷ CASTELLS, 1998, *op. cit.*, p.61

³⁸ Entretien avec Claudio Prado le 19 mai 2010

³⁹ *Ibidem*

⁴⁰ Le terme « communauté virtuelle » a été forgé par le journaliste Howard Rheingold dans un article publié dans *The whole earth review* en 1987, et après dans un livre homonyme. Nous reviendrons sur ce sujet bientôt.

⁴¹ FLICHY, 2001, *op. cit.*, p. 90

personnels sont un élément fondateur de cette génération, comme la drogue l'a été il y a dix ans »⁴².

Patrice Flichy nous raconte qu'avec Larry Brilliant, spécialiste en logiciels de conférence informatique, Brand crée en 1985 le Whole Earth'Electronic Link (Well), une expérience pionnière d'espace numérique pour des conférences et discussions virtuelles. Les sujets variaient entre des débats généraux (l'art, l'éducation, la politique sociale, etc), le retour à la contre-culture et le réseau Well lui-même – ce qui nous montre déjà un début de la préoccupation concernant l'auto-régulation, comme nous le verrons plus profondément dans ce chapitre.

En effet, le Well a été l'une des premières expériences de « communauté virtuelle », expression forgée par le journaliste indépendant Howard Rheingold dans un article publié en 1987 dans la revue contre-culturelle *The Whole Earth Review*. Dans ce texte, il raconte l'expérience de Well, ce qu'il décrit comme un « lieu sacré » où il trouvait plaisir à communiquer avec de nouveaux amis, en même temps qu'il s'agissait d'un « instrument pratique » qu'il utilisait pour rassembler et analyser des informations sur des sujets avec lesquels il n'aurait probablement pas eu (autant) de contact autrement. Il définit le terme de « communauté virtuelle » comme

un groupe de personnes qui pourraient ou non se rencontrer physiquement, et qui échangent des mots et des idées par la médiation de plateformes et de réseaux virtuels. Comme toute autre communauté, c'est aussi un ensemble de personnes qui adhèrent à un certain contrat social (souple), et qui partagent certains intérêts (éclectiques).⁴³

Internet, espace public et intelligence collective

Reprenant la définition de Joseph Carl Robnett Licklider, un des fondateurs d'Arpanet, sur les « communautés d'interaction en ligne », il renforce le fait qu'il s'agit de « communautés non pas de lieu commun, mais d'intérêt commun »⁴⁴. Selon Rheingold, ces salles de débat virtuelles seraient comme « un salon » où il serait possible d'entretenir des discussions avec « des gens dont je n'ai peut-être jamais entendu parler auparavant, et que je ne pourrai jamais rencontrer physiquement ». Et il n'est pas le seul à comparer cette communauté virtuelle aux salons bourgeois dont les rencontres d'idées ont amené à des transformations sociales profondes. Dans un autre article également publié par *The Whole Earth Review*, John Coate témoigne : « Nous pensions au début que le Well pourrait être l'équivalent électronique des salons français de l'époque des

⁴² BRAND, *apud* FLICHY, 2011, *op. cit.*, p.91

⁴³ RHEINGOLD, Howard. « Virtual Communities », *Whole Earth Review*, été 1987, p. 84.

⁴⁴ LICKLIDER *apud* RHEINGOLD, *ibid.*, p. 84.

Lumières »⁴⁵. À l'heure actuelle, cette comparaison est reprise par Antonio Lafuente, chercheur espagnol, qui défend l'idée que « les blogueurs et hackers sont les nouveaux scientifiques et philosophes » de ce qu'il appelle la « Deuxième Illustration »⁴⁶.

Ces métaphores renvoient à la notion d'« espace public » communicationnel forgé par Jürgen Habermans à partir de l'observation des salons en Europe (notamment en France, en Allemagne et en Angleterre). Pour lui, cette sphère publique s'inscrirait entre la société civile et l'État comme « un secteur de notre vie sociale dans lequel quelque chose qui se rapproche d'une opinion publique peut être formé »⁴⁷. Peter Dahlgren nous explique que « du point de vue de la communication, cet espace consiste en des interactions face à face et en des interactions médiatisées ». Ainsi, il apporte l'Internet comme un espace public, ce dernier étant pris sous l'acception d'un « lieu de formation de la volonté politique, *via* un flux libre d'informations pertinentes et d'idées »⁴⁸. À son tour, Pierre Lévy théorise cet espace virtuel (ou, selon lui, le « cyberspace ») comme « l'espace mouvant des interactions entre connaissances et connaissants, de collectifs intelligents déterritorialisés »⁴⁹.

La vision habermanienne de l'« espace public » l'idéalise comme un lieu de rationalité et de construction démocratique. Cette perspective est contestée par plusieurs auteurs qui dénoncent la crise de ce concept à l'heure actuelle. Andrea Semprini dénonce la « neutralisation de l'espace public »⁵⁰, quand des particularités culturelles telles que les expressions d'appartenances religieuses ou ethniques, par exemple, se voient restreintes à l'espace privé. Cette prérogative prend l'espace public comme un lieu dit « citoyen » et, de cette façon, forcément détaché des signes qui renvoient à des identités spécifiques. Dans ce sens, Dahlgren remarque que « la démocratie a besoin d'espaces publics multiples, opposés et alternatifs », et que dans une telle sphère neutralisée, une grande diversité d'identités et de modes d'expressions se trouverait soumise à ces principes républicains⁵¹.

Ainsi, si certaines structures de pouvoir étouffent des prises de paroles dans les espaces publics consacrés, l'Internet apporte la possibilité de constructions de nouvelles sphères de dialogue. Pierre Lévy critique l'élitisme intellectuel en mettant en évidence que « les savoirs

⁴⁵ COATE, John. « A village called The Well », *Whole Earth Review*, automne 1988, p. 86.

⁴⁶ Entretien au journaliste espagnol Bernardo Gutiérrez. Accessible depuis <http://blogs.20minutos.es/codigo-abierto/2012/01/23/el-estado-nacion-es-torpe-burocratico-y-homogenizador>

⁴⁷ HABERMAS, Jürgen. « Reason and the Rationalization of Society », in *The Theory of Communicative Action*, vol. 1. Boston: Beacon Press, 1984, p. 49

⁴⁸ DAHLGREN, Peter. *L'espace public et l'internet: Structure, espace et communication*. Revue Réseaux n°100, 2000, p. 161

⁴⁹ LÉVY, 1994, *op. cit.*, p 30

⁵⁰ SEMPRINI, Andrea. *Le multiculturalisme*. Éditions « Que sais-je », P.U.F, 1997

⁵¹ DAHLGREN, 2000, *op. cit.*, p. 167

officiellement validés ne représentent aujourd'hui qu'une infime minorité de ceux qui sont actifs » et que « ne pas reconnaître l'autre dans son intelligence c'est lui refuser sa véritable identité sociale »⁵². Cette possibilité alors offerte par le numérique d'établir un contact entre des personnes partageant des signes culturels communs va à la rencontre de la « quête d'une nouvelle connexion autour d'une identité reconstruite et partagée », comme le souligne Castells⁵³. Dans ce débat sur les « communautés virtuelles », il attire encore l'attention sur le fait que l'expression « communauté » peut renvoyer à des types bien distincts de rapports sociaux : si dans la tradition sociologique, l'idée de communauté se fonde sur le « partage de certaines valeurs et d'une organisation sociale », le réseau, à son tour, émerge comme forme d'interaction en fonction des « choix et des stratégies des acteurs sociaux »⁵⁴.

Cette dématérialisation des relations personnelles soulève des questions concernant la perte de sociabilité, surtout au début de ces communautés virtuelles. Dans une recherche réalisée par Marc Smith sur les attentes et pratiques des usagers de Well, on trouve ce témoignage :

Toutefois, les gens peuvent-ils partager des émotions sans se rencontrer en chair et en os ? L'histoire de la correspondance romantique montre que la réponse est évidemment oui. Et le Well le montre à nouveau. (...) Les gens se tournent les uns vers les autres pour s'entraider dans les situations difficiles et partager leur succès.⁵⁵

Nous voyons ainsi des rapports entre êtres humains qui, même par l'intermédiaire d'un outil technologique, sont établis, avant tout, par des liens affectifs. Castells nous rappelle que « l'Internet est une extension de la vie telle qu'elle est, dans toutes ses dimensions et modalités », et que nous devons donc nous méfier de cette distinction entre « réel » et « virtuel », parfois assez stigmatisante. Mais nous reviendrons dans le chapitre prochain à ce débat sur la relation entre les réseaux, les rues et l'action collective hors de l'espace numérique.

Dans les premières expériences de communautés virtuelles, les échanges se fondaient sur la possibilité de partager et d'avoir accès à des informations qu'on ne trouverait pas forcément par des moyens traditionnels sur le territoire. Rheingold emploie même l'expression d'« âme de groupe », où « des questions sont résolues, du support est apporté, de l'inspiration est fournie ». Ce concept se rapproche beaucoup de celui d'« intelligence collective », qui sera forgé par Pierre Lévy en 1994. Il croit à un « renouvellement du lien social par le rapport à la connaissance » dans le monde informatisé qui s'annonçait, où « la capacité à former et reformer rapidement des collectifs

52 LÉVY, 1994. *op. cit.*, p. 30

53 CASTELLS, 1998. *op. cit.*, p. 47

54 CASTELLS, Manuel. *La galaxie Internet*. Paris : Fayard, 2002, p. 157-158

55 FLICHY, 2001. *Op. cit.*, p. 94.

intelligents deviendra l'arme décisive des bassins régionaux de savoir-faire »⁵⁶.

La définition par défaut du terme « intelligence collective » par Pierre Lévy est : « Une intelligence partout distribuée, sans cesse valorisée, coordonnée en temps réel qui aboutit à une mobilisation effective des compétences »⁵⁷. A première vue, il paraît avoir une compréhension assez naïve de la réelle distribution du pouvoir cognitif dans la société. Mais prévoyant certaines incompréhensions, il explore le concept tout en mettant en évidence qu'« il s'agit d'une approche très générale de la vie en société et de son avenir possible » - et, selon lui, nécessaire. Le point de départ de cette proposition est le fait que « personne ne sait tout, tout le monde sait quelque chose ». Pour lui, d'une manière générale « tout le savoir est dans l'humanité » et de cette façon, il se positionne contre la hiérarchisation de certaines connaissances par rapport à d'autres. Il dénonce le mépris et la dissipation « de la ressource la plus précieuse » - la connaissance - par une élite intellectuelle qui agit tout simplement « en refusant de la prendre en compte ». À cela s'ajoute l'avènement des nouveaux systèmes de communication qui, selon lui, devraient offrir aux acteurs sociaux « les moyens de coordonner leurs interactions dans le même univers virtuel de connaissances », afin de rendre fonctionnelle cette intelligence dissipée⁵⁸.

L'imaginaire de la démocratie du cyberspace

Comme nous le voyons, le déploiement technique du réseau mondial d'ordinateurs est dû en grande partie aux rencontres et expérimentations plus ou moins informelles dans le champ de la science informatique. Un des paradigmes que Manuels Castells identifie dans ce qu'il appelle une « Société d'information » est justement l'incorporation de la « souplesse » dans le mode d'organisation sociale de la production :

Non seulement les processus sont réversibles, mais organisations et institutions peuvent être modifiées, et même fondamentalement transformées, en réaménageant leurs éléments. (...) Non qu'il n'y ait pas de règles, mais celles-ci se créent, et changent, selon un processus ininterrompu d'actions délibérées et d'interactions uniques.⁵⁹

Ainsi, une fois que les réseaux numériques offrent la possibilité d'un plus large contact entre les citoyens, le débat politique se voit refondé dans ces nouveaux espaces. Et soit pour contester, pour s'articuler ou tout simplement pour se renseigner, l'usage politique d'Internet incorpore des signes et dynamiques propres à cet environnement.

⁵⁶ LÉVY, 1994. *op. cit.*, p. 21

⁵⁷ LÉVY, *ibid.* p. 29-30

⁵⁸ LÉVY, *op. cit.* p. 29-30

⁵⁹ CASTELLS, 1998. *Op. cit.* p. 102

Selon Rheingold, « la force politique de l'informatique communicante vient de sa capacité à concurrencer le monopole de la hiérarchie politique existante sur les puissants médias de masse et peut-être à revitaliser la démocratie de base »⁶⁰. Si à cette époque il témoigne d'une expérience précurseur en construction, Dahlgren renforce aujourd'hui cet aspect, avec l'Internet mis en place comme un plus large réseau de communications : « L'Internet arrive précisément quand la vitalité de certaines institutions démocratiques semble décliner (...). Si la cybereuphorie initiale s'est calmée, certains aspects fondamentaux d'Internet présentent encore un certain intérêt pour la démocratie »⁶¹.

Comme nous pouvons le constater, cette dimension d'Internet comme une « version high-tech de la démocratie athénienne »⁶² se retrouve au début des aspirations de ce nouvel espace virtuel, notamment fondé sur la conception nord-américaine de la démocratie. Dans un clair rapport à la Déclaration d'Indépendance des États-Unis de Thomas Jefferson, le poète et activiste John Perry Barlow publie en 1996 la « Déclaration d'Indépendance du Cyberspace », une riposte au « Telecom Reform Act »⁶³ qui vient d'être approuvé par le gouvernement américain et établit des normes dans le récemment découvert « cyberspace » :

Les gouvernements tirent leur pouvoir légitime du consentement des gouvernés. Vous ne nous l'avez pas demandé et nous ne vous l'avons pas donné. Vous n'avez pas été conviés. Vous ne nous connaissez pas et vous ignorez tout de notre monde. Le cyberspace ne se situe pas à l'intérieur de vos frontières. Ne croyez pas que vous puissiez diriger sa construction, comme s'il s'agissait d'un de vos grands travaux. Vous ne le pouvez pas. C'est un phénomène naturel et il se développe grâce à nos actions collectives.⁶⁴

Ainsi, cette nouvelle technologie commence à se présenter comme un nouveau territoire pour le champ politique, et des règles de fonctionnement à la fois technique et social commencent à se présenter. Cependant, puisqu'elle n'a pas été conçue pour être un média de masse au départ, ses règles ont été établies au cours du processus, sa structure ouverte étant la condition majeure pour la suite du développement technique. Nous verrons donc dans la partie suivante les débats autour de la gouvernance d'Internet et pourquoi les demandes de réglementation des outils numériques visent à préserver cet environnement ayant en vue la mise à jour de la démocratie aujourd'hui.

⁶⁰ RHEINGOLD, *op. cit.*, p.14

⁶¹ DAHLGREN, 2000, *op. cit.*

⁶² PHILLIPS, Kevin. « Virtual Washington », *Time*, numéro spécial printemps 1995, p. 65-66. *apud* FLICHY, 2001, *op. cit.*, p. 197.

⁶³ <http://transition.fcc.gov/telecom.html>

⁶⁴ BARLOW, John Perry. *La déclaration d'Indépendance du cyberspace*, 1996. Disponible sur <https://projects.eff.org/~barlow/Declaration-Final.html>

1.3) Les enjeux de la gouvernance d'Internet aujourd'hui : le numérique comme demande

Comme nous l'avons vu, les outils numériques forment des relations plus ou moins décentralisées et interactives, qui se présentent comme alternatives aux moyens de communication hégémoniques. Toutefois, en tant que dispositif technologique, ils ne sont pas *a priori*, positifs ou négatifs : ce sont leurs usages et appropriations qui iront établir - ou non - leur potentiel émancipateur. Ce processus résulte non seulement du développement technologique, mais aussi politique d'une société. De cette façon, en même temps que l'Internet permet des formes d'interaction et de construction collective jusque là inédites, elle comporte également des restrictions pouvant reproduire d'anciens monopoles et inégalités dans les nouveaux espaces de sociabilité.

Neutralité, décentralisation et liberté

Si dans les années 1990 Barlow déclarait l'indépendance du cyberspace en annonçant aux gouvernements traditionnels « vous n'avez aucun droit moral de nous gouverner, ni ne disposez de moyens de contrainte que nous ayons de réelles raisons de craindre » ; les activistes de ce même cyberspace aujourd'hui comprennent très bien les menaces à la liberté dans le réseau, qui passent souvent au-delà des « gouvernements du monde industriel »⁶⁵.

Pour cette raison, ils s'organisent au travers de wikis, de réseaux sociaux, ainsi que de la traditionnelle liste de diffusion par mail, afin de défendre l'architecture d'Internet telle qu'elle a été conçue : neutre, décentralisée et libre. *Neutre*, parce qu'en tant que voie structurelle de trafic informationnel, ce réseau ne doit pas faire de distinction entre expéditeurs, destinataires et contenus, qui doivent pouvoir circuler sans restriction de bande passante, vitesse et connexion. *Décentralisé*, parce que cette structure a justement été la motivation de la création d'un tel réseau, afin de permettre la collaboration entre des postes informatiques éloignés territorialement. Et *libre*, parce que son développement depuis les années 1960 s'est obtenu grâce à des informaticiens amateurs, ingénieurs, chercheurs et même des entreprises qui travaillaient de manière plus ou moins autonome, en fonction de leurs besoins de communication et de production.

De cette manière, l'état actuel d'Internet et ses diverses possibilités sont le résultat des multiples réappropriations de cette infrastructure technologique, des communautés de hackers aux corporations mondiales qui ont développé le réseau numérique sous les plus diverses motivations. Ainsi, c'est justement la préservation de cette neutralité, de cette décentralisation et de cette liberté

65 BARLOW, *Ibid.*

qui permettront l'innovation et la continuité du réseau mondial d'ordinateurs.

Parmi les actions politiques pour l'environnement numérique aujourd'hui, nous trouvons la nécessité d'un cadre réglementaire équilibré entre les intérêts des utilisateurs, des créateurs, des gouvernements et des entrepreneurs. Quels sont les cadres juridiques existants qui correspondent aux nouvelles dynamiques d'Internet, et quels sont ceux qui ont besoin d'être révisés? Dans quelle mesure les lois nationales y sont-elles applicables, face aux relations déterritorialisées du réseau ? Comment faire face aux impasses tels que les crimes électroniques, sans bousculer des droits civiques tels que le respect à la confidentialité ? Souza, Maciel et Francisco expliquent que « l'absence de dispositions claires sur des droits fondamentaux tels que la liberté d'expression, l'accès aux connaissances et la confidentialité rendent difficiles la mise en pratique des lois existantes pour les plus diverses controverses sur l'utilisation d'Internet »⁶⁶.

Toutes ces questions ne peuvent être abordées dans un travail d'introduction au sujet. Et puisque notre regard se pose surtout ici sur les structures de prise de décision et la participation des différents acteurs dans ce processus, revenons alors encore une fois à l'histoire d'Internet, cette fois sous la perspective de sa gouvernance, pour mieux comprendre ses enjeux à l'heure actuelle.

L'historique de la gouvernance d'Internet

À cette réglementation du réseau mondial d'ordinateurs, nous appliquons le nom de « Gouvernance d'Internet ». Selon la définition proposée lors du Sommet Mondial de la Société d'Information (SMSI) en 2005, « la Gouvernance d'Internet est le développement et l'application par des gouvernements, le secteur privé et la société civile dans leurs rôles respectifs, de principes, normes, règles, processus de prise de décisions et programmes partagés qui iront cadrer l'évolution et l'usage d'Internet »⁶⁷. Jovan Kurbalija met l'accent sur le fait que le terme de « gouvernance » ne désigne pas seulement des affaires de gouvernements, mais bien la prise en charge du réseau par n'importe quelle institution, y compris les non gouvernementale. Il remarque que cette distinction était au cœur des discussions concernant Internet lors du Sommet, et que cette définition a été accordée parce qu'elle correspond à la « façon dont l'Internet a été gouverné depuis ses premiers jours »⁶⁸.

Comme nous l'avons vu, la création de l'infrastructure qui précéda Internet, l'Arpanet, a été l'affaire de l'Agence Américaine de Recherche de Projets Avancées (Arpa), liée au Ministère de la

66 SOUZA, Carlos Afonso, MACIEL, Marília, FRANCISCO, Pedro Augusto. *Le cadre réglementaire citoyen d'Internet brésilien : Une question de principe*. Revue *PolITICS*, n°7, 2000, p. 3 – 11.

67 <http://www.itu.int/wsis/basic/about.html>

68 KURBALIJA, Jovan. *An introduction to internet governance*. Genève : DiploFoundation, 2010, p. 7

Défense. Le premier groupe à s'occuper de son développement a été le « Groupe de travail sur le réseau » (NWG), créé en 1969. En 1972, la première Conférence internationale sur les Communications entre Ordinateurs⁶⁹ est réalisé, lors de laquelle le NWG est élevé au niveau international, devenant INWG, avec pour but la définition des standards d'un tel réseau. Himanen nous explique qu'il s'agissait d'une « communauté ouverte de hackers » sans une autorité formelle, où il suffisait de participer aux réunions et à la liste de diffusion par mail pour devenir membre⁷⁰. Son principal fait a été la création du « Transmission Control Protocol/Internet Protocol (TCP/IP) », un langage qui permettait aux ordinateurs de communiquer entre eux. Si l'Arpanet était l'infrastructure de base, ce n'est qu'avec le protocole TCP/IP, que ce réseau devient ce que nous connaissons aujourd'hui comme Internet. Lejeune remarque que « cette infrastructure n'est d'ailleurs pas qu'un réseau, c'est un réseau des réseaux (un inter-net) qui rassemble des ordinateurs, des téléphones et des satellites »⁷¹.

En 1980, l'Arpa cesse ses activités ; mais à ce stade, le projet d'Internet a déjà été pris en charge par la communauté informatique, au-delà de l'activité militaire. En 1986, le INWG est substitué par le Internet Engineering Task Force (IETF), qui s'occupera du développement d'Internet par la suite. Kurbalija remarque que, tout comme son prédécesseur, les prises de décisions au sein de l'IETF sont fondées sur la coopération et le consensus : « Il n'y avait pas de gouvernement, ni de planification centrale, ni aucune grande conception derrière. Cela a fait penser à plusieurs personnes qu'Internet était, d'une certain façon, unique et qu'il pourrait offrir une alternative à la politique moderne »⁷².

Le Nouvel Ordre Mondial d'Information et Communication

À cette époque, cette compréhension stratégique d'un Internet qui se développait à côté des médias de masse n'était pas encore au centre de la politique à une large échelle. Cependant, le débat autour de la démocratisation de la communication et de l'impérialisme culturel se trouvait en plein essor. Sur le plan institutionnel, depuis les années 1970 l'Organisation des Nations Unies (ONU) a hébergé des discussions s'intéressant au nouvel échiquier sociopolitique mondial et aux rapports de force entre les pays. En 1973, la quatrième conférence de chefs d'État des pays non-alignés, à Alger a reconnu l'existence d'un « nouveau ordre économique international » qui touchait notamment l'organisation des systèmes de communication. En 1976, le symposium de Tunis a mis en évidence

⁶⁹ En anglais, « First International Conference of Computer Communications »

⁷⁰ HIMANEN, *op. cit.* 173 et 200

⁷¹ LEJEUNE, *op. cit.* p.23

⁷² KURBALIJA, 2010, *op. cit.*, p. 7

le besoin de « décoloniser l'information » en mettant en place un « Nouvel Ordre Mondiale de l'Information et de la Communication » (connu sous l'acronyme NOMIC).

En 1977, est mise en place par l'Unesco une Commission internationale d'étude des problèmes de la communication, qui publie en 1980 un rapport appelé « Voix multiples, un seul monde », comme nous l'avons vu dans le premier chapitre. Ce document, devenu célèbre sous le nom de Rapport McBride, dénonce l'inégalité dans l'accès et dans la production d'informations entre les pays sous différents niveaux de développement. Il s'agit, pour Granjon et Cardon, d'une « critique vigoureuse de l'inégalité structurelle dans l'accès et la production de l'information entre les pays du premier et du troisième monde »⁷³. Le rapport établissait encore un Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC), dont le but était de mettre en place des dispositifs visant l'équilibre de ce nouveau contexte informatique. Selon les sociologues, il a été considéré comme « un élément indissociable de l'instauration d'un nouvel ordre économique international et de l'harmonisation des échanges commerciaux », afin d'aider les pays en développement à surmonter le « colonialisme informationnel », c'est-à-dire, les rapports de dépendance au niveau des communications⁷⁴.

Les enjeux du mouvement de la communication ne sont pas détachés, bien sûr, de l'environnement sociopolitique international, notamment la Guerre Froide et la lutte idéologique entre le capitalisme et le socialisme. A cela s'ajoute la mise en avant dans la scène internationale de « ce nouvel acteur historique qu'est le Tiers-Monde »⁷⁵, et la remise en question des rapports politiques, économiques et médiatiques entre le Nord et le Sud. Dans ce contexte, les critiques s'adressent tant au libéralisme du « free flow information » nord-américain qu'à l'encadrement de la « souveraineté nationale » soviétique, dénonçant « l'impérialisme culturel » à une échelle mondiale⁷⁶. Granjon et Cardon observent que « la principale réponse à l'impérialisme culturel se concrétisera par de nouvelles collaborations entre pays du Sud, passant en particulier par la création d'agences de presse nationales ou de pools d'agences régionales »⁷⁷. Bien que le rapport Mc Bride a soulevé des conflits diplomatiques (conduisant à la sortie des États-Unis et du Royaume-Uni de l'Unesco pendant plusieurs années), le PDIC a favorisé la création d'agences locales tels que l'Alasei (en Amérique Latine), le Cana (aux Caraïbes), le Wanad (en Afrique Occidentale), le Canad

⁷³ CARDON, Dominique et GRANJON, Fabien. *Médiactivistes*. Paris: Presses de SciencesPo, 2010, p. 51

⁷⁴ *Ibid.*, p.51

⁷⁵ *Ibid.*, p. 47

⁷⁶ Hebert Schiller définit ce dernier comme « l'ensemble de processus par lesquels une société est introduite au sein du système moderne mondial et la manière dont sa couche dirigeante est amenée, par la fascination, la pression, la force ou la corruption, à modeler les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du système ou à s'en faire le promoteur (SCHILLER, Hebert. *Communication and Cultural domination*, White Plains, NY, M.E.Sharpe 1976, p.9)

⁷⁷ CARDON, GRANJON. *op. cit.*, p. 50

(en Afrique Centrale) et le Seanad (en Afrique australe).

Cependant, le rapport McBride n'a pas abouti à de grandes transformations au niveau de la politique économique internationale, et a même soulevé des complications diplomatiques qui ont amené à la sortie des États-Unis et du Royaume-Uni de l'Unesco. En outre, il ne touche pas encore le sujet d'Internet, tandis que nous assistons en même temps à la consolidation d'une économie néolibérale à une large échelle, ce qui ira forcément affecter la gouvernance du réseau mondial d'ordinateurs.

Les « autoroutes de l'information »

Ce tournant où l'Internet, l'audiovisuel et les télécommunications se rencontrent dans un projet néolibéral se fait lors du projet des « Autoroutes d'information », mis au point par la campagne à la présidence des États-Unis des candidats Bill Clinton et Al Gore. Pour être précis, la métaphore des « autoroutes électroniques » apparaît dans la presse américaine depuis les années 1970, notamment avec l'article « La nation câblée » publié dans l'hebdomadaire *The Nation*, nous raconte Flichy. Dans ce texte, l'auteur nous rappelle que dans les années 1960 le gouvernement avait employé des efforts à la construction d'autoroutes couvrant le pays, et que dans la décennie suivante des subventions devraient être données pour la création d'autres autoroutes, électroniques cette fois, « afin de faciliter l'échange de l'information et des idées »⁷⁸. En 1989 l'Office de la Science et de la Politique Technologique de la Maison Blanche met en œuvre le développement d'un « Réseau de la Recherche et de l'Éducation » (NREN), qui a été défini par Al Gore, alors sénateur, comme une « autoroute d'information »⁷⁹. Dans l'année suivante, les « autoroutes d'informations » s'inscrivent officiellement dans le programme de gouvernement des candidats.

Flichy explique que « cette métaphore est essentielle à cette utopie technique. Elle permet de synthétiser le projet en un mot et surtout de l'inscrire dans le territoire et l'histoire (...) des réseaux de circulation et de l'intervention de l'État dans le domaine »⁸⁰. Le terme « autoroutes d'information » renvoie nettement aux autoroutes automobiles qui ont été financées par le gouvernement depuis le New Deal, suggérant ainsi que cette subvention doit être prise en charge par l'État.

Cependant, la fibre optique qui connecterait ce réseau remet en cause les frontières entre les télécommunications, l'audiovisuel et l'informatique, et inaugure ainsi le débat de la convergence

⁷⁸ *The Nation*, 18 mai 1970, p. 602, *apud* FLICHY, 2001, *op. cit.* p. 22

⁷⁹ GORE, Albert. *Remarks on the NREN*, National Net'90, Washington, 14-16 mars 1990 (repris in *Educom Review*, été 1990, p. 12-16), *apud* FLICHY, 2001, *Ibid.* p. 25

⁸⁰ FLICHY, *Ibid.*, p. 27

technologique. Rappelons que nous étions dans les années 1990, et que la libéralisation des marchés était en pleine expansion dans le système capitaliste. De cette façon, le développement de cette technologie se fit avec les investissements privés, la concurrence entre les réseaux locaux, et pour cela, une réglementation flexible. Nous voyons ainsi la transformation de ce qui était au départ une utopie technique en une idéologie libérale, qui marque le développement structurel d'Internet à partir de la fin du XXème siècle – tout comme sa gouvernance - sous la tradition américaine de l'innovation.

Une fois élus, il a été créé une stratégie pour la mise en place de cette infrastructure d'information, nommée l' « Agenda for Action ». Ce programme était fondé sur quelques lignes directrices, à savoir : l'investissement du secteur privé dans le domaine ; l'encouragement à l'innovation avec des subventions à des services expérimentaux ; la mise en ligne des informations publiques, qui caractérisait le début du mouvement *open data* et la garantie de l'égalité de l'accès à cette technologie - ces deux dernières notamment en réponse à la pression des secteurs de la société civile. Flichy remarque que « si l'utopie des autoroutes n'avait débouché sur aucun programme national d'envergure, elle avait cependant réussi à mobiliser de nombreux acteurs ». Et ce sont ces acteurs qui, organisés à une échelle de plus en plus globale, ont veillé à la gouvernance d'Internet dans des processus plus ou moins conflictuels, comme nous le verrons par la suite.

Au début des années 1990, il n'existait pas encore d'organisme officiel pour gérer les questions liées à l'Internet, ni une vraie perception du sujet dans sa globalité. Aux États-Unis, la Fondation Nationale des Sciences était alors responsable de la gestion de l'infrastructure d'Internet. En 1994, ils ont voulu déléguer à une société privée la gestion des DNS (*Domain Name System*, le système qui envoie les adresses IP sous la forme de numéros à des adresses sous la forme de noms), ce qui a causé une grande controverse dans la communauté. Cet événement, connu comme « La guerre du DNS »⁸¹ a mené à la création, en 1998, de la Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet (ICANN)⁸². Cette nouvelle organisation internationale sans but lucratif est devenue la principale autorité de régulation d'Internet, s'occupant de la gestion des adresses de protocole Internet et du système de serveurs racine (les *roots servers*, répartis un peu partout dans le monde). Installé sur le territoire américaine, et ainsi soumis, en dernière instance, au droit de ce pays, l'ICANN provoque des controverses par rapport à son autonomie et à sa neutralité dans la gestion d'Internet. Dans la communauté de la gouvernance d'Internet il y a ceux qui défendent que la tâche de gestion d'Internet devrait être prise en charge par l'Organisation des Nations Unies, alors que d'autres sont partisans d'une organisation sous forme de coopérative où la

⁸¹ KURBALIJA, 2010, *op. cit.*, p. 8

⁸² <http://www.icann.org>

société civile puisse être représentée, ce qui n'est pas le cas à l'ONU, organisme inter-gouvernemental.

Le Sommet Mondial de la Société d'Information

Si la création de l'ICANN a donné une première forme institutionnelle à la dimension internationale de l'Internet, Kurbalija nous explique que ce n'est que lors du Sommet Mondial de la Société d'Information (SMSI)⁸³ que la question de la gouvernance d'Internet entre officiellement dans les agendas diplomatiques. Le sommet a été réalisé en deux étapes : la première, en 2003 à Genève, a mis en évidence des questions générales au sujet de l'information et de la communication. La deuxième étape a eu lieu en Tunis en 2005. La question de l'Internet n'était pas au centre des discussions, mais un Groupe de travail sur la gouvernance d'Internet (WGIG) créé à la dernière minute sous la pression d'un groupe d'acteurs liés au sujet a assuré l'inclusion de la question. Pendant les deux années écoulées entre chaque sommet, ce groupe a élaboré un rapport sur les enjeux de la gouvernance d'Internet, qui a guidé les négociations. À la fin, « l'Agenda de Tunis pour la Société d'Information » approuvé sous l'aval de plus de 180 gouvernements, a formulé, parmi d'autres acheminements, une définition de la gouvernance d'Internet (que nous avons vue précédemment) et établi la réalisation annuelle d'un Forum de Gouvernance d'Internet. Pourtant, Cardon et Granjon analysent que « si le SMSI a bien entériné l'existence d'une société de l'information, ni les conditions d'accès et de participation à cette société, ni l'articulation des pouvoirs qui la régissent n'ont été abordées »⁸⁴.

Le Forum de Gouvernance d'Internet et l'approche multistakeholder

La création du Forum de Gouvernance d'Internet (IGF)⁸⁵ a attiré l'attention sur cette question en établissant un espace officiel de discussion entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé. Plus qu'une rencontre annuelle, il s'agit d'un « corps multistakeholder »⁸⁶ convoqué par l'ONU, dont le secrétariat, qui siège à Genève, s'occupe de l'organisation du forum international, des étapes locales pendant l'année, de la production des documents de base et de l'engagement des acteurs. Selon la définition de Wolfgang Kleinwächter, l'approche « multistakeholder » signifie « l'inclusion d'une plus large gamme d'acteurs dans le développement

⁸³ [http://HYPERLINK "http://www.wisis.org/" \t "_top" www.wisis.org](http://www.wisis.org/)

⁸⁴ CARDON, GRANJON, 2010, *op. cit.*, p. 57

⁸⁵ <http://www.intgovforum.org>

⁸⁶ KURBALIJA, 2010, *op. cit.*, p. 9

et l'implémentation des politiques publiques, plus particulièrement les parties directement affectées ou concernées par une question spécifique »⁸⁷. En termes pratiques, il s'agit de la garantie d'égalité dans la participation des secteurs gouvernementaux, privés et de la société civile dans les processus de prise de décision.

Il nous explique qu'une telle expression n'était pas utilisée par l'ONU avant le SMSI. Avec l'insertion dans le Sommet de questions encore peu développées liées à l'Internet, la complexité du sujet a été mise en évidence, et cela demandait une participation plus large des acteurs. La communauté académique et technique présente au Sommet, représentée pas des développeurs et des fournisseurs d'accès à internet, suggérait, en ce qui concerne la gouvernance d'Internet, une organisation qui soit davantage en terme de « réseau ». Ainsi, l'approche « multistakeholder » s'est imposée comme une alternative à l'hégémonie à la fois des gouvernements et du secteur privé sur certaines prises de décisions. Bertrand de la Chapelle croit que la principale contribution de l'IGF est précisément le développement d'un « protocole d'interaction » permettant aux gouvernements, société civile et secteur privé de designer globalement et collaborativement des méthodes applicables à la création des politiques publiques⁸⁸.

Le premier IGF, qui a eu lieu en 2006, à Athènes a soulevé plusieurs questions concernant la manière dont un tel dispositif de discussion devrait fonctionner. Tout d'abord, le Forum n'avait pas pouvoir de délibération, étant plutôt un espace de débat et de formulation des recommandations (qui pourraient être adoptées ou non par les gouvernements). Puisqu'il s'agissait d'un espace de dialogue entre les différents acteurs de l'Internet, plutôt qu'un lieu de négociations diplomatiques, le premier IGF a priorisé des questions importantes mais moins controversées, telles que l'ouverture, l'accès, la sécurité et la diversité. Il témoigne que cette décision a mis le dialogue multistakeholder au centre du débat, où ces « dialogues civilisés et respectueux entre les différents acteurs et leurs rôles » étaient d'un côté une opportunité « d'apprendre des avis critiques avec lesquels ils n'auraient pas de contact dans leurs opérations quotidiennes » et, de l'autre, la possibilité de « justifier leurs pratiques et améliorer leurs faiblesses »⁸⁹.

Depuis, cinq autres forums ont été réalisés, en adaptant leurs ordres du jour, dynamiques et procédures en fonction des nouveaux enjeux qui ont été soulevés tant au niveau de la gouvernance d'Internet qu'au niveau de l'organisation même du Forum. En tant qu'espace de débat sur les enjeux d'Internet, ce modèle a été reproduit à des échelles locales, et aujourd'hui des IGF régionaux sont

⁸⁷ KLEINWÄTCHER, Wolfgang. « Multistakeholderism and the IGF: Laboratory, Clearinghouse, Watchdog », p. 76. In DRAKE, William (org.). *Internet Governance : creating oportunities for all. The Fourth Internet Governance Forum - Sharm el Sheikh, Egypt, 15-18 November 2009*. New York : United Nations, 2010.

⁸⁸ LA CHAPELLE, Bertrand. « Towards an Internet Governance Network: Why the Format of the IGF is One of its Major Outcomes », p. 92. In DRAKE, 2010, *op. cit.*

⁸⁹ KLEINWÄTCHER, 2010, *op. cit.*, p. 84

réalisés annuellement dans des filières en Europe, Amérique du Nord, Amérique Latine, Asie, Afrique de l'Est et d'Ouest.

Cependant, le format du Forum et le but de son existence-même sont souvent remis en question par différents acteurs. Les principales critiques se posent sur la manque de résultats concrets, puisqu'il ne sort que des recommandations de « bonnes pratiques », au lieu d'acheminements officiels. Les mécanismes informels qui font partie de la dynamique du Forum, comme la faible communication en retour et la production volontaire de rapports sont aussi cibles de critiques, puisque cela rend encore plus difficile la visualisation des débats pour ceux qu'y n'étaient pas présents. Cette apparente informalité est aussi vue comme une opportunité de prise en charge du Forum par des groupes d'intérêt, qui peuvent le capturer avec des buts politiques ou économiques. Ainsi, les procédures de composition du « Groupe conseiller multistakeholder », la commission en charge pour l'organisation des Forums, sont remises en question, tout comme l'aide financière au Secrétariat Exécutif. À ces regards encore méfiants sur l'IGF, la Chapelle répond : « Peut-être que l'IGF manque de glamour dans notre « media-driven era » : pas de déclarations apparemment ambitieuses pour renvoyer aux capitales comme un témoin des jours de travail dur ; pas de grandes photos des leaders mondiaux serrant leurs mains devant des bannières exorbitantes. Pourtant, hors des lumières et de façon discrète, l'IGF déclenche une transformation profonde dans la façon dont la politique globale est abordée dans notre monde interconnecté ».

En outre, on voit une critique - ou, plutôt, un manque d'intérêt - de la part des mouvements activistes qui en font beaucoup pour l'Internet mais ne participent pas au Forum. Il dénoncent l'apparence faussement informelle de l'IGF, la plupart des participants restant des représentants de gouvernements et du secteur privé, qui ont dans le Forum un intérêt stratégique, aussi bien que les moyens d'envoyer des participants. Il est vrai que la dispersion territoriale d'une telle rencontre internationale ne facilite pas cette participation en masse, puisqu'il n'y a pas suffisamment de subventions pour amener des représentants de la société civile à large échelle. Pourtant, pensant à ce trou structurel, l'organisation de l'IGF a mis en place un mécanisme de participation à distance pour encourager un plus large engagement à travers un système de streaming et de "chat". D'ailleurs, tous les rapports des réunions des conseils et groupes des travail, aussi bien que plusieurs documents et contributions, sont mis en ligne sur le site de l'IGF. Toutefois – et contradictoirement –, le logiciel utilisé dans le système de conférence en ligne est propriétaire, ce qui pose des problèmes d'interopérabilité avec certains systèmes d'exploitation et logiciels, et les productions de l'IGF et de la plupart de ses acteurs ne sont publiées sur des licences ouvertes – soit par manque d'intérêt, soit par manque d'attention.

De cette manière, nous mettons ici en question cet écart entre les espaces plus ou moins

institutionnalisés de gouvernance d'Internet et l'action des activistes et défenseurs du réseau. Pourquoi certains acteurs valorisent-ils certains espaces de dispute plus que d'autres ? Quelles sont les différents stratégies de lutte dans les réseaux numériques ? Qu'est-ce qui amène à une mobilisation effective de défense d'Internet ? Dans le chapitre trois, nous allons voir un historique des actions médiactivistes qui nous expliqueront d'où vient ce mouvement cyberactiviste de défense d'Internet et comment il se positionne aujourd'hui dans la scène globale, à la fois de l'action militante et de la gouvernance d'Internet. Pourtant, pour mieux comprendre cette question, voyons dans le chapitre suivant les enjeux des mobilisations sociales et les différents théories sur l'action collective.

2) Action Collective

Après une mise en contexte des réseaux numériques au niveau de leur perspective historique, leurs acteurs et leurs principaux enjeux, nous verrons maintenant la deuxième notion importante dans cet étude : celle de « l'action collective ». Plusieurs auteurs ont travaillé sur le sujet, dans des domaines qui varient entre la sociologie, la communication, la philosophie, la psychologie et l'économie. Voyons donc quelques théories et approches sur cette question, qui nous permettront de développer notre réflexion sur l'action collective dans les réseaux numériques.

2.1) Classes sociales, pouvoir et théories de l'action collective

Parler d'action collective à caractère politique nous renvoie généralement à la question de la lutte des classes. Pour Manuel Castells, les classes sociales « s'organisent autour de processus humains structurés par les relations historiquement déterminées entre la *production*, l'*expérience* et le *pouvoir* »⁹⁰. Dans ce cadre d'observation, la production est définie comme la relation entre *l'homme* et les *ressources naturelles* ; l'expérience, elle, serait la relation *des hommes entre eux* ; le pouvoir, enfin, la relation *entre les hommes* qui, selon la relation entre la production et de l'expérience, peuvent imposer des contraintes les uns sur les autres au travers de la force physique ou symbolique. À son tour, l'économiste français Yann Moulier Boutang remarque que « l'intérêt du concept de classes n'est pas celui de « classes sociales » en général, mais de la « lutte des classes » dans telle ou telle configuration historiquement déterminée. Il nous rappelle que « par conséquent, il n'y a pas de « classes » qui préexistent à un rapport de production et aux conflits »⁹¹. Suivant cette idée, il est nécessaire d'établir un cadre d'observation de ces processus historiques plus ou moins conflictuels qui affectent l'organisation politique de la société.

Espace social et symbolique

Le sociologue Pierre Bourdieu suggère que le concept de « classes sociales » en soi n'existe pas *a priori*. Ce qu'il en observe est précisément la création d'« espaces sociaux », qui rapprochent ou éloignent des acteurs selon des « espaces symboliques »⁹². En fonction de leur capital (économique et culturel⁹³), ces acteurs sociaux sont rassemblés par leurs « dispositions » (c'est-à-dire des *habitus*), leurs « prises de position » (ou les *choix* qu'ils opèrent) et leurs « positions sociales » dans cet espace (en *relation* avec tout un ensemble d'autres acteurs et leurs

90 CASTELLS, 1998, *op. cit.*, p. 38.

91 BOUTANG, *op. cit.*, p. 190

92 BOURDIEU, Pierre. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil, 1994, p. 15 - 29

93 À ce propos, voir BOURDIEU, Pierre. *La Distinction* . Paris : Ed. De Minuit, 1979.

espaces).

Il cherche à mettre en évidence les principes de construction et les mécanismes de reproduction de ces espaces afin de complexifier les caractéristiques apparemment intrinsèques à un groupe social donné. Dans ce sens, Bourdieu rappelle que la prédisposition au rapprochement entre des acteurs d'un même espace social « ne signifie pas qu'ils constituent une classe au sens de Marx, c'est-à-dire un groupe mobilisé en vue d'objectifs communs et en particulier contre une autre classe ». Sous réserve d'un « saut mortel de l'existence en théorie à l'existence en pratique », il met en évidence que la proximité dans l'espace social est plutôt une « potentialité objective » qu'une condition déterminante, puisqu'il s'agit de « particularités d'histoires collectives différentes ». C'est précisément sur ce point qu'il remet en question le concept de « classes sociales » en tant que telles : « ce qui existe, c'est un espace social, (...) des représentations et des prises de position dans les luttes pour le conserver ou le transformer ».

Il souligne que l'« on ne passe de la classe sur-le-papier à la classe 'réelle' qu'au prix d'un travail politique de mobilisation », une construction à la fois individuelle et collective, dans la coopération et le conflit. Sous cette perspective, la lutte de classes en soi est une « lutte proprement symbolique (et politique) pour imposer une vision du monde social, ou mieux, une manière de le construire, dans la perception et dans la réalité, et de construire les classes selon lesquelles il peut être découpé » 94.

Bien que Bourdieu voie un rôle assez central dans les déterminations des espaces sociaux, ce que nous tenons ici est précisément le fait que la mobilisation sociale est le résultat de cette mise en relation entre les structures objectives (les espaces sociaux déterminant certaines pratiques) et des constructions subjectives (les prises de positions qui peuvent parfois même dépasser certaines restrictions objectives). Par exemple, on voit que l'action politique de certains nouveaux mouvements sociaux (dont nous parlerons plus en détail dans le chapitre suivant) crée de nouveaux espaces symboliques rassemblant différents espaces sociaux (chômeurs de différents métiers, féministes de différentes conditions sociales, étudiants de différentes régions géographiques, etc).

Biopouvoir et microphysique

Cependant, pour mieux comprendre les enjeux entre l'ordre dominant et ses possibilités de détournement, il nous est utile de revenir aux formulations de Michel Foucault sur la constitution du pouvoir d'État. Il nous montre que « le pouvoir y était avant tout droit de prise : sur les choses, le temps, les corps et finalement la vie »⁹⁵. Plus spécifiquement en Occident, il ne s'agit pas

94 BOURDIEU, 1994. *Op. cit.*, p. 27

95 FOUCAULT, Michel. *La volonté de savoir*. Paris : Gallimard, 1976, p. 178

seulement de barrer ou détruire : il est devenu de plus en plus « gestionnaire », en développant des fonctions nouvelles comme « l'administration des corps et la gestion calculatrice de la vie »⁹⁶, ce qu'il a nommé le « biopouvoir »⁹⁷.

À l'aide des apports de Louis-Philippe Blanchette et Maurizio Lazzarato sur le travail de Foucault, nous verrons comment le philosophe français a développé certains concepts tels que la « biopolitique » et la « microphysique du pouvoir » pendant les années 70 en France. Pour cela, il remonte à l'organisation de l'État moderne depuis le XVII^e siècle, en ce qui concerne les formes d'application du pouvoir et de la souveraineté, tout en observant comment la logique économique touche l'aménagement du pouvoir sur le territoire. Blanchette explique que Foucault emprunte le terme « dispositif » sous la dimension d'un « ensemble hétérogène, une sorte de réseau qui inclut tant du dit que du non-dit, c'est-à-dire aussi bien des discours, des lois, des règlements, des énoncés administratifs ou scientifiques que des institutions ou des ensembles architecturaux »⁹⁸. Il observe ainsi quatre dispositifs du pouvoir : l'espace, la disette, la normatisation et les épiphénomènes⁹⁹.

Selon Foucault la souveraineté s'exerce sur un territoire, où la *discipline* est imposée à travers le *corps* tandis que la *sécurité* s'appliquera plutôt en termes d'une *population*. Dans ce sens, on voit du XVII^e siècle à la moitié du XVIII^e un pouvoir qui s'exerce à partir de l'enfermement de la ville, discipliné à travers des dispositifs corporels tels que la prison, les hôpitaux et l'école¹⁰⁰. D'autre part, à partir de la moitié du XVIII^e, on voit l'ouverture de la ville à la circulation des biens et services et, en conséquence, des personnes, correspondant au développement d'une production industrielle en large échelle. Cette ouverture économique concerne aussi la relation entre abondance et rareté. Dans ce nouveau schéma, la restriction des flux ne se fera plus forcément à la source, mais plutôt dans le contrôle de la circulation à travers une « gestion des risques ». Blanchette explique que la ville acquit ainsi la dimension d'un « milieu organe », au sens biologique des « flux » à l'extérieur de l'être vivant – d'où vient la notion de « biopolitique »¹⁰¹.

Il s'agit d'un phénomène à la fois politique et économique, opérant l'introduction d'un nouveau domaine qui n'était pas pris en compte auparavant : le « social » et, conséquemment, la

⁹⁶ *Ibid.* p. 183

⁹⁷ *Ibid.* p. 184

⁹⁸ BLANCHETTE, Louis-Philippe. « Michel Foucault : Genèse du biopouvoir et dispositifs de sécurité ». *Lex Electronica*, vol. 11 n° 2, Automne/Fall 2006, p. 6. (Disponible sur <http://www.lex-electronica.org/v11-2/blanchette.pdf>)

⁹⁹ « Un **épiphénomène** désigne ce qui se surajoute à un phénomène sans exercer sur lui aucune influence » (description selon l'encyclopédie Larousse). « Autrement dit, c'est une manifestation pure, un aspect ou une apparence particulière d'un phénomène sous-jacent, et non une manifestation possédant une réalité indépendante capable d'exercer une **rétroaction** sur le phénomène qui lui a donné naissance » (Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89piph%C3%A9nom%C3%A8ne>)

¹⁰⁰ Comme Foucault a démontré dans son ouvrage classique « Surveiller et Punir »

¹⁰¹ BLANCHETTE, 2006, *Op. cit.* p. 6

configuration de la société en terme de « population ». Ainsi, la notion de biopouvoir est évoquée comme une « action indirecte sur la population par le biais des transformations et de l'aménagement du milieu »¹⁰², comprenant la « population » comme « un phénomène naturel impossible à changer par décret, loi ou commandement, mais totalement pénétrable et entièrement variable »¹⁰³.

Ce nouvel emploi du pouvoir (et de la surveillance) se fait sur le dispositif spatial prenant en compte la « polyvalence réelle et virtuelle des fonctions de la rue », à travers « l'estimation des probabilités ». Foucault prend l'exemple de la vaccination généralisée développée au cours du XVIIIe siècle comme une espèce de « contrôle de risques », afin de réguler les comportements d'une population médicalisée. Il s'agit d'une politique qui prend « le cas comme manière d'individualiser un phénomène collectif », selon l'expression de Blanchette¹⁰⁴. Ainsi, la « normatisation », à la fois disciplinaire et sécuritaire, opère dans la différenciation de ce qui est considéré comme normal et anormal en termes de « décomposition symbolique » au sein de cette population.

Lazzarato explique qu'il s'agit d'une « panoplie de dispositifs et techniques (d'assurance, sémiotiques, scientifiques, culturels, communicationnels, etc) qui brouillent les frontières de l'économie et du politique et en transformant en profondeur le rôle de l'État »¹⁰⁵. Il observe que cette stratégie opère sur « l'optimisation des systèmes de différences » qui donnent lieu à des « grandes divisions binaires » comme par exemple les classes et les sexes. Blanchette ajoute que pour Foucault, « c'est à partir de cette étude des normalités que la norme se fixe et joue son rôle opératoire »¹⁰⁶, à travers un jeu incessant entre les techniques de pouvoir et leur objet visant « l'annulation progressive des phénomènes par les phénomènes eux-mêmes »¹⁰⁷.

Il souligne que, bien évidemment, le dispositif biopolitique ne supprime pas la stratégie disciplinaire, « mais plutôt l'intègre, l'emboîte et ainsi la complète »¹⁰⁸. À son tour, Lazzarato reconnaît que « de nouvelles pratiques de domination et de nouvelles pratiques de liberté se croisent, se séparent, se superposent, se produisent et se reproduisent ensemble »¹⁰⁹. Le pouvoir fondé sur la souveraineté au travers d'un pacte territorial et juridique s'appuie sur la discipline dans

¹⁰²RUELLE, C, 2005, p. 32 *apud* BLANCHETTE, 2006, *Op. cit.* p. 7

¹⁰³BLANCHETTE, 2006, *Op. cit.* p. 10

¹⁰⁴*Ibid.* p. 9

¹⁰⁵ LAZZARATO, Maurizio. « La dynamique de l'événement politique. Processus de sujetivation et micropolitique ». In *Experimentations Politiques*. Paris: Ed. Amsterdam, 2009, p. 86 - 87

¹⁰⁶FOUCAULT, 1976, *Op. cit.*, p. 65

¹⁰⁷*Ibid.* p. 68

¹⁰⁸BLANCHETTE, 2006, *Op. Cit.*, p. 4

¹⁰⁹LAZZARATO, 2009, *Op. Cit.* p. 102

le corps. Le « biopouvoir », à son tour, s'ajoute à ce système opérant la régulation de la vie de la population dans sa dimension subjective à travers des dispositifs symboliques. Ainsi, nous voyons qu'il s'agit à la fois d'une action au niveau « micro », liée au comportement des gens, et au niveau « macro », dans le sens des règles établies dans la société. Foucault appelle ce découpage « *microphysique du pouvoir* », qu'il considère comme étant « les deux faces indissociables de la gouvernementalité »¹¹⁰.

Ce cadre nous permet d'observer les enjeux entre les normes établies et leur application – ce qui n'est pas toujours évident. Lazzarato nous rappelle que ce qui intéresse Foucault dans cette normatisation, c'est « d'une part, l'*usage* qu'en font les gouvernés et, d'autre part, la capacité de ces derniers à se donner leurs propres règles pour ne pas se faire gouverner et pour se gouverner eux-mêmes »¹¹¹. Bien que nous voyions les dispositifs mis en place par la gouvernementabilité, il remarque que « les lois, les normes, les règles sont sujettes à interprétation, soumises à des usages, à des pratiques »¹¹² au niveau « micro », et que « le pouvoir n'a donc pas la capacité ni la possibilité de déterminer, de produire et de contrôler toutes les relations qui constituent un sujet »¹¹³. Ainsi, cet écart entre l'établissement d'une règle et sa mise en place par le pouvoir doit encore prendre en compte la dimension de l'incorporation de telles conduites par des individus faisant partie d'une population donnée.

Stratégies et tactiques

Cette possibilité de détournement d'un ordre établi renvoie aux notions de « stratégies » et de « tactiques » développées par le philosophe Michel de Certeau. Plus précisément, il s'intéresse aux « combats entre le fort et le faible, et des 'actions' qui restent possibles au faible (...) utilisant les éléments du terrain »¹¹⁴. D'une part, il observe les circonstances établies par le pouvoir dominant, ce qu'il appelle « stratégies ». Autrement dit, il s'agit des dispositifs discursifs qui « grâce au postulat d'un *lieu* de pouvoir, (...) élaborent des *lieux* théoriques (...) capables d'articuler un ensemble de *lieux* physiques où les forces sont réparties »¹¹⁵. D'autre part, il observe la mise en œuvre des « tactiques », c'est-à-dire des actions qui n'ont pas la « possibilité de se donner un projet global ni de totaliser l'adversaire dans un espace distinct » mais qui profitent de certaines «

110 *Ibid.* p. 87

111 *Ibid.* p. 104

112 *Ibid.* p. 102

113 *Ibid.* p.110

114 DE CERTEAU, Michel, *L'invention du quotidien*. Paris : Gallimard, 1980

115 *Ibid.* p. 62 - 63

failles que les conjonctures particulières ouvrent dans la surveillance du pouvoir propriétaire »¹¹⁶.

Ainsi, tandis que les stratégies du pouvoir dominant sont établies par la visibilité qu'il impose sur un espace donné, privilégiant les « rapports de *lieu* », les tactiques sont à leur côté déployés profitant d'une « utilisation du *temps* » de façon créative: « circonstances que l'instant précis d'une intervention transforme en situation favorable, à la rapidité de mouvements qui changent l'organisation de l'espace »¹¹⁷. Puisqu'il s'agit d'un mouvement « à l'intérieur du champ de vision de l'ennemi », les tactiques fonctionnent comme un « non lieu » dont la puissance réside à la fois dans la subtilité et la précision du mouvement¹¹⁸.

Lazzarato aussi contribue à la compréhension de ces concepts. Reprenant l'expression foucauldienne d'un « gouvernement de conduites », il explique que les « stratégies » sont « des normes des dispositifs de pouvoir (...) qui essaient de déterminer la conduite de l'autre, de structurer son champ d'action possible, de le constituer comme sujet, de modeler sa vie subjective »¹¹⁹. À leur tour, les « tactiques » renvoient à une « dimension active du sujet », qui correspond à ce que Foucault appelle les « contre-conduites » - à savoir, la façon dont on « crée et bricole d'autres règles, d'autres normes, d'autres codes, pour ne pas être gouverné, pour être gouverné différemment »¹²⁰. Sous la perspective temporelle des tactiques proposée par Certeau, il met en évidence « l'invention de manières de vivre avec un nouvel agencement des temporalités auxquelles elles sont assignées (temps de l'emploi, temps du travail, temps de chômage, temps de vie) »¹²¹.

Le molaire et moléculaire, le micropolitique et macropolitique

Lazzarato observe que ces « tactiques » (selon l'expression de Certeau) ou « contre-conduites » (selon Foucault) peuvent agir sur deux dimensions différentes : dans la sphère « moléculaire » ou dans la sphère « molaire » - à l'aide du cadre d'observation proposé par le philosophe Gilles Deleuze et le psychiatre Felix Guattari. Les premières sont les dynamiques conduites à un niveau « micro », à l'intérieur de la subjectivité inhérente à chaque individu, et concernent la façon dont chacun établit son rapport entre le monde autour et le « soi ». De l'autre côté, les dispositifs « molaire » correspondent à un niveau « macro », c'est-à-dire aux actions menées par un individu ou un groupe dans son environnement ou dans la société à une plus large

¹¹⁶*Ibid.* p. 61

¹¹⁷*Ibid.* p. 63

¹¹⁸*Ibid.* p.61

¹¹⁹LAZZARATO, 2009, *Op. Cit.*, p. 109

¹²⁰*Ibid.* p. 108

¹²¹*Ibid.* p. 98

échelle. Il s'agit, selon Guattari, d'une « composition d'agencements de production sémiotique » qui impliquent, toujours, ces deux dimensions, où les structures sociales « molaires » se croisent avec les différents niveaux de subjectivation « moléculaires ». Il explique qu'il y « aura toujours une multiplicité, parce qu'il n'y a pas la subjectivité d'un côté et, de l'autre, la réalité sociale matérielle »¹²². Philippe Zarifian appelle cette mise en relation des deux dimensions la « synthèse disjonctive » : « politiser la multiplicité des relations de pouvoir » se fait « nécessaire pour désarticuler le 'monde commun' dans lequel s'emboîtent les relations d'exploitation et [les] relations de domination raciales, sexuelles, culturelles, etc, et affirmer la singularité de chacune »¹²³.

Deleuze et Guattari ont ainsi appelé de « micropolitique » ce lieu de problématisation et d'expérimentation des nouvelles formes de subjectivité, tandis que la sphère « macropolitique » concerne les domaines de la représentation et de l'action politique en soi. Pourtant, ils soulignent que la négligence de la complémentarité entre ces deux dimensions peut conduire à une fausse émancipation d'un mouvement ou d'un groupe politique : d'un côté, il peut sembler extrêmement innovant dans ses revendications au niveau molaire, et de l'autre côté, agir de manière effectivement réactionnaire au niveau moléculaire. Guattari met au point que « la question de la micropolitique est d'observer comment nous reproduisons (ou non) les modes de subjectivation dominants »¹²⁴.

C'est dans ce sens que Deleuze parle d'une « reconversion subjective »¹²⁵, qui concerne l'interprétation de signes symboliques et leur processus d'incorporation. Selon eux, quel que soit le dispositif, il doit être absorbé par les individus dans sa dimension personnelle, subjective, pour que cela remette à une échelle plus large dans la société. Cela nous renvoie à l'idée foucauldienne du « rapport à soi », qui reviens sur les pratiques de « formation », « d'auto-formation », ou « d'auto-détermination du sujet ». Prenant l'exemple des systèmes thérapeutiques et universitaires, Guattari remarque que les personnes se considérant simplement comme des « canaux de transmission d'un savoir scientifique ont pour cela déjà fait une option réactionnaire (...) [celle] de renforcer les systèmes de production de la subjectivité dominante »¹²⁶.

Ils considèrent cette émancipation de la production de subjectivité comme une nouvelle forme de lutte, puisqu'elle peut se présenter comme une possibilité de rupture par rapport à l'ordre établi. Pourtant, Deleuze met en évidence que la concrétisation d'un projet dépend surtout de l'incorporation des acteurs concernés dans la situation : « lorsqu'un mouvement politique apparaît, il ne suffit pas d'ajuster les conditions économiques et politiques qui répondent aux effets des

¹²²GUATTARI, Felix, ROLNIK, Suely. *Micropolitiques*. Paris : Les Empêcheurs de penser en rond, 2007, p. 155

¹²³LAZZARATO, 2009, *Op. Cit.*, p. 136 - 137

¹²⁴GUATTARI, ROLNIK, 2007, *Op. Cit.*, p. 155

¹²⁵DELEUZE, Gilles. *Deux régimes de fous*. Paris: Ed. de Minuit, 2003, p. 217

¹²⁶GUATTARI, ROLNIK, 2007, *Op. Cit.*, p. 38

événements. Il faut que la société soit capable de mettre en place des changements institutionnels qui correspondent à cette nouvelle subjectivité, qui favorisent la reconversion subjective au niveau collectif et la transformation de l'état des choses »¹²⁷.

Nous voyons que des comportements de fuite visant le détournement des codes et normes établis correspondent à ce que Lazzarato a appelé des « contre-conduites moléculaires ». Deleuze explique qu'il s'agit de « micro-événements » concernant l'émancipation de la production de subjectivité, qui vont à l'encontre de deux formes « d'assujettissement » : « l'une qui consiste à nous individuer d'après les exigences du pouvoir, l'autre qui consiste à attacher chaque individu à une identité sue et connue, bien déterminée une fois pour toutes »¹²⁸. Il parle précisément des dispositifs de « normatisation » mis en évidence par Foucault, comme l'assignation des rôles, fonctions et identités aux individus par le système de pouvoir. Cette ségrégation et ce contrôle de ceux qui ne s'insèrent pas forcément dans un certain type de « subjectivité dominante », conduisent à un encadrement et à une marginalisation sociale de ces acteurs, ou, selon l'expression de Deleuze, un processus « d'assujettissement social »¹²⁹.

Il s'agit plus précisément d'une « division entre experts et profanes, spécialistes et non spécialistes de la politique ; entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas ; les différences de genres, etc »¹³⁰, ce que Lazzarato appelle « dualismes molaires ». Il explique cependant que ces divisions tendent à se reproduire même dans les environnements qui se revendiquent plus ouverts à des conduites micropolitiques. Il remarque que cette coexistence des « niveaux de subjectivation hétérogènes » doit être « *problématisés* en tant que tels », mais « tout en préservant leur disparité »¹³¹, dans ce qu'il considère comme « un terrain plus favorable à leur mise en discussion et à leur transformation »¹³².

Sur ce point, Guattari signale la « fonction de l'autonomie » qui concerne moins la structure d'organisation molaire de ces mouvements que la coexistence de plusieurs niveaux de subjectivation au sein de ces groupes « dont la relation n'obéit pas à une logique binaire de ce qui est faux ou vrai »¹³³. Selon lui, éviter ce type de reproduction subjective « dépend de la capacité de ces mouvements à trouver leur moyen d'expression dans les luttes concrètes et à s'en servir comme d'un catalyseur pour une prise de conscience beaucoup plus large »¹³⁴.

127 DELEUZE, *op. cit.*, p. 217

128 DELEUZE, Gilles. *Foucault*, Paris : Ed. de Minuit, 1986, p. 133

129 *Ibidem*

130 LAZZARATO, *op. cit.*, p. 134

131 *Ibid.*, p. 104

132 *Ibid.* p. 134

133 GUATTARI, ROLNIK, 2007, *Op. Cit.*, p.153

134 *Ibid.* p. 170

Si la dimension moléculaire des contre-conduites renvoie à la prise en compte par l'individu des dispositifs de domination au travers de la subjectivité, la dimension molaire concerne l'action menée envers le pouvoir dans le but de renverser la situation. Ces contre-conduites doivent ainsi prendre en compte les conditions molaires de leur application, c'est-à-dire l'ordre social qui pourra soutenir ces actions. Lazzarato explique qu'il s'agit de « construire les conditions d'un conflit ouvert, d'une inter-locution polémique, avec les institutions économiques, sociales, politiques et médiatiques pour des 'nouveaux droits sociaux' ».

Ainsi, il explique que les contre-conduites molaires peuvent avoir deux formes : D'abord, au niveau des « mots », c'est-à-dire des énoncés et pratiques communicationnelles qui vont à l'encontre du discours dominant. Foucault appelle « jeux de vérité » cette dynamique de dispute des significations et la mise en question des segmentations opérées par la normatisation. Cette approche part ainsi de la compréhension de la communication comme un outil à la fois de pouvoir et d'émancipation. Cette action tactique à l'intérieur du système de pouvoir peut être illustrée par le mouvement de communication alternative depuis les années 60. La mise en œuvre de dispositifs d'énonciation subversifs aux valeurs dominantes s'est vue réapproprié et affiner par plusieurs mouvements, dans différents contextes. Ne désirant pas forcément prendre le pouvoir dans sa forme gouvernementale, cette action joue un rôle important dans l'information auprès de l'opinion publique et la mobilisation à l'action.

Cela nous amène à la deuxième forme de contre-conduite molaire : « l'action » proprement dite, à partir de « nouvelles modalités de conflit » comme « alternatives aux formes de mobilisation classiques », selon l'expression de Lazzarato. Dans ce sens, l'apport de la « micropolitique » pour l'analyse de l'action collective des mouvement sociaux réside précisément dans ses formes d'action. À ce propos, Guattari remarque :

A quel point leur *façon* de faire de la politique, de faire du syndicalisme, de faire du journalisme militant intervient dans cette problématique générale évoquée par les minorités et marginalités ? Malheureusement (et cela arrive fréquemment) des gens qui veulent changer la société véhiculent les mêmes préjugés, les mêmes attitudes phallogocratiques, la même méconnaissance totale des désirs, lesquels ne pourront se construire et être vécus que selon certains vecteurs de singularité et d'autonomie – peu importe comment on les appelle 135.

Approches de l'action collective

En ce qui concerne l'action militante, le sociologue Lilian Mathieu reprend plusieurs approches théoriques sur les mouvements sociaux tout en fournissant un large cadre d'observation sur l'action collective. Tout d'abord, il présente quelques définitions du terme « mouvement social

135 *Ibid*, p.144

» en mettant en avant sa dimension *collective* et *interactive* comme étant à la fois un enjeu et un produit de la mobilisation. Les mouvements sociaux sont souvent compris comme une « arme des faibles » face à certains aspects d'un système politique, devant faire partie des régimes dits démocratiques. Il s'agit des « perturbations » au sein d'un ordre établi ayant pour but un changement, qui peut être « révolutionnaire » (dirigé vers un « progrès » envisagé) ou « réactionnaire » (dans le sens de retour à une condition déterminée).

Il souligne encore que la mobilisation tend à « se développer parallèlement sur les deux terrains de la politique contestataire et de la politique institutionnelle », et que pourtant « ce ne sont pas les plus dominés qui se mobilisent mais davantage ceux qui disposent au préalable d'un haut niveau de compétence politique »¹³⁶. Ainsi, il perçoit les mouvements sociaux comme faisant partie d'une « multitude de sphères d'activité distinctes » qui composent la société. Et, bien qu'il aient des enjeux distincts des autres champs, ils sont tout à fait soumis à l'influence d'autres univers tels que le droit, la religion, les médias, etc.

En ce qui concerne la compréhension de ce qui déclenche une mobilisation, la psychologie sociale des années 70, par exemple, nous fournit une observation fondée sur le « mécontentement ». Plus spécifiquement, les travaux de Ted Gurr mettent en avant l'enchaînement « frustration-colère-agression » afin d'observer ce processus dans le domaine politique. Il s'intéresse aux manières d'exprimer une insatisfaction, observant qu'un mécontentement peut se manifester sous la forme d'une « politisation », et aller jusqu'à une « actualisation dans une violence politique dirigée contre des objets ou des acteurs politiques »¹³⁷. Dans le même sens que Deleuze et Guattari, Gurr explique que la frustration est un processus subjectif. Ainsi, en fonction de « l'importance des représentations que les individus se font de leur propre condition sociale », une personne « ne se révoltera pas tant qu'elle méconnaîtra l'injustice qui lui est faite »¹³⁸.

Si cette observation a été très significative quand elle est apparue, Mathieu remarque que le modèle psychologique ne permet pas de comprendre les « conditions de passage du sentiment *individuel* de frustration à la révolte *collective* »¹³⁹. Il évoque ainsi le rôle des facteurs conjoncturels et des opportunités politiques dans l'activité contestataire, comme par exemple le degré d'ouverture des institutions concernant la stabilité des alignements politiques, la présence d'alliés apportant du soutien et des conflits et divisions entre les différents groupes politiques.

Pour illustrer la concrétisation d'une action politique, Lazzarato développe ce qu'il appelle une « théorie de l'événement ». Fondée sur la problématisation introduite par la micropolitique de

136MATHIEU, Lilian. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Ed. Textuel, 2004, p. 22

137GURR, Ted Robert. *Why men rebel ?* Princeton : Princeton University Press, 1970, p. 12-13

138MATHIEU, *op. cit.*, p. 41

139*Ibid.* p. 43

Deleuze et Guattari et la microphysique de Foucault, il s'intéresse à la relation entre temps et histoire dans un événement politique. Dans son cadre d'analyse, il observe trois « moments » ou « temporalités »: les conditions ou l'état de choses dont l'événement surgit - ce qu'il appelle les « conjonctures » - les nouvelles conditions subjectives et objectives qu'il détermine - ou les « ruptures » - et les conditions à saisir pour transformer l'état de choses - c'est-à-dire le « changement ».

Au niveau des « conjonctures », il s'agit de comprendre les continuités et discontinuités des conditions historiques, sociales, économiques et politiques qui se présentent à un événement donné, au niveau de l'action, des problèmes, des pratiques. Pourtant, ce qui fait d'un simple fait social un événement politique, selon lui, est le détournement de ces conditions « pour créer quelque chose de nouveau, de nouvelles possibilités d'action et des nouveaux modes de subjectivation ». Il rappelle encore que c'est précisément le « processus de subjectivation qui réoriente l'action et qui modifie le rapport de force ». Ainsi, la conjoncture des nouvelles possibilités d'action – ou contre-conduites - qui ont émergé avec l'événement doit toujours se mettre à jour à la lumière des nouvelles dynamiques micropolitiques.

Dans ce sens, la « rupture » s'opère dans cette incorporation subjective par les acteurs et, plus précisément, dans « la volonté d'agir qu'elle provoque »¹⁴⁰. Pour lui, les processus de subjectivation sont devenus « les principales modalités de résistance et le lieu même de l'affrontement politique ». Il les voit à la fois comme « une bifurcation, un décrochage par rapport aux lois, aux normes et aux valeurs existants », qui peuvent se présenter comme « une ouverture, une possibilité de transformation de soi et, par conséquent, une possibilité de transformation de la situation sociopolitique »¹⁴¹.

Le « changement » se pose alors comme le passage de l'incorporation subjective à l'action concrète, qui contribue à l'inscription de l'événement dans l'histoire. Il observe que le monde « n'est pas simplement *ce qui est* mais aussi ce qui est *en train de se faire* et *ce qui est à faire* », et que c'est « dans cette incomplétude que notre action peut s'inscrire et notre responsabilité s'exercer ». Il observe ainsi trois dimensions de ce changement : la lutte macropolitique avec plusieurs dispositifs de pouvoir, la problématisation micropolitique à l'intérieur du mouvement lui-même, et la retombée sur le rapport que cette action molaire entretient avec les processus de subjectivation moléculaires.

La mobilisation politique est, selon Alessandro Pizzorno, une « production d'*identifications* », où « l'individu va ajouter sa voix pour témoigner de l'existence et de la force de son groupe ». Il explique ainsi que l'appartenance à une certaine collectivité peut « donner sens à ses choix et ses

¹⁴⁰L'expression est de William James In LAZZARATO, *op. cit.*, p. 92

¹⁴¹LAZZARATO, *op. cit.*, p. 91

calculs », plus que la simple poursuite d'un intérêt individuel¹⁴². Dans le même sens, Bourdieu rappelle que l'objectif premier d'une « manifestation » est l'expression publique d'une identité de groupe, portant une dimension tactique – la mise en scène théâtrale des rapports de domination – et une dimension stratégique – contester l'image défavorable des représentations¹⁴³. Ce « déploiement identitaire »¹⁴⁴, selon l'expression de Mary Bernstein, peut alors toucher deux formes. D'une part, dans un sens « éducatif », de conscientisation à la fois interne et publique des enjeux auxquels le mouvement est soumis, ce qui renvoie à une dimension moléculaire du changement. D'autre part, il peut encore être dirigé dans le sens de la « confrontation » visant la transformation de la culture dominante, ce qui touche à la dimension molaire de la mobilisation.

Plus précisément, Guattari appelle à la remise en question d'un système au niveau de sa subjectivité de « révolution moléculaire ». Son approche peut nous être utile ici pour comprendre la théorie de l'événement de Lazzarato:

Ces processus de transformation dans les différents champs de l'expérimentation sociale peuvent être minimales et, pourtant, constituer le début d'une mutation beaucoup plus large. Ou non. (...) L'important est de comprendre le champ de 'possibles' qu'ils portent (...) parce que c'est à travers ce type de métabolisme que se forment les vrais vecteurs de la transformation sociale¹⁴⁵.

Il explique que la nature d'une révolution est un changement qui « produit l'irréversible », et qui doit comprendre des mutations au niveau du champ social, au-delà des discours. Ainsi, il déclare qu'il n'y a pas de vraie transformation révolutionnaire sans un changement au niveau de l'inconscient des gens, sous réserve de reproduire le système précédent. En ce qui concerne la relation entre le temps de l'événement et l'histoire, il explique qu'« une révolution ne peut pas être programmée, puisque ce qu'on programme est toujours le déjà-là ». En d'autres termes, un événement « ne peut pas être complètement déduit de l'histoire, d'où pourtant il vient et dans laquelle il s'inscrit à nouveau »¹⁴⁶.

En ce qui concerne les manifestations proprement dites, Mathieu évoque l'idée de « répertoire », faisant référence au théâtre, soulignant qu'elles ne sont que des « performances », plus classiques ou provocatrices, réinventées et redéfinies constamment. Il met en évidence que « la maîtrise d'un répertoire étendu fait ainsi partie des compétences et des ressources indispensables

¹⁴²PIZZORNO, Alessandro. « Sur la rationalité du choix démocratique ». In BIRNBAUM, P. LECA, J. (dir.) *Sur l'individualisme*, Paris : Presses de laFNSP, 1986, p. 353

¹⁴³BOURDIEU, Pierre. *Language et pouvoir symbolique*. Paris : Ed. Seuil, 2001

¹⁴⁴BERNSTEIN, Mary. « Celebration and suppression : the strategic uses of identity by the lesbian and gay mouvement », *American Journal of Sociology*, vol. 103, n°3, 1997, p. 531 – 565, *apud* BLANCHETTE, *op. cit.*

¹⁴⁵GUATTARI, ROLNIK, *op. cit.*, p. 158

¹⁴⁶LAZZARATO, *op. cit.*, p. 90

à la conduite d'un mouvement social » tandis que « son absence est une des composantes majeures de la domination politique que subissent les individus ou groupes qui en sont dépourvus »¹⁴⁷.

Il évoque également une étude de Charles Tilly¹⁴⁸ qui constate que les manifestations politiques des XVIIe et XVIIIe siècles présentaient des formes de contestation au niveau communal et contre le patronage, tandis qu'à partir du XIXe siècle elles ont pris une forme plutôt nationale. Dans ce sens, on voit que l'évolution des formes de mobilisation est liée à des transformations macro-sociales. Ou, selon l'expression de Mathieu, « les mobilisations ne sortent pas du néant, elles portent en elles l'expérience des luttes du passé, et cette expérience est faite tant des succès que des échecs des actions antérieures, dont le groupe a en quelque sorte 'tiré des leçons' »¹⁴⁹.

Nous voyons ainsi qu'il existe plusieurs enjeux pour l'action collective. Les modes de mobilisation politique peuvent varier selon les différents contextes géographiques, temporels, thématiques, subjectifs. À l'aune de ces théories, nous voyons que la question de la politisation des mouvements sociaux est liée aux enjeux d'un système de pouvoir déterminé et à son mode d'organisation sociale de la production. Plus précisément, Deleuze et Guattari revendiquent comme un « geste marxien » l'impossibilité de parler de politique et de sujets politiques sans passer par les dispositifs du capitalisme tels qu'ils existent¹⁵⁰. Ainsi, une mise en contexte historique du rapport entre travail, pouvoir et savoir dans le capitalisme nous semble intéressante pour mieux comprendre les enjeux de l'action collective à l'heure actuelle.

2.2) L'organisation sociale de la production : de la société post-industrielle à la civilisation post-médiatique

Différents domaines tels que la sociologie, l'économie et la psychologie présentent différentes approches sur les mouvements sociaux, et la question des « classes sociales » peut amener à des débats sans consensus selon telle ou telle approche. Dans la théorie marxiste, par exemple, « les classes sociales sont définies par leur position dans les rapports de production économique : dans la société capitaliste, les travailleurs vendent leur force de travail tandis que les capitalistes prospèrent sur l'exploitation de leur labeur, dont ils extorquent la plus-value »¹⁵¹. Malgré l'indéniable apport de Marx à la sociologie et à la politique, Lilian Mathieu remarque cependant une « vision réductrice » des mouvements contestataires, puisque « une classe ou un

¹⁴⁷MATHIEU, *op. cit.*, p. 138

¹⁴⁸TILLY, Charles. *La France conteste. De 1600 à nos jours*. Paris : Fayard, 1986

¹⁴⁹MATHIEU, *op. cit.*, p. 135

¹⁵⁰LAZZARATO, *op. cit.* p. 87

¹⁵¹MATHIEU, *op. cit.*, p. 26 - 27

groupe social ne sont pas une donnée stable produite par des mécanismes économiques, mais le résultat d'un travail d'unification, de mobilisation et de représentation »¹⁵². Il pointe qu'il s'agit d'une approche à la fois « économiciste » - dont les rapports de domination sont appris essentiellement sous une perspective économique – et « objectiviste » - puisque les définitions et frontières se voient strictes à l'organisation sociale de la production. Tout comme l'approche marxiste, la théorie léniniste, qui à son tour met l'accent sur la stratégie des partis dans la lutte politique a aussi été vivement critiquée par les courants libertaires et anarchistes.

Organisation sociale dans la production capitaliste

Toutefois, d'une manière générale les acteurs se situent dans ces relations de classe en fonction de leur position dans le processus de production, souvent sous cette dichotomie entre « exploités » et « exploités ». Mais gardons en tête le fait que les notions de travail, productivité et profit n'ont pas toujours été les mêmes au cours de l'histoire de l'humanité. En effet, ce qui nous intéresse ici est d'observer comment le rapport des hommes avec le travail en soi – et ainsi la relation entre travailleurs et employeurs - a changé au long de ce processus, pour mieux comprendre les enjeux de la production dans l'environnement numérique aujourd'hui. Dans ce sens, Boutang identifie trois étapes du capitalisme: Le « capitalisme mercantiliste », qui a marqué les XVIe et XVIIe siècles avec le déploiement de mécanismes d'accumulation marchande et financière ; le « capitalisme industriel », à partir de la première Révolution industrielle, marqué par la production en masse et standardisée, et l'accumulation du capital physique ; et le « capitalisme cognitif », où la diffusion du savoir et de la production immatérielle se trouvent au centre d'une nouvelle économie fondée sur l'information¹⁵³ .

Dans le mode de production artisanale du XVIIe siècle, par exemple, le travailleur – dans ce cas, l'artisan – possédait les outils de production et le savoir-faire technique en même temps qu'il était responsable de la marchandisation de sa production. Cela ne veut pas dire que c'était une époque douce et fleurie comme on le voit dans les tableaux, mais simplement que l'histoire change avec les dynamiques de la société, dans ce que Carlos Vercellone identifie comme une « dialectique » entre les « conflits sociaux » amenant à « l'innovation technique » et, par la suite, à une certaine conception du « développement ». Il explique que cette dialectique a « joué un rôle moteur dans la succession des différents paradigmes productifs conduisant de la première Révolution industrielle au fordisme »¹⁵⁴.

¹⁵²*Ibid.* p. 28

¹⁵³BOUTANG, *op. cit.*, p. 84-85

¹⁵⁴ HERRERA, Rémy et VERCELLONE, Carlo. “Transformations de la division du travail et general intellect”. *In*

Depuis le capitalisme mercantiliste, fondé sur la production artisanale, le colonialisme et l'esclavage, on voit une mutation de l'organisation de la production au niveau de l'emploi des savoirs et de la main d'œuvre dans le capitalisme industriel à partir du XVIIIe siècle. La rationalité illuministe suggérait une plus grande autonomisation de la production créative, surtout dans des domaines tels que la science et les arts. Nous voyons ainsi la structuration de ces activités dans un circuit économique à partir du XIXe siècle. La mise en marché de la production va de pair avec le développement technologique et économique de la société (européenne), notamment en fonction des Révolutions Industrielles. Nous voyons ainsi le passage au « capitalisme industriel », et avec lui à des nouveaux modes de production, notamment le fordisme et le taylorisme, applications de l'approche de l'économiste Adam Smith sur la division sociale du travail.

Le rapport entre savoir et pouvoir

Vercellone explique que cette division industrielle du travail vise à réduire les étapes de la production en des tâches très simples, afin de restreindre le temps dédié à l'intelligence et à la créativité – qui sont, selon lui, des conditions indispensables à un travail émancipé. Il argumente encore que cet « assujettissement du travail » proposé par Adam Smith « risque de tarir une des sources principales de l'innovation : la capacité créatrice des travailleurs reposant sur leur implication directe et la diffusion horizontale des savoirs productifs »¹⁵⁵. Il remarque aussi que Smith lui-même reconnaissait l'apport de la proximité entre les tâches de conception et d'exécution : « une grande partie des machines employées dans ces manufactures où le travail est le plus subdivisé ont été originellement inventées par de simples ouvriers... pour abréger et faciliter leur besogne »¹⁵⁶.

Pourtant, ayant pour but une plus grande autonomisation et efficacité de la production en tant qu'un système, l'approche smithienne propose que le travail intellectuel devienne l'occupation d'une classe particulière de citoyens, en l'occurrence celle qui détient le pouvoir. Mais si d'un côté l'organisation du travail dans le capitalisme industriel prétend à cette distanciation entre la production intellectuelle et les tâches mécaniques, de l'autre, le développement économique et technologique de la société a notamment affecté les dynamiques productives du capitalisme lui-même.

Pourtant, le rôle croissant de l'information dans la société, ~~qui est~~ venu avec le développement technologique, remet en cause l'approche smithienne de l'organisation sociale de la

VERCELLONE, Carlo (dir.). *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel?*. Paris: La Dispute, 2003, p. 43

¹⁵⁵ *Ibid.*, p 43

¹⁵⁶ SMITH, Adam. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations : les grands thèmes*. Paris : Gallimard, 1976, p. 44 – 45

production dans le capitalisme industriel. Un important facteur en est la configuration des systèmes financiers et politiques en termes de « réseaux fonctionnels planétaires », selon l'expression de Castells¹⁵⁷. Il observe que « l'insertion de secteurs économiques essentiels du monde entier dans un système interdépendant fonctionnant comme une unité en temps réel » a contribué « à accentuer les inégalités de développement, désormais non seulement entre le Nord et le Sud, mais sur toute la planète ». À son tour, Felix Guattari appelle ce processus « d'intégration transnationale, à un niveau mondial, toujours plus accentué, des relations économiques internationales et de leur subordination à un projet de contrôle polycentrique et rigoureusement planifié » le « Capitalisme Mondial Intégré »¹⁵⁸.

En lien avec les nouvelles technologies dans le domaine de l'information, nous voyons une nouvelle configuration du système de production dans une dimension mondialisée, ayant des enjeux d'ordre politique, économique et social. A partir des années 50, on voit l'accroissement des études dans le domaine de la communication qu'annonçait le surgissement d'une « société d'information ». Dans les années 80, est institutionnalisé par l'Unesco le constat d'un « Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication » - comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. D'une manière générale, plusieurs auteurs remarquent que ces nouvelles technologies apportent des modifications dans les relations sociales, pratiques communicatives et organisation du système productif.

Castells observe un changement de paradigme dans cette configuration de la société en réseaux, ce qui caractériserait, selon lui, une « Révolution Informationnelle » : « Certes, l'organisation sociale en réseaux a existé à d'autres époques et en d'autres lieux ; ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que le nouveau paradigme des technologies de l'information fournit les bases matérielles de son extension à la structure sociale toute entière »¹⁵⁹.

Cependant, le sociologue Eric Neveu dénonce ce qu'il appelle le « mythe de la 'société de la communication' ». Il explique que ces discours s'articulent généralement autour de cinq « promesses », à savoir, l'abondance, la démocratisation, l'autonomie, la mondialisation et la contraction de l'espace-temps. Selon lui, il s'agit plutôt d'un « bricolage symbolique », où la chaîne de discours s'aident mutuellement à se justifier :

La mondialisation exprime à l'échelon planétaire le modèle général de l'interactivité et de l'organisation réticulaire. L'interactivité amplifie l'opulence communicationnelle, qui, par ses liens avec l'idée de pluralisme, est elle-même en phase avec la promesse d'un bonus démocratique. L'autonomie donne un pendant civil à la démocratie politique participative. Le déterminisme technologique sous-jacent à

157CASTELLS, 1998, *op. cit.*, p. 45

158GUATTARI, Félix, NEGRI, Toni. *Nouveaux espaces de liberté*. Paris : Ed. Lignes 2010, p. 51

159CASTELLS, 1998, *op. cit.*, p. 575

de nombreuses promesses porte à la fois la convivialité, le changement du rapport à l'espace et au temps, l'interactivité. La vision d'une société pacifiée, marquée par la maîtrise sur l'environnement, l'échange et la réduction de la conflictualité offre encore un puissant élément fédérateur des significations mythiques¹⁶⁰.

Il met en avant le fait qu'à plusieurs reprises, ces projections négligent « la problématique du pouvoir ou de la domination au profit de la vision d'une société plus égalitaire, plus polycentrique » . Pour lui, ces discours se fondent sur les possibilités d'un dispositif technologique donné plutôt que sur ses réelles implications dans la société, s'agissant, ainsi, de ce qu'il considère comme un simple déterminisme technique.

Il est vrai que la promesse d'une société plus juste ou confortable, simplement grâce à l'insertion d'une technologie donnée dans la vie quotidienne, est une projection assez naïve à une large échelle. En termes historiques, ces dynamiques coexistent et sont incorporées par la société à différents niveaux, en différents temps, et de manières diverses au niveau du territoire. Puisque cela touche à la relation entre les sujets et les dispositifs techniques, les dynamiques dans l'organisation sociale de la production renvoient aussi à des inégalités dans l'appropriation technologique, ce que Castells appelle « fracture numérique »¹⁶¹. Cette division peut être d'ordre structurel – l'accès matériel à la technologie en soi - ou cognitif – les connaissances nécessaires pour maîtriser un dispositif technique déterminé.

Neveu explique encore qu'avec le multimédia ce processus tend à s'accroître :

La fusion dans une même machine à communiquer des fonctions jusque-là assumées séparément par l'ordinateur, la télé, le fax, la console de jeux et le téléphone marginalisera encore plus les agents sociaux incapables d'utiliser ces outils, et les sites non desservis par les "infoducs" qui feront transiter ces flux de données¹⁶².

Mais d'une manière générale, nous ne pouvons pas négliger le fait que la technologie permet – ce qui ne signifie pas garantir – l'organisation de la société autrement, par rapport à l'étape précédente. Il s'agit plutôt de mettre en avant les possibilités d'agencement prenant en compte à la fois les dispositifs techniques disponibles, les rapports de force dans un contexte donné et la capacité des individus à détourner une ordre établi.

En ce qui concerne le rôle du système éducatif dans ce processus, Carlos Vercellone remarque que dans le XXe siècle, le « Welfare State » (« L'État Providence », en français) et l'approche keynésienne d'une économie mixte ont amené à une scolarisation de masse dont « l'une des tâches fondamentales est de reproduire et de justifier une hiérarchisation des savoirs

¹⁶⁰NEVEU, Erik . *Une société de communication ?* Paris : Montchrestien, 1994, p. 69

¹⁶¹CASTELLS, 2002, *op. cit.*

¹⁶²NEVEU, *op. cit.* p. 65-66

correspondant à celle des classes sociales existantes »¹⁶³.

Cela a aussi été mis au point par Bourdieu : il remarque la contribution que le système d'enseignement apporte à la structure sociale selon l'investissement « économique » et l'investissement « culturel » dans l'éducation. Il explique que les profits qui peuvent être obtenus du système scolaire dépendent des instruments nécessaires à l'appropriation de ce qu'il appelle les « biens culturels », autrement dit, des éléments symboliques intrinsèques à une information. Il appelle ces instruments « capital culturel »¹⁶⁴, selon lui distribué de façon inégale entre les différentes classes sociales.

De cette manière, la division industrielle des tâches viendrait à agir sur la « dépossession des savoirs ouvriers »¹⁶⁵, c'est-à-dire à restreindre les connaissances des travailleurs à ce qui concerne leur métier dans la chaîne de production. Ainsi, cela pourrait renforcer la dépolitisation du travailleur par rapport à sa place dans la structure sociale plus large, se posant comme un élément essentiel à la reproduction de la domination au travers de la production.

Le capitalisme cognitif, l'immatériel et le postmédiatisme

Le politicien marxiste Mario Tronti évoque que « derrière le problème théorique le plus abstrait se cache le problème de classe le plus simple »¹⁶⁶. Ainsi, nous voyons que ce n'est pas le déterminisme technologique qui est le moteur principal du changement de la division sociale du travail aujourd'hui : « Au contraire, la dimension essentielle de cette mutation se trouve dans les conflits qui ont conduit à une nouvelle prépondérance qualitative des savoirs du travail vivant sur les savoirs incorporés au capital et à l'organisation des firmes »¹⁶⁷, nous explique Vercellone. Selon lui, une « réappropriation collective des savoirs » a contribué à la formation d'une « intellectualité diffuse », ou à un « general intellect » selon l'expression de Marx, et a conduit à une nouvelle division du travail au XXe siècle : le « capitalisme cognitif ».

Boutang souligne trois caractéristiques de cette nouvelle étape du capitalisme : un type d'*accumulation* – l'immatériel, fondé sur la connaissance et la créativité -, un mode de *production* – la mise en réseau de la production intellectuelle -, et un type d'*exploitation* - le travail vivant, à travers l'interaction avec des dispositifs techniques de plus en plus incorporés dans le quotidien. Il identifie surtout une « transformation mécanique de la matière (...) à travers les NTIC dont le

¹⁶³VERCELLONE, *op. cit.* p. 34

¹⁶⁴BOURDIEU, Pierre. « Les trois états du capital culturel ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol 30, novembre 1979, p. 3-6

¹⁶⁵VERCELLONE, *op. cit.* p. 26

¹⁶⁶*Ibid.* p. 50

¹⁶⁷*Ibid.* p. 52

numérique, l'ordinateur et l'Internet sont les emblèmes comme la mine de charbon, la machine à vapeur, le métier à tisser et le chemin de fer furent ceux du capitalisme industriel »¹⁶⁸.

Dans ce système, Castells explique que la fonction de la technologie est caractérisée par l'accumulation de savoir et la complexité croissante du traitement de l'information, ce qu'il appelle « l'informationnalisme ». Il remarque que cette mise en avant de l'information est « lié à l'expansion du capitalisme et au rajeunissement du capitalisme, comme l'industrialisme avait permis à ce dernier de se constituer en mode de production »¹⁶⁹. D'une manière générale, on voit que le capitalisme s'est perpétué à travers l'histoire à partir de conditions de développement technique inégales, créées au sein même de ce système.

De son côté, le philosophe André Gorz identifie ce nouvel agencement de la production à l'heure actuelle autour des biens symboliques comme un système fondé sur « l'immatériel ». Il observe dans le capitalisme cognitif un changement de paradigme au niveau de la production de valeur, qui affecte directement la division sociale du travail. Le savoir étant au centre de ce système productif, « la production de richesse n'est plus calculable en termes de 'valeur' » et « la force productive n'est plus une ressource rare ni privatisable »¹⁷⁰. Pourtant, il remarque que le capitalisme se perpétue en produisant de la rareté à partir d'une ressource abondante – savoirs humains abondants « dont l'usage et le partage accroissent l'étendue et la disponibilité » -, en créant « d'obstacles à la circulation et à la mise en commun des savoirs et des connaissances ».

Bien sûr, le capitalisme cognitif n'annule pas les formes d'exploitation du capitalisme industriel, de la même façon que ce dernier n'a pas effacé tous les aspects de l'étape précédente. Boutang lui-même fait appel à un regard « macro-économique » de cette nouvelle organisation sociale de la production :

Les transformations du travail ne sont pas le point de départ qui nous permettrait de passer ensuite au capitalisme puis enfin à la société comme son appendice. (...) On lui préférera un tableau plus complexe, plus riche, où les transformations de la société ne se déduisent ni de la technique, ni de la forme de l'État, mais interagissent et ouvrent une pluralité de mondes possibles¹⁷¹.

D'un manière générale, l'organisation de la production dans la forme industrielle est soumise à des dispositifs techniques restreints par des buts productifs plus ou moins déterminés selon les objectifs de cette production. Castells souligne que « dans le nouveau mode informationnel de développement, c'est la technologie de la production du savoir, du traitement de l'information et de la communication des symboles qui engendre la productivité », mettant en évidence « l'action du

¹⁶⁸BOUTANG, *op. cit.*, p. 95

¹⁶⁹ CASTELLS, 1998, *op. cit.* p. 43

¹⁷⁰ GORZ, André. *L'immatériel*. Paris : Galilée, 2003, p. 81

¹⁷¹BOUTANG, *op. cit.*, p. 99

savoir sur le savoir même » comme source principale de cette productivité 172.

Évidemment, l'exploitation du travailleur persiste dans le capitalisme cognitif, bien que soumis à d'autres formes et enjeux. Cependant, le fait qu'il se fonde sur la production intellectuelle fait en sorte que le capitalisme cognitif voit aussi des modifications au niveau de l'organisation sociale de la production. Si le système de pouvoir est rigide notamment dans le mode de production industriel, cela touche aussi les formes d'action militante s'opposant à ce système, qui agissent plutôt par la négation et le sabotage – à partir de dispositifs tels que la grève et les manifestations publiques critiques d'une condition d'exploitation donnée. Nous verrons que dans le capitalisme cognitif la façon dont les tâches et les acteurs sont distribués dans l'organisation sociale de cette production suggèrent d'autres modes d'action contestataire par rapport à ce système de pouvoir.

En comprenant la communication comme un vecteur d'expression des subjectivités, Guattari voit l'agitation sociale comme étant d'abord le fruit des jeux de langages. Il explique que pour pouvoir pleinement se libérer des « agencements symboliques dominants », encore fondés sur des valeurs modernes et post-industrielles, il est nécessaire de « traverser les circonscriptions de temps et d'espace et de transgresser les assignations identitaires » traditionnelles. Pour cela, il revendique une « re-singularisation des moyens d'expression machiniquement médiatisés », à partir de la réappropriation des dispositifs communicationnels. Il met l'accent sur le rôle joué par les « voix dissidentes émergentes » dans de nouvelles pratiques communicatives émancipatrices, qui visent une « interactivité collective » des « univers créatifs mutants ». Dans ce processus, il identifie ce qu'il appelle une « ère post-médiatique » où de « nouveaux dispositifs d'énonciation » donneraient lieu à des « nouvelles pratiques de subjectivation »¹⁷³.

Guattari a beaucoup suivi le mouvement des radios libres à partir des années 70, notamment l'italienne Radio Alice dont, pour lui, le « travail révolutionnaire de déterritorialisation se poursuit inlassablement jusque dans les fibres nerveuses de ses persécuteurs »¹⁷⁴. Son camarade d'activisme académique, le philosophe italien Franco Berardi explique qu'il voyait la Radio Alice non seulement comme un outil de communication, mais comme un « dispositif de réappropriation de la parole » et un « attracteur de créativité sociale », dont ces « vecteurs de resingularisation » pourraient contribuer à une « déstructuration du système médiatique »¹⁷⁵.

Berardi aussi identifie dans les radios libres « l'émergence d'une sensibilité post-médiatique

172CASTELLS, *op. cit.*, p. 40

173GUATTARI, Félix. « *Du post-moderne au postmédia* ». *Multitudes*, 2008/3, n° 34, p. 128 - 133

174GUATTARI, Félix. « *Des millions d'Alice en puissance* », *préface à Radio Alice, Radio libre*, par le collectif A Traverso, Laboratoire de sociologie de la connaissance. Éditions Jean-Pierre Delarge, juin 1977.

175BERARDI, Franco (Bifo). « *Les radios libres et l'émergence d'une sensibilité post-médiatique* ». *Multitudes*, 2005, n°21, p. 15-22 (Disponible sur <http://multitudes.samizdat.net/Les-radios-libres-et-l-emergence-d>)

». Il explique que les mouvements pour la communication indépendante se proposent « justement d'utiliser de manière active ces technologies (comme la radio, la télévision, ou même l'advertising) dont la fonction structurelle est d'induire la passivité de l'utilisateur ». Dans ce sens, sa façon d'opérer serait précisément au niveau d'un « ré-agencement cognitif », afin de « libérer le médium des effets de sémiotisation produits par son utilisation sociale ». Et ce, non seulement au sens du message, mais plutôt au niveau de sa structure d'énonciation, s'agissant ainsi d'une refinalisation du dispositif en soi, et non pas seulement du contenu qu'il produit.

Il souligne ainsi que « l'indépendance de la communication est un défi envers le pouvoir » : ce principe rhizomatique qui démarrerait avec les mouvements alternatifs de la communication remettait en question le modèle centralisateur des médias et a anticipé des formes actuelles de médiatismes que nous verrons plus en détail dans le prochain chapitre. Il remarque encore que Guattari observait dans ce mouvement « l'anticipation d'une tendance post-médiatique qui se profilait à l'horizon », notamment avec la profusion du world wide web après sa mort, dans les années 90.

À son tour, le sociologue Fabien Granjon relativise la portée de ces projections à l'heure actuelle, plus précisément en ce qui concerne l'Internet. D'abord, il dénonce ce qu'il considère comme des « énoncés théoriques surplombants qui écrasent les réalités empiriques de la production d'information », tels que la « révolution post-médiatique »¹⁷⁶. Il critique la centralité donnée par ces auteurs à ce qu'il considère comme des « phénomènes sociotechniques marginaux », négligeant ainsi « des rapports de force concrets qui structurent le champ médiatique, la production de contenus et la réception de l'information ». Plus spécifiquement dans le cas d'Internet, il explique que « l'individualisation de la production et de la consommation médiatique n'est aucunement une source directe d'émancipation », mettant l'accent sur le fait que le web participatif est souvent utilisé à des fins commerciales ou même gouvernementales. Il questionne la façon dont ces « nouvelles subjectivités » pourraient concrètement conduire à un « bouleversement majeur de la sphère médiatique, des industries culturelles et des systèmes marchands de diffusion des biens symboliques », tout en rappelant que « le travail immatériel tend à faire des nouvelles formes d'exploitation ».

Nous observons que la relation entre technique, savoir et pouvoir n'a jamais été sans conflit. Plus spécifiquement, dans ce que nous pouvons appeler « capitalisme cognitif », « société d'information », entre autres, le rôle central occupé par l'information tend à accentuer ce rapport. À travers ces approches, différents constats de l'émergence de nouvelles dynamiques dans le système productif et communicationnel à l'heure actuelle sont présentés - bien que les auteurs ne

¹⁷⁶ GRANJON, Fabien, « Mythologies des multitudes et du post- médiatisme », *ContreTemps*, n° 18, décembre 2006, pp. 37-49

soient pas tous d'accord quant à la mesure dans laquelle ces nouveaux enjeux ont une implication significative, dans la société à une échelle plus large. Ainsi, voyons par la suite des approches théoriques diverses sur ces nouveaux enjeux en ce qui concerne l'organisation sociale de la production et la création d'énoncés, afin de voir comment cela touche à la question de l'action collective qui nous intéresse ici.

2.3) Nouveaux espaces de liberté

Production, travail et savoir dans l'immatériel

À l'heure du capitalisme cognitif, on voit un appel à un certain nombre d'aménagements en ce qui concerne l'organisation des activités et des relations à laquelle l'encadrement institutionnel précédent ne s'insère plus. Bien sûr, cette possibilité de nouveaux arrangements ne concerne pas forcément toutes les sphères productives, puisqu'il s'agit toujours de rapports de domination opérés par le système capitaliste, même sous une nouvelle forme. Sur ce point, le sociologue Thomas Coutrot met en évidence ce qu'il considère comme un erreur de certaines théories:

hypostasier une forme technique ou organisationnelle, lui attribuer un contenu intrinsèquement libérateur (ou oppresseur), réduire à un déterminisme univoque la complexe dialectique entre technique, organisation et rapport sociaux¹⁷⁷.

Dans tous les cas, ce qui nous intéresse ici est d'observer les diverses approches sur ce que Boutang désigne comme des « mutations radicales des découpages de pouvoir »¹⁷⁸, afin de penser les nouvelles possibilités d'insertion de la mobilisation politique aujourd'hui.

En ce qui concerne l'organisation sociale de la production fondée sur l'immatériel, Gorz explique qu'« à l'ère du general intellect » la rationalité économique est soumise à des critères différents, débouchant sur « une autre conception de la richesse et des buts de l'activité humaine »¹⁷⁹. Il évoque la notion d'« organisation apprenante » d'Hervé Serieyx¹⁸⁰, comme un « environnement complexe » dont le but est de « promouvoir le développement de l'intelligence collective et individuelle ». Gorz considère que la source de la richesse réside dans les activités qui développent les capacités humaines, un « travail de production de soi » que les individus accomplissent sur eux-mêmes. Et comme la valeur n'en est pas mesurable, la force productive des

¹⁷⁷COUTROT, Thomas. « 'Multitude' et démocratie' : le grand saut périlleux ». In Caillé, Alain (dir.). *Quelle démocratie voulons nous ? Pièces pour un débat*. Paris : La Découverte, 2006, p. 53

¹⁷⁸BOUTANG, *op. cit.* p. 84

¹⁷⁹GORZ, *op. cit.* p. 84 - 85

¹⁸⁰SÉRIEYX, Hervé. « Organisation apprenante et complexité », *Transversales*, n°002, été 2002

« contributions individuelles au résultat collectif » ne peut pas non plus être mesurée. Ainsi, ce « nouveau prolétariat post-industriel » repose de plus en plus sur l'auto-organisation, suivant le principe selon lequel « des personnes qui coopèrent, se coordonnent et s'ajustent librement les unes aux autres dans un projet qu'elles ont défini ensemble, auront tendance à se surpasser chacune »¹⁸¹.

Dans le même sens, le chercheur José Murilo Carvalho comprend ce phénomène comme faisant partie de ce qu'il appelle une « écologie numérique »¹⁸². Coordinateur du département de Culture Numérique au ministère de la Culture brésilien, il revendique une plus large participation des secteurs de la société dans la création des politiques publiques :

Les plus créatifs ne sont jamais réunis dans une seule société ou un gouvernement ou une organisation, ou un pays. Ouvrir le processus de construction des politiques publiques au réseau, en facilitant la collaboration des parties intéressées, est une initiative presque évidente dans ce nouveau siècle. Promouvoir l'innovation dans les questions de gouvernance peut renforcer la démocratie, transformer la société¹⁸³.

Bien sûr, ce mode d'organisation de la production et la mise en réseau des acteurs n'est ni intrinsèque à tous les secteurs d'activité, ni forcément positif à priori. Pour autant, Berardi met l'accent sur ses « marges de manœuvre » qui permettent un « réagencement cognitif » des dispositifs techniques, plus spécifiquement à l'heure du numérique. Il explique que cette réappropriation des éléments du procès de production est « la différence essentielle entre les technologies industrielles et les technologies digitales » : dans le processus de montage de l'industrie mécanique, le temps ouvrier était soumis à un rythme donné de production et ainsi il n'avait pas de possibilité de reconfigurer cet agencement, seulement de le ralentir ou, à la limite, de l'endommager. Dans ce qu'il appelle « l'info-travail », « le travail cognitif est convoqué dans chaque séquence productive » et ainsi les différentes étapes de production présentent des « bifurcations » et des « possibilités de finalisation alternative »¹⁸⁴.

Bien que cette forme d'organisation ne concerne pas toutes les entreprises du capitalisme cognitif, Pekka Himanen explique qu'il s'agit plutôt d'une « éthique » possible du travail à l'heure actuelle, qui s'oppose à l'éthique protestante derrière l'organisation capitaliste industrielle, telle que l'a définie Max Weber. Il explique que la production dans cette « ère de l'information » remet en question le travail en tant que devoir, comme s'il était une fin en soi ou une vocation. Selon lui, les « hackers » sont des travailleurs informatiques qui font leurs actions avec pour but le plaisir dans la technique en soi et dans la dynamique coopérative qui permet le bidouillage dans la computation,

181 GORZ, *op. cit.* p. 83

182 <http://ecodigital.blogspot.fr/>

183 JUNIOR, José Murilo. Entretien a COHN, SAVAZONI, *op. cit.* p. 11

184 BERARDI, *Franco op. cit.*, p. 15-22

ce que l'informaticien Stefan Merten appelle le processus « d'auto-déploiement de soi »¹⁸⁵. Mais Himanen souligne que cette dynamique ne se restreint pas à l'informatique. Il explique qu'il s'agit d'une « éthique de travail universelle », puisqu'il est possible d'appliquer l'attitude du hacker à d'autres domaines, une fois comprise cette logique de coopération et partage¹⁸⁶.

À l'aide du numérique, cette utilisation pro-active des dispositifs techniques peut se présenter comme une forme de fuite face à un système de production qui ne correspond plus forcément aux pratiques sociales répandues. Gorz identifie dans ce système un travailleur qui a

tendance à montrer qu'il vaut plus que ce qu'il réalise professionnellement, et va investir sa dignité dans le libre exercice de ses compétences en dehors du cadre traditionnel du travail : les journalistes qui écrivent des livres, des designers publicitaires qui créent des œuvres d'art, des programmeurs informatiques qui font preuve de leurs compétences en tant que hackers et développeurs de programmes libres, etc ¹⁸⁷.

Technologies libres

Une fois de plus, rejetons tout déterminisme technique et gardons en tête que l'information comme dispositif d'émancipation dépend moins de moyens technologiques qu'elle n'est soumise à la volonté politique de ceux qui maîtrisent cette production. Sur ce point, Castells nous rappelle que « les élites apprennent en agissant, modifiant ainsi les applications de la technologie, tandis que la plupart des gens apprennent à l'usage, maintenus de la sorte hors du cœur de la technologie »¹⁸⁸. Dans ce contexte, le développement des technologies libres et à code ouvert s'impose comme une importante condition pour l'innovation technique en soi. Le partage d'informations sur le processus et la possibilité d'intervenir dans le fonctionnement du dispositif favorisent la coopération dans la production et l'élaboration de solutions de manière plus efficace.

Merten remarque dans ce processus la réduction de la distance entre producteurs et consommateurs, dans une « forme de production non-aliénée », puisque le but est à la fois une meilleure performance du produit et l'auto-déploiement de nombreuses personnes. Il souligne que le logiciel libre combine la créativité collective au fait que l'information numérique peut être copiée sans perte, ce qui élimine, en théorie, la « pénurie » qui a toujours été un élément constitutif du capitalisme. Ainsi, il observe qu'« en abolissant la production pour le profit qui en est la base », le développement des technologies libres serait « un auto-dépassement » dans le même temps à

¹⁸⁵MERTEN, Stefan. « Logiciel libre et éthique du développement de soi ». Entretien à Joanne Richards, *Multitudes*, n°8, mars-avril 2002. (Disponible sur <http://multitudes.samizdat.net/Logiciel-libre-et-ethique-du>)

¹⁸⁶HIMANEN, *op. cit.* p. 10

¹⁸⁷GORZ, *op. cit.* p. 23

¹⁸⁸CASTELLS, 1998, *op. cit.*, p. 62

l'intérieur et à l'extérieur du capitalisme, « sur la base de ses propres élaborations techniques et sociales ». Il explique : « Ce n'est pas le logiciel en soi qui peut transformer le capitalisme. Mais les principes de la production du logiciel libre, qui s'est développé dans le capitalisme, fournissent d'un côté une voie de production plus efficace et d'un autre, plus de liberté »¹⁸⁹.

Dans le même sens, Gorz suggère que les « artisans des logiciels et réseaux libres » mènent une lutte contre-hégémonique « au cœur-même des dispositifs du pouvoir du capital », puisqu'elles s'opposent « à la privatisation des moyens d'accès à ce 'bien commun de l'humanité' qu'est le savoir sous toutes ses formes »¹⁹⁰. Himanen aussi remarque que « le partage de l'information tel que le définit l'éthique hacker n'est pas la façon la plus répandue pour faire de l'argent de nos jours. Au contraire, l'argent est principalement gagné grâce à la détention d'information »¹⁹¹. Pourtant, Merten rappelle que la communauté hacker n'est pas fondée sur un principe monétaire et productiviste: « Il n'y a aucun besoin de réciprocité. Vous prenez simplement ce dont vous avez besoin et vous fournissez ce que vous aimez ». Il réfute l'idée de « l'économie du don » et « l'économie de l'attention » souvent attribuée à l'Internet : selon lui, ce sont « des phénomènes nouveaux qui ne peuvent pas être compris de façon adéquate en employant les modèles de pensée familiers du capitalisme ».

Ce que nous pouvons apprendre de ces approches est la dimension de subversion du système à travers des possibilités de fuite « tactiques » en son sein. Dans son ouvrage, Gorz évoque Jollivet, pour qui « le capitalisme ne peut fonctionner que s'il existe des sphères d'activité dans lesquelles les comportements humains s'affranchissent de la logique capitaliste »¹⁹². Or, la ressource matérielle de ce capitalisme immatériel étant le logiciel, l'existence de communautés qui revendiquent – et pratiquent – sa mise en commun serait ainsi une lutte contre ce système au sein du système même. Ainsi, il identifie que ces militants des logiciels libres sont une « dissidence sociale et culturelle qui se réclame ouvertement d'une autre conception de l'économie et de la société »¹⁹³. Dans l'idée proposée par John Holloway de « changer le monde sans prendre le pouvoir »¹⁹⁴, elles font ainsi partie des « réseaux d'action directe qui entendent démontrer qu'un autre monde et une autre vie sont possibles ». Gorz rejette également l'argument selon lequel il s'agit d'une vision utopique : « Or, il s'agit d'une pratique qui, partant d'une 'auto-organisation apprenante' inhérente aux logiciels libres, se développe consciemment au sein du capitalisme contre

¹⁸⁹MERTEN, *op. cit.*

¹⁹⁰GORZ, *op. cit.*, p.88

¹⁹¹HIMANEN, *op. cit.*, p. 11

¹⁹²JOLLIVET, Pascal. « L'éthique hacker de Pekka Himanen », *Multitudes*, n°8, mars-avril 2002.

(Disponible sur <http://multitudes.samizdat.net/L-Ethique-hacker-de-Pekka-Himanen>)

¹⁹³GORZ, *op. cit.* p. 89

¹⁹⁴HOLLOWAY, John. *Changer le monde sans prendre le pouvoir*. Paris : Ed. Syllepse, 2008

le capitalisme »¹⁹⁵.

Sous une perspective semblable, le chercheur brésilien Rodrigo Savazoni observe l'émergence de ce qu'il appelle des « réseaux libres de production immatérielle et d'action politique »¹⁹⁶. Il explique que la production matérielle et l'action politique sont deux dimensions indissociables, qui revendiquent des « nouvelles formes de vivre » dans le système dont nous traitons ici. En comprenant la notion de « diaspora » comme « l'obtention des nouveaux espaces », il remarque ce qu'il nomme une « diaspora hacker », c'est-à-dire, « la dispersion de ces valeurs parmi les mouvements politiques qui mobilisent cette jeunesse » à l'heure actuelle.

En observant certains groupes d'action politique et culturelle au Brésil¹⁹⁷, il remarque que la combinaison des « technologies sociaux » et des processus de « transformation comportementale » font apparaître des « activistes du droit de faire ». Autrement dit, des acteurs – souvent amateurs – qui contournent certaines inégalités du système à partir d'actions créatives en réseau et à l'aide des technologies numériques disponibles et réaménagées. Dans ce mouvement, il observe quatre dimensions fondamentales : d'abord le fait que « la pratique est le programme », c'est-à-dire que sa caractéristique principale est l'action contre le système en soi, tout en étant à l'intérieur ; Deuxièmement il souligne que ce sont des « réseaux productrices d'innovation et du commons », à partir de la « création d'espaces ouverts d'échanges » symboliques (informations, idées, sources) mais aussi matériels (ressources, équipements, main d'œuvre, etc).

Il met en avant que « ces réseaux approfondissent la démocratie », par exemple par l'inclusion numérique (MetaReciclagem), l'accès à des données publiques (Transparência Hacker), l'occupation d'espaces culturels (Fora do Eixo) et des actions directes dans les communautés moins favorisées (Enraizados) . Finalement, il remarque qu'il s'agit « d'agents développeurs », qui se réapproprient le modèle d'action du développeur de logiciels en l'appliquant à d'autres domaines, à partir de la mise en commun de la « satisfaction personnelle et la relation ouverte avec la connaissance ». À la lumière des théories que nous avons vues dans le chapitre précédent, il conclut que dans des relations à la fois intellectuelles, affectives et sociales résident la possibilité d'une « autogestion économique », à partir de « technologies numériques appropriables et combinables » et au sein de « laboratoires d'alternatives sociales et économiques ».

Nouvelles sociologies de classes

¹⁹⁵GORZ, *op. cit.* p. 95

¹⁹⁶SAVAZONI, Rodrigo. *La diaspora hacker : réseaux libres de production immatérielle et action politique* ». São Paulo : Université Fédérale du ABC, 2012.

¹⁹⁷À savoir, le réseau des medialabs « MetaReciclagem », la communauté *opendata* « Transparência Hacker », le circuit de production culturelle « Fora do Eixo » et le projet de communication communautaire « Enraizados »

Cette approche renvoie à « la libération du travail comme possibilité de création collective », proposée par Felix Guattari et Antonio Negri dans « Nouveaux espaces de liberté »¹⁹⁸. Ils mettent en avant le fait que « le discours est un acte » et qu'en ce sens, « forger un autre discours sur ce mode peut amorcer sa destruction ». Ce basculement de la notion de travail est à la fois le résultat et la fuite d'un système travailliste que ne peut plus comprendre dans sa forme industrielle tous les individus cognitivement qualifiés. Gorz remarque que « le 'chômage' ne signifie ni inactivité sociale ni inutilité sociale, mais seulement inutilité à la valorisation directe du capital. (...) Il ne s'agit pas de défendre un retour illusoire au plein emploi mais d'inventer, d'expérimenter un plein emploi de la vie »¹⁹⁹.

Dans ce sens, nous voyons l'apparition de nouvelles « figures hybrides », d'après l'expression de Lazzarato²⁰⁰, afin de s'adapter aux nouvelles exigences de la production. Gorz explique ce processus en termes de formation d'un « néo-prolétariat », qui est devenu, selon lui, un point de rassemblement des contestations du capitalisme mondialisé au sein de ses principes. Peter Glotz, à son tour, évoque que « toute l'éthique sociale du capitalisme moderne est en question », puisque, selon lui, « la lutte qui opposera le prolétariat du numérique à son élite n'aura pas pour enjeu des questions technocratiques et économiques mais, pour l'essentiel, deux conceptions principales et passionnelles de la vie »²⁰¹.

Si les modes d'organisation de la production reflètent l'organisation politique et sociale au niveau des classes sociales, celles-ci ne sont constituées que par leur pratique historique, comme nous l'avons vu. Dans le capitalisme industriel, la question de la « classe ouvrière » était mise en évidence car c'était précisément le modèle conflictuel de la production économique qui retombait sur le social. Une fois que cet arrangement productif trouve de nouvelles formes d'organisation, les mouvements sociaux s'adaptent aussi, tout en trouvant de nouveaux conflits au niveau des demandes, des acteurs et des formes d'organisation.

L'imposition du modèle néolibéral comprenant la diminution de l'intervention de l'État dans certaines politiques sociales, cela touche directement la relation entre les acteurs de la société civile et les sphères du pouvoir public. Félix Guattari souligne que « les syndicats ouvriers s'accrochent aux dernières branches institutionnelles qui leur sont concédées et s'enferment dans des pratiques corporatistes les conduisant à adopter des attitudes conservatrices, voisines quelquefois de celles des milieux réactionnaires »²⁰². Cela a contribué, d'une manière générale, à une perte de

¹⁹⁸GUATTARI, NEGRI, *op. cit.*, p. 11

¹⁹⁹GORZ, *op. cit.* p. 100 - 101

²⁰⁰LAZZARATO, *op. cit.*, p.99

²⁰¹GLOTZ, Peter, *Die beschleunigte Gesellschaft. Kulturkämpfe im digitalen Kapitalismus*, Munich, Kindler, 1999
apud Gorz, op. cit. p. 92, apud GORZ, op. cit.

²⁰²GUATTARI, 2008, *op. cit.* p. 128

crédibilité auprès de la société de certaines idéologies, modes d'action militants, voire de la politique en soi. Selon Lazzarato, la question de l'action collective ne peut pas « être réduite (selon la logique dominante dans le mouvement ouvrier) à des simples comportements économiques, qui requièrent l'intervention de l'organisation syndicale et du parti pour être qualifiés de politiques »²⁰³. Posée de cette façon, cette problématique pose une autre compréhension de ce qu'est le politique. D'une manière générale, Guattari met en évidence que

la démocratie s'exprime au niveau des grandes organisations politiques et sociales, mais elle ne se consolide et n'acquiert consistance que si elle existe au niveau de la subjectivité des individus et des groupes, dans tous ces niveaux moléculaires, nouvelles attitudes, nouvelles sensibilités, nouvelles praxis, qui empêchent le retour aux vieilles structures.²⁰⁴

Dans ce sens, il critique l'organisation sociale des partis, par exemple, autour de ce qu'il considère comme un « centralisme pseudo-démocratique ». Il met en avant le développement de nouveaux dispositifs qui permettent l'expression à la fois des questions concernant la subjectivité inhérente aux acteurs sociaux en général, et son articulation avec les luttes qui requièrent des rassemblements politiques. Il revendique ainsi un « nouveau type de représentation » à travers ce qu'il appelle une « nouvelle cartographie », qui va au-delà des appareils macro-politiques centralisés d'un côté, et des processus micro-politiques de singularisation de l'autre. Selon lui, cela ne peut se faire qu'au travers « d'une auto-organisation de la problématique qui ne part pas d'un point central », à partir d'ouvertures et contacts dans le champ social lui-même, dans des rapports de complémentarité et « qui permettent aux différents processus singuliers de trouver un déroulement propre, sous la forme de réseau »²⁰⁵.

Cette affirmation nous rappelle la dimension de l'affect tel qu'il a été élaboré d'abord par le philosophe Baruch Spinoza²⁰⁶, et repris ensuite par Deleuze et Guattari²⁰⁷. Pour Spinoza, l'affect est compris comme un élément constitutif des individus qui se relie à travers des corps, motivés par le désir plutôt que par le raisonnement ou la conscience intellectuelle. Bien que le premier n'exclue pas cette dernière, il s'agit de mettre en évidence le rôle central du désir et de la subjectivité dans le ralliement des individus à une action collective et plus large, ou autrement dit, une affectivité en réseau.

Dans ce sens, Michael Hardt et Antonio Negri évoquent ce qu'ils considèrent comme un nouveau sujet « à l'âge de l'Empire », c'est-à-dire dans l'actuel système politique et son conséquent

²⁰³LAZZARATO, *op. cit.* p. 98

²⁰⁴GUATTARI, ROLNIK, *op. cit.* p. 157 - 158

²⁰⁵*Ibid.* p.147

²⁰⁶SPINOZA, Baruch. *L'éthique de Spinoza*. Paris : Ed. Ivrea, 1993

²⁰⁷DELEUZE, Gilles, GUATTARI, Félix. *Mille Plateaux*. Paris : Ed. De Minuit, 1980.

rapport de forces : la « multitude »²⁰⁸. Ils expliquent que en tant que le système se recompose, de nouvelles « figures de résistance » émergent dans la configuration des luttes. Il s'agit de « nouvelles subjectivités », qui sont le résultat du « nomadisme universel » des peuples dans les sociétés et de la « métamorphose technologique de la machine biopolitique » - selon le concept foucauldien que nous avons vu précédemment. Ils soulignent encore que la « déterritorialisation » de certaines structures traditionnelles, opérée par le processus de mondialisation, est un élément fortifiant de cette « multitude », qui se trouve à la fois « à l'intérieur » et « contre » l'Empire. De cette façon, le refus de l'exploitation opéré par ce système en réseau – qui n'est pas toujours évident, puisque soumis à de nouvelles formes – peut conduire au développement d'une « nouvelle forme de solidarité prolétaire et militante »²⁰⁹

Ce terme, qui concerne la puissance de la « masse » des citoyens face au pouvoir souverain, soulève des controverses. Si, d'une part, il a été répandu par des approches plus philosophiques et intéressées aux questions de la subjectivité, il a été d'autre part beaucoup remis en question par des théoriciens du domaine de la sociologie. Par exemple, Thomas Coutrot questionne précisément le titre de la version française de l'ouvrage : « Multitude : Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire ». Selon lui, le rapport presque automatique conféré par les auteurs entre l'idée de la multitude et la démocratie peut être ce qu'il considère comme un « grand saut périlleux »²¹⁰. Il rappelle que la forme organisationnelle en réseau, par exemple, « n'est en elle-même porteuse d'aucun contenu social ou politique prédéterminé », remarquant encore que « cette forme tend à se développer dans nos sociétés individualistes et libérales »²¹¹.

Il met en évidence encore que l'organisation de l'entreprise néolibérale ne peut pas être considérée comme des « réseaux collaboratifs reliant de façon spontanée et harmonieuse », tout en rappelant que « ces formes s'articulent non grâce à l'intersubjectivité et la communication affective mais par des redoutables procédés disciplinaires : fixation d'objectifs, mise en concurrence, sélection permanente »²¹². Il reconnaît le modèle du logiciel libre comme une forme possible d'organisation mais il en observe des « marges de manœuvre opérationnelle très limitées, enserrées dans un faisceau de contraintes renforcées » du système de travail à une échelle plus large, au moins à l'heure actuelle²¹³.

Dans ce sens, Fabien Granjon dénonce le « spontanéisme » de l'idée selon laquelle la multitude serait « ontologiquement porteuse d'un pouvoir politique démocratique » presque

208HARDT, Michael, NEGRI, Antonio. *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*. Paris : La Découverte, 2004

209Ibid, p. 54

210COUTROT, *op. cit.*, p. 47

211Ibid. p. 53

212Ibid. p. 51

213Ibid, p. 52

automatiquement à partir de la « mise en réseau généralisée du travail affectif des singularités »²¹⁴. Le sociologue questionne aussi la supposée obsolescence des « répertoires d'action traditionnels » et de la « démocratie représentative » évoquée par Hardt et Negri. À cette critique, Coutrot ajoute qu'il « ne s'agit pas aujourd'hui de rejeter les démocraties représentatives au profit d'une nébuleuse 'démocratie de la multitude', mais de construire un système institutionnel où elles se renforcent mutuellement ».

Dans leur ouvrage, Hardt et Negri reconnaissent que « bien que l'Empire [ait] peut-être joué un rôle dans l'achèvement du colonialisme et à l'impérialisme, il a néanmoins construit ses propres relations de pouvoir basées sur l'exploitation, qui sont à bien des égards plus brutaux que ceux qu'il a détruits »²¹⁵. Toutefois, ce qu'ils revendiquent est précisément une déconstruction critique en cherchant à « subvertir la langage hégémonique des structures sociales », afin de permettre la constitution d'un nouveau pouvoir politique à partir de la production de subjectivité comme « une alternative politique et sociale effective »²¹⁶.

Le créateur du terme « média tactique » dont nous parlerons dans le prochain chapitre, Geert Lovink, se rapproche aussi de cette perspective. Dans l'article « Des médias tactiques aux multitudes numériques », il évoque que les « multitudes » ne sont pas « un rêve ou une construction théorique » mais une réalité. Dans ce cadre, une « pluralité de questions et d'identités » s'imposent sans avoir besoin de « se légitimer contre les plus hautes autorités telles que le Parti, l'Union ou les médias ». En ce qui concerne les formes d'action collective dans un système de plus en plus globalisé, il souligne :

Il n'a pas de retour au XXe siècle. Les questions de stratégie, de l'organisation et de la démocratie appartiennent à tous les temps. (...) Que faire?²¹⁷ Est-ce qu'une multitude d'intérêts et d'horizons peuvent poser cette question, où l'ordre du jour est celui défini par le calendrier du sommet des dirigeants du monde et des élites entrepreneuriales?²¹⁸

Cette affirmation nous rappelle la critique faite par Yann Moulier Boutang par rapport aux approches plus traditionnelles des enjeux de la lutte de classe à l'heure du capitalisme cognitif : « Ne regardons pas le capitalisme contemporain et la société de la connaissance avec les lunettes rétrospectives de l'unité magique de la classe ouvrière »²¹⁹. On peut dire qu'il s'agit de ce que

214GRANJON, 2006, *op. cit.* p. 39

215HARDT, NEGRI, *op. cit.* p.43

216Ibid. p. 47

217En référence au titre de l'ouvrage célèbre de Lenine « Que faire ? » (Paris : Ed. Seuil, 1966)

218LOVINK, Geert, SCHNEIDER, Florian. « Another world is possible : from tactical media to digital multitudes ». *Journal de l'Archipel des Revues*, novembre 2003. (Disponible sur <http://multitudes.samizdat.net/Virtual-world-is-possible-from>)

219BOUTANG, *op. cit.* p. 184

McLuhan appelle « reculer vers le future » : « Quand nous sommes confrontés à une nouvelle situation nous tendons à nous attacher à des objets à la saveur du passé récent. Nous regardons le présent à travers un miroir rétroviseur. »²²⁰.

Dans son article, Lovink fait référence au mouvement « altermondialiste » (dont nous parlerons dans la partie qui suit) expliquant que sa dimension globale ajoute une compréhension spécifique à ce que doit être la mondialisation, contraire à celle en marche, plutôt que simplement s'y opposer. Il met en avant le rôle que les réseaux des médias tactiques des années 90 ont eu dans cette nouvelle configuration de lutte, en ajoutant qu'aujourd'hui, à l'heure du numérique, la “rue” et le « cyberspace » sont le « combustible » l'un de l'autre.

Dispositifs de médiation et mobilisation en ligne

Dans les théories que nous avons visité, nous voyons que les potentialités de l'action collective à travers des outils techniques est souvent évoquée comme un important dispositif de luttes. Plus spécifiquement, les échanges communicatifs dans le numérique soulèvent plusieurs enjeux au niveau de l'énonciation à travers l'informatique, l'interaction entre les hommes et les machines, et les dispositifs de médiation des savoirs et comportements. Dans ce sens, Daniel Peraya présente une analyse utile à notre travail en observant la communication médiatisée comme étant avant tout une activité humaine, bien qu'elle se déroule sous les enjeux du domaine de la technologie aussi.

Il évoque le concept de « dispositif », qu'il définit comme « une instance, un lieu social d'interaction et de coopération possédant ses intentions, son fonctionnement matériel et symbolique et, enfin, ses modes d'interaction propres »²²¹. De cette façon, on perçoit la dimension de la « médiation » dans une telle pratique, c'est-à-dire l'influence que le cadre sémiotique propre à un outil peut avoir sur la compréhension cognitive de l'utilisateur. Sous cette perspective, il accentue que les échanges communicationnels à l'aide des dispositifs techniques se déroulent dans des « espaces interactifs ». C'est-à-dire, des interactions à la fois entre deux acteurs sociaux (ce qu'il appelle interaction « intentionnelle » ou « intransitive ») et entre l'utilisateur et le dispositif en soi (interaction « fonctionnelle » ou « transitive »)²²².

²²⁰ McLUHAN apud LIM, Merlyna, et KANN, Mark. « Politics : Deliberation, Mobilization and Networked practices of agitation ». In VARNELIS, Kazys (ed.). *Networked publics*. Cambridge (Mass.) :The MIT Press, 2008, p.92

²²¹ PERAYA, Daniel. « Internet, un nouveau dispositif de médiation des savoirs et des comportements ? », Journées d'études « Éduquer aux médias à l'heure du multimédia », Conseil de l'éducation aux médias, 8 et 9 Décembre 1999, Bruxelles., p. 3

²²²*Ibid.* p. 5-6

Ainsi, Peraya fournit un intéressant cadre d'observation des pratiques communicationnelles ayant lieu dans le dispositif Internet. Il identifie quatre types de médiation dans ce processus : technologique, sensori-motrice, sémio-cognitive et sociale. Pour la première, il s'agit de la dimension de l'objet technique comme un prolongement de l'action humaine. Ce sont, selon lui, des « technologies intellectuelles », un outil cognitif d'interaction fonctionnelle (homme-machine) qui médie l'interactivité intentionnelle (homme-homme). Par exemple, le dispositif d'affichage et de restitution d'information :

À chaque point, à chaque écran une multitude d'écrans sont possibles. Il s'agit d'une vision partielle car il est rare qu'il puisse accéder à la totalité de l'information et des pages : contrairement aux premiers logiciels et hypermédias qui constituaient des systèmes fermés, Internet est un système multi-utilisateur et multi-auteur, ouvert et infini²²³. ²²⁴

À son tour, la « médiation sensori-motrice » concerne les « structures perspectives » et les « processus de métaphorisation » des signes de cet environnement. Le processus de décentration, autrement dit l'interprétation des informations et interactions, se fait à travers « l'insertion corporelle » dans cette atmosphère définie que sont l'écran et ses applications. La motricité d'utilisateur étant différente selon les médias (télévision, radio, internet), cela change sa perception et sa signification dans le processus communicatif. Dans le numérique plus spécifiquement, il s'agit d'un espace interactif plus complexe où il n'est plus seulement un spectateur, mais interagit à la fois avec la machine et les autres utilisateurs éloignés dans le temps et l'espace.

Troisième type de médiation, la « médiation sémiocognitive » se trouve dans un processus mutuel entre les opérations cognitives de la pensée et les signes d'un système culturel: « la pensée se sémiotise dans des signes extérieurs qui, en retour, déterminent les formes de la pensée »²²⁵. Par exemple, la représentation qu'acquiert un dispositif donné à partir de son usage motrice et cognitif par l'utilisateur, ce qui lui confère une signification et un mode d'emploi plus ou moins particulier. On ajoute à cela la médiation technique, qui nous aide à percevoir le processus de spatialisation dans Internet : les métaphores structurelles telles que « accueil », « bibliothèque », « chatroom », etc, faisant référence à des éléments qui ne font pas forcément partie de l'univers de l'ordinateur.

Finalement, la « médiation sociale » comprend le « rôle du social dans le cognitif ». Dans le processus de validation des significations qui se fait dans l'interaction sociale, la langage est évoqué par la psychologie comme une « négociation pratique » d'un énoncé au sein d'un groupe

²²³Bien que nous puissions nous méfier de cette affirmation sur l'infinitude du système Internet, le développement de cette question ne nous concerne pas forcément dans ce point.

²²⁴*Ibid* p. 10

²²⁵*Ibid.*, p. 8

social donné. Ainsi, le processus communicationnel peut être fondamentalement modifié selon les « distances interpersonnelles » dans l'espace : présentiel et virtuel, privée et public, amicale et professionnel, etc.

Sous cette perspective, Peraya nous montre que l'Internet peut être appris comme un espace de médiation, sous un « mode de fonctionnement paradigmatique », à savoir la « sollicitation d'une motricité particulière de l'utilisateur ». Selon lui, la dimension spatiale caractéristique du numérique « apparaît alors comme une dimension cognitive essentielle pour la compréhension et l'interprétation de cet environnement, tout comme pour la réalisation des tâches qu'il permet de réaliser »²²⁶. Ainsi, nous voyons par là une remise en question du déterminisme technique – qu'il soit positif ou négatif –, puisqu'il s'agit, avant tout, d'interactions sociales – ce qui comprend aussi, bien évidemment, les hiérarchies, préjugés et ordres sociaux du monde dit « offline ».

Merlyna Lim et Mark Kann aussi soulignent que « bien comme toute autre technologie, Internet peut renforcer des relations déjà existantes entre ceux qui contrôlent la technologie et ceux qui en consomment les produits »²²⁷. Plus spécifiquement en ce qui concerne la délibération et la mobilisation en ligne, ils contribuent à cette analyse en présentant quelques enjeux concernant l'Internet comme un espace public.

Au niveau de la délibération, ils remarquent que l'Internet contribue à la discussion citoyenne à travers un nouveau « espace interactif », dans le sens que nous avons vu chez Peraya. Lim et Kann expliquent que « si une ancienne barrière pour la démocratie était le fait que seulement un nombre restreint de personnes pourrait se retrouver dans un lieu au même temps pour mener le discours public, l'Internet permet a large nombre de personnes de se rassembler dans un espace virtuel ». En outre, ils remarquent aussi la flexibilité thématique et temporelle dans l'environnement numérique : « Même si personne n'a le temps de délibérer sur toutes les questions, l'Internet peut héberger un nombre illimité de Forums, et les citoyens peuvent participer à des questions d'importance pour eux »²²⁸.

Un autre aspect positif de la délibération en ligne selon les auteurs est la possibilité de participation des autorités publiques et des politiciens, ce qui apporterait une « plus grande légitimité dans leurs fonctions de législation et de création des politiques ». Ils expliquent que « quand les délibérants voient que leur voix est entendue, ils sont plus susceptibles de dépasser leur manque de confiance dans les autorités publiques »²²⁹.

Mais l'insertion des officiels dans les forums de délibération en ligne pose aussi certains

²²⁶*Ibid* p. 14

²²⁷ LIM, KANN, *op. cit.* p. 82

²²⁸*Ibid.* p. 83

²²⁹*Ibid.*, p. 87

soucis au niveau des participants, qui peuvent se sentir moins à l'aise en leur présence. Cette insertion peut aussi signifier, selon Lim et Kann, une « acceptation de la distribution de pouvoir existante, tout en laissant le pouvoir de délibération dans les mains des autorités qui – étant ou non partenaires – confrontent rarement l'intérêt des élites »²³⁰.

Bien que cela ne soit pas toujours le cas, le dialogue avec le pouvoir public fait partie d'une conception spécifique de luttes de pouvoir. Dans ce sens, on voit apparaître dans l'espace numérique d'autres conflits idéologiques propres à la société en soi : d'une part, le contemporain de Habermas, John Rawl, nous rappelle que « les gens ont des compréhensions différentes de ce qui est le bien commun »²³¹. D'autre part, Lim et Kann remarquent qu'une discussion qui se voit restreinte à des acteurs partageant des valeurs communes « tend à produire une plus grande polarisation et extrémisme dans des questions à caractère public »²³².

À son tour, en ce qui concerne la mobilisation en ligne, les auteurs évoquent que l'Internet permet de combiner les avantages des communications « one-to-one », une diffusion « one-to-many » et un média « many-to-many ». Dans ce sens, on voit qu'ils ne considèrent pas l'Internet comme un média passif : « Bien au contraire, il défie les structures organisationnelles classiques des mouvements sociaux, en encourageant le détournement des communications hiérarchiques et centralisées en faveur d'une structure organisationnelle plus décentralisée et distribuée »²³³. Ainsi, l'apport des réseaux numériques dans l'engagement politique résiderait précisément dans la possibilité de nouvelles formes d'action, y compris la projection de la mobilisation à une échelle globale.

Par contre, ils signalent que de tels usages ne représentent qu'une fraction de l'activité politique en ligne. Et encore, nous devons aussi prendre en compte que « bien qu'il présente quelques caractéristiques en faveur des mouvements activistes, l'Internet n'est pas un outil qui va résoudre tous les problèmes intrinsèques à la mobilisation démocratique »²³⁴. En d'autres termes, cela veut dire que la mobilisation en ligne n'est en aucun cas démocratique par nature, étant soumise aux conflits politiques de la société dans son ensemble.

Toutefois, ils concluent qu'au niveau pratique, « la mobilisation numérique a connu plus d'efficacité que la délibération en ligne ». Ils expliquent que les systèmes de règles et rapports de pouvoir inhérents à la délibération politique contrastent avec l'aspect plus souple et la nature plus distribuée de la mobilisation en ligne, qui se trouve plus proche de l'environnement informel de

²³⁰*Ibidem*

²³¹ RAWL *apud* LIM et KAN, *op. cit.*, p. 83

²³²*Ibid.* p. 84

²³³*Ibid.* p. 90

²³⁴*Ibidem*

l'Internet. Cependant, les auteurs rappellent que certains mouvements traditionnels ont du mal à comprendre les nouveaux enjeux et possibilités de ce nouveau dispositif, « en cadrant la mobilisation en ligne dans l'écologie socio-technique de la mobilisation traditionnelle ». Mais, soulignent-ils encore, si les activistes en ligne réinventent des méthodes socialement connues il se peut, « que le succès de la mobilisation en ligne soit lié à cette familiarité »²³⁵.

En tout cas, ils mettent en évidence que les « activités politiques les plus vibrantes » ont lieu « entre le privé et le privé, entre le privé et le public, et entre les sphères publiques entre elles ». Selon eux, l'imbrication entre le politique et la culture se fait dans les « couches multiples des réseaux sociaux », et cette agitation collective en ligne se constituerait, finalement, en ce qu'ils appellent une « sphère de politiques en réseau »²³⁶.

Sous cette perspective, nous percevons que plusieurs facteurs doivent être pris en compte dans une mobilisation sociale : les stratégies de constitution du pouvoir, les espaces sociaux configurés en tant que classes, les possibilités de détournement au sein d'un système, les acteurs concernés dans une situation politique donnée, la relation entre le contexte local et les enjeux internationaux, entre autres. Après les théories sur les enjeux subjectifs et structurels de l'action collective que nous avons évoquées, passons ensuite à des exemples concrets de mouvements. Plus spécifiquement, seront présentés acteurs et mobilisations ayant eu lieu depuis la moitié du XXe siècle et qui font usage des dispositifs médiatiques dans leurs luttes. Cette coupe temporelle et thématique nous permettra d'observer les enjeux et transformations par lesquels les mouvements sociaux sont passés depuis les premières évidences d'un capitalisme cognitif, afin de mieux situer la question de l'action collective dans leurs enjeux à l'heure des réseaux numériques.

3) Les acteurs de l'action collective dans les réseaux numériques

3.1) Médiactivisme

Au cours de la mise en contexte historique de la question des réseaux numériques et des enjeux de la mobilisation sociale dans les chapitres précédents, nous avons évoqué le rôle des dispositifs technologiques dans l'agencement à la fois productif et politique de la société. Plus spécifiquement, nous voyons se développer tout au long du XXe siècle un système médiatique qui accompagne la reproduction symbolique des rapports de pouvoir. Cette industrialisation des processus communicatifs a fait émerger, dans le même temps, « une production alternative d'informations qui se voulait en opposition, ou en marge, de ce qui était diffusé par les médias dominants (...) cherchant à produire d'autres manières de raconter le monde »²³⁷, comme

²³⁵*Ibid.* p. 92

²³⁶*Ibid.* p. 92-93

²³⁷ CARDON, GRANJON, *op. cit.* p 7

remarquent les sociologues Fabien Granjon et Dominique Cardon.

Cette production s'agit souvent d'une prise de position politique par rapport à l'ordre établi et est considérée comme une forme d'activisme, faisant de la communication un outil de lutte. Ils désignent ce type de mouvement par « médiactivisme », défini par eux comme des « mobilisations sociales progressistes qui orientent leur action collective vers la critique des médias dominants et/ou la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production d'information »²³⁸. Selon leurs enjeux et pratiques particulières, ces médias peuvent être appelés « alternatifs », « indépendants », « libres », « pirates », « communautaires », « tactique », entre autres. Cette production militante d'information peut ainsi trouver plusieurs formes et porter différentes dimensions de ce que serait une communication émancipée. Plus précisément, les deux sociologues observent deux types distincts de critique au système des médias, qui conduisent à deux formes différentes de mobilisation et d'appropriation des moyens de communication : la critique contre-hégémonique et la critique expressiviste.

La critique contre-hégémonique

Ce qu'ils appellent la « critique contre-hégémonique »²³⁹ se consacre à la création de « contre-pouvoirs » critiques, tout en évoquant « les médias dominants comme des vecteurs de propagande des pouvoirs économiques et politiques ». Ils s'engagent à la veille de la production médiatique, critiquent la reproduction de la pensée unique et dénoncent la « mauvaise hiérarchisation des priorités de l'agenda public », résultat de la relation d'influence entre les entreprises médiatiques et les sphères de pouvoir. Notamment influencé par l'approche des sciences sociales, cette critique met en évidence le système propriétaire des industries de média. La régulation structurelle est ainsi pointée comme la principale issue pour un « rééquilibrage des flux d'information », à travers la consolidation du secteur public et l'autonomisation de la production d'information par rapport aux exigences de marché.

Les médias dits « révolutionnaires » en sont de bons exemples: la presse partisane et syndicale comme canal de dialogue entre les leaders politiques et le mouvement, et le cinéma militant engagé dans la dénonciation des structures de pouvoir à travers la réappropriation du langage audiovisuel. Bien que ces expériences aient joué un rôle central dans le développement des formes communicatives politisées, elles ont aussi entretenu quelques contradictions dans ces modes de fonctionnement : si d'un côté le modèle industriel des médias hégémoniques est remis en question, de l'autre ces pratiques en viennent à reproduire certaines formes de domination

²³⁸*Ibid.* p 8

²³⁹*Ibid.* p. 14

symbolique, en fonction des hiérarchies au sein de la production d'information, du poids donné à l'expertise, et de la faible interaction entre créateurs et le public. Granjon et Cardon remarquent que la forme contre-hégémonique est aussi critique en fonction de la survalorisation de schémas economicistes et structurels de la communication, qui pourtant ne rompent pas forcément avec la logique communicative qu'ils critiquent. Sous la perspective de médiactivistes plus « expressivistes », il serait un « dispositif de reproduction du système de domination sociale » à travers un déterminisme économique qui « étouffe les questionnements les plus importants sur les pratiques sociales de la communication »²⁴⁰.

La critique expressiviste

À son tour, la deuxième forme que les sociologues identifient dans les pratiques médiactivistes serait précisément cette « critique expressiviste ». Il s'agit de la compréhension de la « production d'information comme un instrument d'émancipation, plutôt que comme moyen de lutter contre la reproduction de la domination symbolique ». Les partisans de cette critique rejettent la concurrence avec les médias dominants, préférant s'engager à la remise en question du rôle de l'information dans la société en soi. S'enracinant dans les tensions sociales et culturelles, les individus sont invités à « maîtriser les instruments de représentation et de symbolisation de leurs propres contradictions ». Ils revendiquent une émancipation communicative non seulement dirigée vers le large concept des masses, mais tenant compte aussi des minorités et visant une réappropriation à la fois individuelle et collective, sous une perspective interactive de l'usage.

Et si la critique contre-hégémonique présente des traits d'un déterminisme économique, la perspective expressiviste est susceptible d'être interprétée comme un déterminisme technique, une fois que le potentiel de nouvelles technologies dans la résolution des contradictions de la société peut sembler surestimé. Les théories sur « l'intelligence collective », la « révolution post-médiatique » et une supposée « société d'information » en sont des exemples. Granjon et Cardon expliquent que ces approches sont susceptibles d'être critiquées dans leur « croyance en la possibilité d'une participation pleinement ouverte, ainsi que des postulats faisant du progrès technique une source évidente du progrès social »²⁴¹. En outre, le refus des cadres sociologiques d'analyse pourrait les conduire à une surestimation des phénomènes « micro », « remplaçant les avant-gardes politiques par des avant-gardes technologiques » et négligeant certains les « rapports de force qui structurent le champ de la communication ».

²⁴⁰*Ibid* p. 21-22

²⁴¹*Ibid* p. 19-20

3.2) Les Nouveaux Mouvements Sociaux

À partir de ces deux critiques, nous voyons que le champ du médiactivisme présente des portées, acteurs et formes d'action distinctes. Dans les années 60 et 70, par exemple, un grand nombre d'expériences médiatiques politisées ont été menées au-delà de la doctrine marxiste-léniniste de gauche, sous l'inspiration de l'essor de la psychologie – qui met en avant l'aspect subjectif des individus - et des études culturelles²⁴² - qui signale le rôle des interactions culturelles dans la construction sociale de la réalité. Nous voyons ainsi la mise en évidence de thématiques et d'acteurs qui n'étaient pas pris en compte comme politiques dans la lutte traditionnelle, tels que les questions concernant les femmes, les Noirs, les immigrants, les homosexuels, l'écologie, etc. Ces nouvelles formes d'action collective ont été appelées les « Nouveaux Mouvements Sociaux » (NMS).

Ronald Inglehart²⁴³ observe qu'il s'agit d'une rupture par rapport à la société dite « post-industrielle », qui a suivi les révolutions industrielles et qui portait des revendications considérées comme « matérialistes ». Si les mouvements politiques de cette période s'intéressaient plutôt à des questions liées à l'organisation de la production, les nouvelles expériences se déroulant dans une société « post-matérialiste » présentent des enjeux autres, concernant l'identité et la subjectivité, par exemple. Ce processus s'accompagne en effet de l'avènement du « capitalisme cognitif » que nous avons évoqué dans le chapitre précédent. Yann Moulier Boutang ajoute que « les catégories (plus ou moins stables) héritées du capitalisme industriel vacillent avec lui »²⁴⁴, d'où vient la revendication pour l'entrée des nouveaux acteurs dans la sphère de l'action militante. Il explique qu'il faut faire « entrer en ligne de compte ce que les mouvements de libération ont placé avant la lutte contre l'exploitation: le sexe, le genre, l'âge, la citoyenneté, l'appartenance ethnique, la religion, le phénotype, l'histoire coloniale. Le bon vieux « Peuple » des révolutions se bigarre, se multiplie ».

Felix Guattari remarque également qu'il s'agit d' « immenses minorités qui, ensemble, constituent la plus grande part de la population de la planète »²⁴⁵. Il explique que ces « groupes autonomes » sont reliés par certains aspects subjectifs inhérents à ces acteurs, ce qui leur confère un caractère identitaire. Selon Alberto Melucci, il s'agit d'une « politisation de la sphère privée ²⁴⁶, qui revendique une participation plus directe dans la politique à travers la prise en charge des

²⁴²De l'anglais « *Cultural studies* »

²⁴³INGLEHART, Ronald. *The silent revolution*, Princeton : Princeton University Press, 1977

²⁴⁴BOUTANG, *op. cit.* p.187

²⁴⁵GUATTARI, ROLNIK, *op. cit.* p. 34

²⁴⁶MELLUCI, Alberto. « The new social movements : A theoretical approach ». *Social Science Information*, vol 19, n°2, p. 199-226

problèmes spécifiques (tels que la discrimination raciale, l'avortement, la légalisation des immigrants, etc), au lieu de vouloir changer le système entier d'un coup²⁴⁷. Dans ce sens, ils ont été considérés « nouveaux » non seulement au niveau des problématiques évoquées, mais aussi au niveau de la forme des luttes. Boutang observe même une « aversion instinctive des mouvements institutionnels de représentation vis-à-vis des nouveaux venus dans la danse ». Désormais moins strictement orientés strictement à partir de la division de classes marxiste, ces mobilisations se voient souvent fondées sur les principes de la solidarité, de la spontanéité et du rejet de hiérarchies.

Toutefois, le sociologue Lilian Mathieu dénonce la « surestimation de la nouveauté », en présentant quelques pondérations sur les caractéristiques attribuées aux NMS : il souligne par exemple que certains mouvements tels que le féminisme et l'écologisme ne sont pas tout à fait « nouveaux », existant depuis le XIXe siècle. Mathieu souligne aussi que cette approche temporelle tend à une perspective « évolutionniste », comme si ces mouvements n'avaient plus rien à voir avec les mouvements sociaux précédents – ce qui prend plusieurs fois la forme d'une disqualification des modes traditionnels d'engagement. En outre, en ce qui concerne des questions telles que la subjectivité et l'identité, il explique que « tout mouvement social étant, peu ou prou, porteur d'un ordre social harmonieux », il comprend alors « une composante morale au moins implicite » et une « dimension identitaire minimale »²⁴⁸.

Le mai 68

Les événements de mai 1968, particulièrement en France, sont considérés comme une des expressions les plus emblématiques de l'émergence de ce type de mouvement. Comme nous l'avons vu, le développement du capitalisme sous un nouveau paradigme, celui de la cognitivité, a conduit à une « déterritorialisation des processus productifs » et à une « assimilation progressive de la société à la logique du développement capitaliste », selon l'expression de Felix Guattari et Antonio Negri. Selon eux, cet « assujettissement politique et culturel » va à l'encontre d'une nouvelle génération d'étudiants qui ne se voit pas encadrée dans l'organisation sociale de la production industrielle. Confrontés aux valeurs encore traditionnelles et à la morale rigide de la société, ces jeunes ont ainsi cherché à mettre à jour « des nouveaux types de conflictualité politique et micro-politique »²⁴⁹.

Dans ce sens, les principales revendications qui ont éclaté à ce moment allaient au-delà des

²⁴⁷Plus sur ce sujet, voir HOLLOWAY, John. *Changer le monde sans prendre le pouvoir*. Paris : Ed. Syllepse, 2008 et SHIRKY, Clay. *Here comes everybody: the power of organizing without organization*. New York: The Penguin Press, 2008.

²⁴⁸MATHIEU, *op. cit.* p. 31

²⁴⁹GUATTARI, NEGRI, *op. cit.* p.27 - 30

soucis particuliers au monde du travail, portant l'accent sur la libération des coutumes, le rapport entre hommes et femmes dans la société, la rigidité du système universitaire, ainsi que le monopole d'État sur le système médiatique - ce qui a débouché sur le mouvement des radios libres, comme nous le verrons bientôt. En gros, il s'agissait d'un questionnement existentiel de l'émancipation et de l'autonomie des individus. Pour Guattari et Negri, les événements de 1968 ont évoqué une « possibilité immédiate de la conscience et de la praxis collective »²⁵⁰, et son principal apport réside dans le fait que « son objectif ne fut pas une simple émancipation mais une véritable libération »²⁵¹. Guattari les identifie encore comme un « intense mouvement de révolution moléculaire à des degrés divers », signalant le rôle de la création artistique, de la mobilisation sociale, et des « Groupes de Recherche et d'Intervention » articulés avec d'autres luttes (le groupe de travail sur la psychologie, par exemple, a contribué à la réforme du système psychiatrique dans les années 70, ce qui a affecté l'activité du secteur dans plusieurs pays).

Toutefois, il explique que d'une manière générale, c'étaient les « tendances dogmatiques, de groupes, qui continuaient à contrôler et animer la vie politique ». Dans ce sens, « le fait que ces mouvements n'ont pas débouché sur un vrai rapport de force dans le champ social, politique et global a laissé le terrain libre à des contre-offensives réactionnaires pour toutes espèces de formes de récupération ». Le modèle gauchiste qui posait l'avant-garde séparée des masses s'est confronté à cette « auto-production organisationnelle », et l'avènement de nouvelles revendications concernant la subjectivité a été considéré par eux comme un dysfonctionnement. Ainsi, on voit dans la période « post-68 » une éclosion de théories « s'engageant à montrer que toutes ces perspectives étaient complètement insignifiantes, ou même, folie ou bêtise »²⁵².

Mais si les agitations de 1968 ne se sont pas concrétisées par des réformes institutionnelles immédiates, les événements en France n'étaient pas détachés des mobilisations culturelles ayant lieu dans d'autres pays à la même époque. Guattari et Negri remarquent que « les mouvements surgissaient à un niveau de globalité que seul pouvait assumer un type de prise de conscience correspondant à l'engagement dans un processus historique de singularisation »²⁵³. Le déplacement de l'approche vers des questions concernant la subjectivité va avec le ré-agencement de l'usage des dispositifs communicatifs, touchant bien évidemment l'action médiactiviste qui nous intéresse ici. Dans ce sens, Granjon et Cardon soulignent que « le début des années 70 voit se développer un activisme informationnel dont la principale caractéristique est de porter la lutte

²⁵⁰*Ibid.* p. 23

²⁵¹*Ibid.* p. 31

²⁵² GUATTARI, ROLNIK, *op. cit.* p. 192 - 193

²⁵³GUATTARI, NEGRI, *op. cit.* p. 31

idéologique à l'échelle internationale »²⁵⁴.

Les médias communautaires

Dans cette effervescence, on voit aussi la consolidation de dispositifs médiatiques communautaires tels que journaux, radios et télévisions locales, engagés à l'appropriation technologique contre le « colonialisme informationnel ». Ces « médias communautaires » se sont organisés généralement autour des compositions militantes locales et ont eu souvent le support d'organisations non-gouvernementales, groupes syndicaux, religieux et professionnels. Cet activisme s'envisage à un niveau local et à partir du quotidien, forgeant un « nouvel espace de possibles contre-pouvoirs », selon l'expression de Granjon et Cardon. Ils expliquent que ce mouvement part du constat selon lequel « si les institutions internationales ne sont pas en mesure d'apporter leur soutien à un rééquilibrage des flux d'information, c'est aux populations définies à travers leurs appartenances locales, sociales, culturelles ou politiques de construire leurs propres médias »²⁵⁵.

Cette autonomisation de l'action politique se trouve dans un contexte de déréglementation des structures de pouvoir à une échelle internationale qui a bien évidemment touché la dynamique des mouvements sociaux. Guattari et Negri évoquent les événements de 1968, qui à leurs yeux ont contribué à mettre en évidence que « la crise du politique ne se réduisait pas, comme la droite la plus réactionnaire a voulu le croire, à de simples dysfonctionnements économiques, indépendants du politique, mais qu'elle résultait d'une rupture dans la capacité des institutions à se transformer »²⁵⁶. Sur ce point, Armand et Michèle Mattelart ajoutent que ce déplacement vise à « rompre avec la tradition économiciste du mouvement ouvrier international prompt à condamner les expériences qui osaient mettre la culture avant l'économie, la conscience avant l'infra-structure »²⁵⁷.

Fondé sur le caractère participatif, les médias communautaires présentent, d'après Granjon et Cardon, une « tout autre manière d'appréhender la question de la production d'information »²⁵⁸ : la résistance aux formes de domination symbolique se fait à travers la diffusion de contenus afin de stimuler la discussion sur les problèmes sociaux et de « dénoncer le système social plus global dont les médias de masse ne sont qu'une des composantes »²⁵⁹. Cette « réappropriation par les

254CARDON, GRANJON, *op. cit.* p. 47

255*Ibid.* p. 60

256 GUATTARI, NEGRI, *op. cit.* p. 38

257 MATTELART, Armand et Michèle. *Penser les médias*, Paris : La Découverte, 1986

258CARDON, GRANJON, *op. cit.* p. 58

259*Ibid.* p. 63

sujets des outils de représentation du monde » est comprise par Franco Berardi comme une « réappropriation de la parole », en rupture avec les « effets de sémiotisation produits par son utilisation sociale », non seulement dans son contenu, mais aussi au niveau de sa structure. Il explique que cette communication indépendante cherche une utilisation active des technologies de communication « dont la fonction structurelle est d'induire la passivité de l'utilisateur »²⁶⁰.

Le mouvement des radios libres

C'est le cas, par exemple, du mouvement des radios libres, que Berardi identifie comme une « auto-organisation du travail cognitif ». Il explique qu'il ne s'agit pas d'une réaction au pouvoir en lui opposant une force égale, mais plutôt à travers l'introduction de « facteurs de déviation » tels que l'ironie, le bouleversement du professionnalisme et de l'esthétique radiophonique, la participation du public dans les émissions, etc. La concentration des dispositifs médiatiques - soit par le monopole d'État en Europe, ou par la force des oligopoles de communication dans des pays du Tiers-Monde - était dénoncée depuis la fin des années 60. Pendant les agitations de mai 1968, la diffusion des informations concernant l'état des manifestations par voie téléphonique en direct suggérait une possibilité de détournement du blocage médiatique imposé par le gouvernement aux événements. Berardi met encore l'accent sur le fait que « la voix de l'auditeur a été un scandale puisque cela détruisait le filtre entre émetteur et récepteur par lequel fonctionnait le pouvoir médiatique ».

La radio étant une média de diffusion d'informations à large échelle plus abordable techniquement, financièrement et socialement que la télévision, elle a été ainsi récupérée par plusieurs mouvements. Bien évidemment, ce type de médiactivisme trouve différentes formes, depuis l'utilisation par les mouvements sociaux traditionnels comme un outil supplémentaire dans la diffusion d'informations (s'approchant d'un positionnement contre-hégémonique), jusqu'à des collectifs alternatifs s'intéressant plutôt à l'expérimentation esthétique et à la production indépendante de l'information (renvoyant de cette façon à la critique expressiviste). Le collectif français Radio Libre Populaire évoque cependant que

la radio ne doit pas être une entreprise d'information de plus, même de 'gauche', qui distribue des temps de parole avec parcimonie, charité ou générosité, mais un lieu ouvert que toutes les expressions des pratiques populaires s'approprient et développent. (...) L'espace ainsi créé n'est pas seulement l'expression de ce qui est contre, mais se fait l'écho de toutes les expériences pour un quotidien nouveau, différent²⁶¹.

²⁶⁰BERARDI, *op. cit.*

²⁶¹ Collectif Radio libre populaire, *Les radios libres*, Paris : Maspero, 1978, p. 24-26

Parmi les nombreuses expériences de radio libre qui ont vu le jour dans différents pays, le cas italien reste un exemple emblématique du mouvement. Le chercheur sur les médias Olivier Blondeau nous raconte que dans les grandes villes du pays, des radios libres ont été installées dans nombreux centres sociaux occupés par l'initiative populaire et se sont ainsi vu insérer sur les dynamiques locales. Fonctionnant comme des espaces de socialisation, de partage et d'apprentissage, « ces centres sociaux sont devenus de véritables “laboratoires” en termes de démocratie participative, d'innovation technologique et de création artistique ». Il explique que le médiactivisme italien a proposé un usage alternatif des médias « inscrit dans une tradition de réflexion et d'expérimentation sur la technique elle-même, sur son sens et sur ses finalités ». Cela doit beaucoup à la rencontre entre activistes et penseurs qui ont cherché à mettre en avant leurs expériences « au-delà d'une critique contre-hégémonique des médias de masse »²⁶².

Felix Guattari, par exemple, a été un grand enthousiaste de ce mouvement. Il a collaboré avec l'italienne Radio Alice, la française Radio Tomate et a fondé avec Deleuze, Foucault et d'autres l'Association pour la libération des ondes en 1977 en France. Il observe dans ces expériences la conjonction de divers « niveaux macro-politiques » qui ont, selon lui, conduit à une reconfiguration de la question des médias en France : « l'articulation des radios libres se posait au niveau des luttes juridiques visant le changement des lois concernant le monopole, au niveau des luttes de solidarité contre la répression, et au niveau d'une collaboration technique afin d'échanger et de fabriquer des matériaux »²⁶³.

Bien que la réappropriation des dispositifs médiatiques comme une arme politique ait joué un important rôle dans l'entrée de nouveaux acteurs en scène et dans la configuration du médiactivisme à une échelle globale, le mouvement s'est aussi vu confronter à des impasses : au niveau structurel, l'accès aux grands réseaux de communication a été mis en difficulté par les régulateurs nationaux, pas toujours favorables aux initiatives indépendantes, ainsi que par le grand nombre de demandes d'espace dans le spectrum, qui ne pouvait pas contenir toutes les nouvelles radios émergentes, ou toutes les nouvelles radios qui avaient émergé. Mais les courant plus indépendants du mouvement ont également fait face à la tendance à la professionnalisation et à la commercialisation des nouveaux médias communautaires qui ont surgi et que, sous différents motivations, ont cédé aux contraintes de l'insertion dans une sphère médiatique plus large.

De la démocratisation de la communication à la communication comme un droit

²⁶²BLONDEAU, Olivier. *Devenir média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*. Paris : Ed. Amsterdam, 2007, p. 79-86

²⁶³GUATTARI, ROLNIK, *op. cit.* 146

Olivier Blondeau nous rappelle que « la filiation entre les médias communautaires libres et associatifs ne s'inscrit pas dans une perspective strictement linéaire, (...) elle s'accompagne d'éléments de rupture, de retours critiques et de tentatives de dépassement des erreurs passées »²⁶⁴. De cette façon, nous constatons que la mise en avant de la question de la communication comme un domaine spécifique présente, bien évidemment, plusieurs enjeux et même des contradictions parmi les différents acteurs que s'y engagent. Les formes que ces mobilisations peuvent prendre varient en ce qui concerne les conceptions, les demandes principales et les modes de lutte. Plus spécifiquement, le chercheur Adilson Cabral observe à partir des années 1980 un déplacement de la notion de « démocratisation de la communication », vers la revendication du « droit à la communication »²⁶⁵.

Il explique que le premier se consacre à « revendiquer ce que cette activité a de plus vital, c'est-à-dire la dimension originale de dialogue et d'horizontalité de la communication ». Cette perspective comprend la question de la démocratisation de la pratique communicative comme une condition essentielle à une société émancipée, revendiquant la normalisation de l'activité au travers de lois et politiques publiques. Cependant, la mise en avant de l'inégalité du système médiatique à être régulé, plus que la capacité de détournement des agents, fait en sorte que son action se voit restreinte à des pratiques militantes et d'avant-garde politique. Cette vision se rapproche de la critique contre-hégémonique présentée ci-dessus, puisqu'engagée en même temps dans la dénonciation de la concentration des pouvoirs dans le secteur et dans sa réglementation institutionnelle. En outre, l'accent mis sur le rôle potentiel de la communication dans la démocratisation de la société suggère un certain déterminisme à la fois technique et économique : d'une part, nous voyons sur-évalué le potentiel d'une technologie à résoudre des questions sociales, qui sont aussi soumises à d'autres rapports de forces. D'autre part, la question est évoquée comme si le changement de propriété d'une structure, dans ce cas, des médias, suffirait pour changer la société dans son ensemble.

À la fin années 80, l'alliance que nous avons évoquée entre les réseaux nationaux et continentaux de médias alternatifs a contribué, selon l'expression de Granjon et Cardon, à un « renversement de perspective qui signe l'abandon de la critique contre-hégémonique au profit de la fabrication, par le bas, de médias expressivistes »²⁶⁶. Autrement dit, il s'agissait d'un déplacement de l'approche de la « démocratisation de la communication » vers l'idée de « la communication

264BLONDEAU, op. cit. p. 64

265CABRAL, Adilson. « Participação social e tomada de decisão na comunicação brasileira : A I Conferência Nacional de Comunicação », XI Congresso Latinoamericano de Investigadores da Comunicação, Mai 2012, Montevideo, Uruguay.

266CARDON, GRANJON, op. cit. p. 53

comme un droit ». Plus que simplement démocratiser la communication en tant qu'activité, cette perspective intègre aussi d'autres dimensions qui étaient mises en évidence à ce moment-là dans l'agenda des nouveaux mouvements sociaux à une échelle mondiale : la liberté d'expression et de presse, l'accès à l'information mais aussi aux moyens de production de contenus, la diversité culturelle, etc. Nous voyons ainsi que l'accent mis sur la communication comme une pratique émancipatrice en soi, comprenant tout le corps social, peut renvoyer à une tendance plus expressiviste dans sa critique.

Il s'agit, selon Cabral, de la défense « du droit à la communication de tous, pour tous, et par tous », à travers la « mobilisation de ceux qui cherchent à l'exercer plus directement dans la pratique »²⁶⁷. Du côté institutionnel, il explique que le rapport McBride publié en 1980 (dont nous avons parlé dans la première partie) a marqué le début de ce débat, mais que c'est précisément le redimensionnement de l'Article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en 1994, qui vient à affirmer cette perspective :

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit²⁶⁸.

Ce déplacement de perspective n'a pas, bien évidemment, remplacé les mouvements précédents, ni effacé toutes les inégalités liées à cette mobilisation. Il s'agit plutôt d'une mise à jour des questions concernant la communication à la lumière d'un mouvement global qui s'y dessinait.

3.3) Le mouvement altermondialiste

À ce point, nous ajoutons un facteur fondamental qui marque la différence entre les mouvements sociaux que nous avons vu jusqu'ici et ceux qui ont émergé à partir des années 1990 : la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre idéologique entre d'un côté, un système capitaliste et, d'autre côté, un régime socialiste. Cette année-là, il y a même eu ceux qui ont fêté « la fin de l'histoire ». L'analyste américain Francis Fukuyama annonçait dans un article publié à l'été 1989 que

le triomphe de l'Occident, de l'idée occidentale, est tout d'abord évidente en ce qui concerne l'épuisement total des alternatives viables systématiques au libéralisme occidental. (...) Ce à quoi nous assistons peut-être n'est pas seulement la fin de la guerre froide, ou le passage d'une période particulière de l'histoire d'après-guerre, mais la fin de l'histoire en tant que telle : c'est le point final de l'évolution

²⁶⁷CABRAL, op. cit.

²⁶⁸<http://www.un.org/fr/documents/udhr/#a19>

idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain²⁶⁹.

Nous voyons ainsi pendant les années 1990 un déploiement du capitalisme dans sa forme néolibérale se présentant comme la meilleure solution économique pour les sociétés, et la mondialisation comme une conséquence naturelle et positive de ce qui était considéré comme un vrai progrès dans l'histoire de l'humanité. La mise en réseau des marchés financiers allait de pair avec le fleurissement de la consommation capitaliste et la célébration dans les médias de ce nouveau tournant historique, faisant des opinions contraires à ce type de développement quelque chose de presque inexistant dans une large échelle à l'époque.

Le mouvement zapatiste

Yves le Bot remarque que « les années 1989-1992 ont vu le monde bipolaire laisser la place à un monde globalisé » et ajoute que cela a correspondu au « déclin des mouvements révolutionnaires en Amérique Latine », qui se sont vu convertir à la voie électorale et à la bataille institutionnelle²⁷⁰. Sur le continent américain, on célébrait au début de la décennie le « cinquième centenaire de la Découverte de l'Amérique », considéré par les élites politiques comme « la première mondialisation ». Néanmoins, l'événement a été dénoncé par des secteurs indigènes à travers l'Amérique latine, dans le sens à la fois d'une affirmation identitaire et une revendication sociale : « commémorer les cinq cents ans en rappelant la réalité, la leur [des indigènes] : cinq siècles de résistance contre la domination »²⁷¹.

Le Bot met en avant qu'il n'existe pas vraiment de mouvement indigène organisé à l'échelle continentale (sous une perspective sociologique et occidentale de « mouvement », bien évidemment). Il explique ainsi que malgré ce fait et la restreinte portée médiatique de la mobilisation, l'occasion a contribué à la remise en évidence du mouvement de guérilla indienne des Zapatistes, au Chiapas, zone rurale du Mexique. Par ailleurs, les négociations autour de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)²⁷² entre les États-Unis, le Canada et le Mexique se trouvaient en plein essor à l'époque. Cet accord était pris par les zapatistes (trouvant un relatif support populaire auprès des citoyens mexicains) comme un prolongement de la domination en question, où l'ouverture aux marchés externes impliquerait le désengagement de l'État sur des

²⁶⁹FUKUYAMA, Francis. « The end of History? » *The National Interest*, Summer 1989. (Disponible sur <http://www.wesjones.com/eoh.htm>)

²⁷⁰LE BOT, Yves. « Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale ». In : WIEVIORKA, Michel. *Un autre monde... voix et regards*. Paris : Ed. Ballard, 2003, p. 130 - 131

²⁷¹LE BOT, *op. cit.* p. 132

²⁷²Nord American Free Trade Agreement (NAFTA), en anglais

politiques plus sociales telles que les subventions à l'économie paysanne. Ainsi, le 1er janvier 1994, jour d'entrée en vigueur de l'ALENA, les Zapatistes se soulevèrent en dénonçant ces mesures, et sont ainsi considérés comme le premier mouvement contre la mondialisation libérale.

Les nouvelles technologies d'information et communication ont eu un rôle majeur dans la prolifération de la mobilisation. Notamment l'Internet, qui commençait à se populariser dans les foyers, et dont la configuration décentralisée permettait la mise en place de la logique de rhizome revendiquée par les zapatistes, en opposition à la configuration verticale des partis de gauche traditionnels. La lutte paysanne s'est répandue à une échelle mondiale (bien qu'encore restreint aux cercles d'activistes) grâce à des intermédiaires qui ont mis en ligne les déclarations et ont ainsi fait écho à la mobilisation. Cette stratégie a été considérée par les secteurs plus conservateurs et les médias traditionnels comme une « cyber-guerre » : un « mode émergent de conflits sociaux », organisés en termes de « vastes réseaux multi-organisationnels sans identité nationale précise, affirmant émaner de la société civile », qui appliquent « une faible part de formes de guerre traditionnelles » combinée à des « stratégies et technologies adaptées à l'âge de l'information », générant un « prototype de guerre de réseau, sociale et militante »²⁷³.

Bien que l'aspect informationnel de l'insurrection zapatiste ait eu un poids considérable dans la diffusion du mouvement, Le Bot remarque que son principal apport a été l'élaboration d'un « nouveau discours politique » : mettre en évidence une « quatrième guerre mondiale » (la Guerre Froide étant la troisième), celle du néolibéralisme contre l'humanité. Deux ans après, la résistance s'étayait sous la forme d'une « rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme », réalisée au Chiapas en 1996 et rassemblant environ trois mille personnes d'une quarantaine de pays. Le Bot souligne que la plupart des participants étaient issus de ce que nous avons appelé « des nouveaux mouvements sociaux »²⁷⁴. Il précise que

ce moment, l'un des plus féconds, est celui d'une réflexion du mouvement sur lui-même qui en manifeste le caractère novateur et lui procure un écho mondial (...) où convergent des luttes ayant chacune leur spécificité, [et] qui reconnaissent un adversaire commun, le néolibéralisme.²⁷⁵

En refusant la limitation aux frontières nationales ou partisans, la mondialisation des mouvements sociaux est perçue comme une riposte au néolibéralisme à l'échelle globale et une possibilité de renforcement de la lutte sur différents fronts. Dans les mots du leader zapatiste, le

²⁷³John Arquilla et David Ronfeldt, « Cyberwar is coming ! », *Comparative strategy*, 1993, 12 (2) et John Arquilla et David Ronfeldt, Graham E. Fumner et Melissa Fuller, *The Zapatista Social Netwar*, Rand, Santa Monica, Californie, 1998. apud LE BOT

²⁷⁴Dans ce sens, *la faible participation des militantes de l'Amérique Latine peut être expliquée par le fait que la plupart d'entre eux était engagé dans la gauche traditionnelle contre les dictatures militaires, et ne partageaient pas des principes des guérillas dont l'objectif n'est pas prendre le pouvoir.*

²⁷⁵LE BOT, *op. cit.* p.135

commandant Marcos, il s'agit d'un « réseau de voix qui naissent de la résistance, et qui reproduisent cette résistance à travers d'autres voix jusqu'ici muettes et solitaires »²⁷⁶.

Les mobilisations à Seattle

Ce réseau que le commandant Marcos revendiquait à la clôture de la rencontre de 1996 au Chiapas, a vu le jour en décembre 1999 à Seattle, aux États-Unis. Lors du premier sommet de la récemment établie Organisation Mondiale du Commerce (OMC), des milliers de manifestants se sont rassemblés dans la ville en fermant les voies d'accès au Théâtre Paramount, où la conférence devait prendre place, et ont empêché l'arrivée des délégués, conduisant à l'implosion de la rencontre. Le chercheur Eric Fourgier explique que cette mise en évidence de la critique à la mondialisation fait partie du croissant intérêt pour le sujet au cours des années 1990. Entre 1994 et 1999, plusieurs campagnes et réseaux transnationaux de mouvements sociaux ont vu le jour²⁷⁷. Dénonçant les effets pervers de la mondialisation et les activités des principaux acteurs internationaux, les mobilisations visaient l'insertion de ces questions dans l'agenda global. Reprenant le débat initié au Chiapas, la mouvance de Seattle a ainsi « ouvert une sorte de brèche dans un consensus global, certes en grande partie permissif, qui semblait alors exister sur la 'mondialisation heureuse' »²⁷⁸.

Dans ce sens, si les zapatistes ont fourni les bases pour la configuration d'un mouvement s'opposant au néolibéralisme mondial, les manifestations de Seattle ont été la première occasion pour l'altermondialisme de trouver une véritable répercussion dans les médias. Fourgier remarque que Seattle a représenté un tournant dans le mouvement, puisque c'était la première fois que « les différents groupes qui s'exprimaient jusqu'alors de façon séparée » ont formé une « vaste coalition », ce qu'il identifie comme une « formule gagnante » : un rassemblement de groupes assez divers à l'occasion de chaque sommet important visant son blocage²⁷⁹, à travers une « masse » de manifestants pacifiques contrastant avec l'action directe d'activistes plus radicaux (les « Black blocks »). Il met en avant que la visibilité médiatique du mouvement est pour beaucoup due à cette conjonction de facteurs : « sans la masse des manifestants pacifiques, ces mobilisations n'auraient pas été considérées comme dignes d'intérêt, tant par les médias que par d'autres types d'acteurs », alors que « sans les actes de violence les médias se seraient beaucoup moins intéressés aux

²⁷⁶*Ibidem*

²⁷⁷ Par exemple, le Global Trade Watch (<http://www.citizen.org/trade/>), l'Action mondiale des peuples (<http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/indexfr.htm>) et l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, ATTAC (<http://www.france.attac.org/>)

²⁷⁸FOUGIER, Eric. *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?* Paris : Lignes de Repères, 2004, p. 28

²⁷⁹Susan George, *vice-présidente de l'ATTAC, évoque lors de l'ouverture du 1^o FSM que* « Où qu'ils soient, certains d'entre nous y seront également » (*In* : FOURGIER, *op. cit.*, p. 27)

manifestations et l'impact des altermondialistes aurait été bien moins fort »²⁸⁰.

De l'anti-mondialisme au alter-mondialisme

Si le terme « mondialisation » se voit appliqué à des contextes extrêmement variés, l'expression « altermondialisme » n'est pas moins conflictuelle. Il ne s'agit pas d'un mouvement structuré, mais plutôt d'un rassemblement de la société civile (c'est-à-dire d'organisations issues ni de la sphère publique, ni de la sphère privée) sous la forme d'une « lutte globale contre toutes les formes de domination et d'oppression », d'après l'expression du philosophe et altermondialiste Patrick Viveret²⁸¹. Dénonçant le modèle néolibéral comme une manière de « proposer une nouvelle cohérence » à un système capitaliste en crise, le mouvement vise la mise en évidence de la mondialisation libérale comme une « construction politique » au lieu d'« un processus 'naturel' et irréversible »²⁸².

Sous l'égide du « penser global et agir local », ces mobilisations ont cherché à aller au-delà du stade de dénonciation, organisant des rencontres, débats et activités afin de proposer des alternatives concrètes aux problèmes identifiés. Dans ce sens, nous voyons un déplacement symbolique d'un mouvement « anti »-mondialiste vers un « alter »-mondialisme²⁸³, un approche plus constructive que de simplement s'opposer au processus de mise en réseaux mondial de l'économie et de la politique. En fait, le terme « anti-mondialisation », adopté au début des mobilisations, a été répandu surtout par les médias de masse, qui ont cherché à mettre en avant le caractère restrictif et violent du mouvement, en dépit de ses engagements plus profonds. Fourgier explique que « l'emploi de tel ou tel terme pour définir cette forme de contestation est le résultat d'un rapport de force et d'une influence des mouvements, en particulier sur les médias »²⁸⁴.

Il attire l'attention sur le fait qu'il s'agit, avant tout, des débats concernant la sphère locale, qui se voient répandus à une échelle mondiale. De cette façon, la proportion que l'altermondialisme prend dans chaque localité est soumise à la situation et aux caractéristiques du pays, tels que son niveau d'intégration à l'économie mondiale et sa culture et histoire politique. Ainsi, « les spécificités locales non seulement restent fortes, mais en plus affectent les positions des mouvements altermondialistes ainsi que leurs cibles »²⁸⁵.

²⁸⁰FOURGIER, *op. cit.*, p. 28

²⁸¹VIVERET, Patrick (et al). *Où va le mouvement altermondialisation ? ...et autres question pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*. La Découverte, 2003.

²⁸²FOURGIER, *op. cit.* p. 20

²⁸³ Fourgier raconte que l'expression a été forgé par Arnaud Zacharie, porte parole d'Attac Belgique, lors de la deuxième édition du FSM (In : FOURGIER, *op. cit.* p. 23)

²⁸⁴*Ibidem*

²⁸⁵*Ibid.* p. 41

D'après son enquête sur le mouvement altermondialiste, il met en évidence quelques différences entre les mobilisations dans différents régions : d'une manière générale, il remarque que dans les pays industrialisés, les critiques concernent plutôt les entreprises multinationales, et plus spécifiquement, aux États-Unis en dénonçant la question des corporations, et en Europe, la dimension financière et culturelle de la mondialisation. À son tour, il observe qu'en Asie et en Afrique les mobilisations sont dirigées vers les gouvernements locaux alors que en Amérique Latine c'est l'impérialisme des institutions financières qui est le principal condamné, sous une compréhension de la mondialisation comme un processus de « re-colonisation »²⁸⁶.

Encore, Manuels Castells nous rappelle que la mise en réseau de la société permet le contact avec des réalités diverses qui peuvent être éloignées au niveau du territoire mais assez proches au niveau de la subjectivité. Ainsi, il remarque que

la communication informatisée fait naître un vaste ensemble de communautés virtuelles. Mais ce qui caractérise l'orientation sociale et politique des années 1990, c'est l'élaboration de l'action sociale et de la politique autour d'identités premières, qu'elles soient anciennes, enracinées dans l'histoire ou la géographie, ou récemment échafaudées, dans une quête impatiente de signification²⁸⁷.

De cette manière, le mouvement altermondialiste est représentatif de ce nouveau type de communauté, lié par un rassemblement idéologique et identitaire qui ne néglige pas cependant le contexte local. Dans la même lignée, Fourgier souligne que « la principale force de l'altermondialisme est d'avoir réussi à agglomérer un certain nombre de luttes locales dans un mouvement global » autour à la fois d'un rejet de la « mondialisation libérale » et combiné à l'attachement à différents principes - le respect des diversités et le refus de l'organisation structurée de façon hiérarchique et centralisée, au moins en théorie. Ces formes d'organisation ont été évoquées lors de la création de l'Action mondiale des peuples en 1998, une coordination d'initiatives diverses qui a fourni les bases pour les agitations à Seattle. Fondé sur la « désobéissance civile non-violente et les actions constructives orientées par les peuples », ces manifestations étaient organisées de façon décentralisée et autonome, et il n'était pas censé y avoir de leaders officiels ni de hiérarchie au sein des différents mouvements qui la composaient ²⁸⁸.

En effet, c'est la notion même de « mouvement » qui est remise en question. L'activiste altermondialiste brésilien Chico Whitaker explique que

le mot 'mouvement' peut être compris soit en se référant à un action collective organisée, menée par des militants d'une cause ayant des objectifs limités et spécifiques, soit en se référant à un processus plus

²⁸⁶*Ibid.* p. 33 - 48

²⁸⁷CASTELLS, 1998, op. cit., p. 45

²⁸⁸ CABRAL, Adilson, CARVALHO, Aline « From "alterglobalization" to "outrage": rebuilding social networks in the beginning of the XXI century ». *4th European Communication Pré-Conference*. Istanbul, Octobre 2012 (à paraître)

large de pression sociale, visant des objectifs de changement qui mobilisent tous les intéressés en vue de les atteindre²⁸⁹.

Plus précisément, le Français Gustavo Massiah ajoute que la mobilisation « est constituée par l'ensemble des luttes et des résistances, des pratiques sociales, des débats et des recherches, des créations intellectuelles et artistiques qui s'inscrivent dans la perspective de l'altermondialisation »²⁹⁰.

Il s'agit ainsi d'une contestation plus large, qui non seulement dénonce les politiques néolibérales des gouvernements et entreprises, mais remet en cause certains aspects de la vie en société à une échelle mondiale. L'écologiste Bruno Rebelle pointe que le mouvement propose un questionnement de l'idée même de « croissance » : « c'est en partant de cette interrogation fondamentale qu'il semble possible de formuler une perspective émancipatrice qui invitera à refonder le rapport au travail, au pouvoir et à la puissance économique ». Tout à fait inspirés par les mouvances de l'année 1968, l'altermondialisme met en évidence « une nouvelle subjectivité, émanant aussi bien de groupes que d'individus », d'après l'expression du philosophe argentin Miguel Benasayag, qui perçoit une « émergence des nouvelles formes d'antagonismes sociaux et de construction du lien social »²⁹¹.

Le Forum Social Mondial

Depuis Seattle, la quête d'alternatives à la mondialisation s'est constituée dans l'intervention directe de manifestants lors des principales rencontres des organisations néolibérales. Ces rassemblements étaient la principale occasion pour débattre les stratégies de la mobilisation et, dans ce sens, ont soulevé le besoin d'avoir un lieu propre aux mouvements, de caractère plus propositionnel. C'est dans ce contexte qu'est créé en 2001 le Forum Social Mondial (FSM), un « espace », selon sa charte de principes, de rencontres et d'échanges des mouvements sociaux se reconnaissant sous l'égide de l'altermondialisme. Whitaker, l'un des initiateurs du projet, explique que « le FSM est une initiative venue renforcer le grand 'mouvement social' mondial (au singulier) contre la globalisation néolibérale (...) » posant un défi aux organisations de la société civile qui y en participent : « passer de la protestation pure et simple à la recherche de solutions alternatives et de chemins pour le dépassement du néolibéralisme »²⁹².

Si la stratégie principale du mouvement pour dénoncer les injustices des décisions politiques

²⁸⁹WHITAKER, Chico (et al). *Où va le mouvement altermondialisation ? ...et autres question pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*. La Découverte, 2003. p. 39

²⁹⁰MASSIAH, Gustavo (et al). *Ibid.* p. 37

²⁹¹BENSAYAG, Miguel (et al). *Ibid.*, p. 31 - 32

²⁹²WHITAKER, Chico (et al). *Ibid.*, p. 40

transnationales était la présence contestataire dans les meetings, le FSM part de la logique inverse : s'opposer au Forum Économique Mondial - la rencontre annuelle des leaders gouvernementaux et du secteur entrepreneur à Davos, en Suisse, pour discuter (en privé, bien évidemment) des questions liées à la mondialisation - tout en organisant un sommet en parallèle, aux mêmes dates. Bien que la plupart des éditions du forum aient été réalisées au Brésil, où le gouvernement local et le contexte socio-politique s'est présenté favorable au mouvement, le forum est déjà passé par des pays tels que l'Inde, le Kenya et le Sénégal. Ont également été organisées des versions thématiques (l'édition 2012 préparatoire au sommet Rio+20, par exemple), régionales (telle que le Forum Social Européen), et décentralisées (activités menés dans différents villes en même temps).

Le chercheur français et représentant de l'association militante Attac Christophe Aguiton explique que tout comme le Forum Économique Mondial, le FSM remplit deux fonctions principales: une « foire aux idées et aux affaires » (pour les dirigeants d'entreprise et gouvernants, dans le premier cas, et pour les organisations sociales, dans le second) et un espace « qui donne la ligne et qui permet de comprendre les grandes orientations portées » (par le capitalisme multinational, dans le premier cas et par le mouvement altermondialiste, dans le second). Il met en avant que « c'est au sein des forums sociaux que se décident les actions communes au plan international », tout en soulignant que « chaque mouvement ne se sent pas contraint à suivre des décisions qui ne correspondent pas exactement à ses orientations ou à ses priorités »²⁹³.

En effet, chaque édition du forum a exprimé une « ligne générale » concernant l'agenda international pour chaque année. Si dans la première édition (2001) l'attention était portée à la dénonciation des politiques néolibérales, en 2002, juste après le 11 septembre aux États-Unis, c'étaient les mesures répressives et racistes au nom d'une « guerre au terrorisme » qui étaient dénoncées, alors qu'en 2003, à quelques mois de la guerre d'Irak, la face guerrière de la mondialisation était remise en question.

Dans le cadre de conférences, séminaires, ateliers et activités auto-gérées, sont remis en cause quelques points critiques du système politique, économique, social, environnemental, culturel, etc, à l'échelle mondial, et sont articulées des possibles actions à court et long termes. Cependant, comme souligné dans sa charte de principes, le Forum n'a pas un caractère délibératif ni ne constitue une « instance de pouvoir » en dispute. La représentante de la Marche mondiale des femmes Nadia Demond remarque que « nul ne peut donc prétendre parler 'au nom' de quelque chose qui est un espace d'échange. Ce qui n'empêche pas que cet espace doit faciliter le passage de la parole à l'action »²⁹⁴.

Dans ce sens, elle comprend les échanges ayant lieu à travers le forum comme un «

293AGUITON, Christophe (*et al*). *Ibid.*, p 31

294DEMOND, Nadia (*et al*). *Ibid.*, p. 37

incubateur de mouvements sociaux, espace où mûrissent des propositions et des stratégies qui se traduisent ensuite en campagnes et mobilisations, assumées par des réseaux ou des coordinations internationales du mouvement ». Elle met en avant qu'une vraie perspective de transformation dépend d'un « approche holistique » intégrant les diverses sphères de la vie, qui « mobilise les passions (outre les raisonnements) des personnes et des peuples directement concernés ». Elle observe ainsi une dialectique entre le processus du FSM et son objectif de se configurer en tant qu'espace de luttes, qui réside dans les « choix » opérés par les mouvements, en ce qui concerne « des moyens, des méthodes et des objectifs immédiats, jour après jour ».

Cette notion d'incubateur rappelle celle de « laboratoire d'étude du nouveau » évoqué par Benasayag, pour qui « il faut tenter d'accentuer ce côté 'laboratoire' du processus ». Cependant, il considère que le slogan « Un autre monde est possible », au contraire, « reste prisonnier de cette idée selon laquelle, si on se mettait d'accord, on parviendrait à changer le monde » tout en rappelant qu'il « ne faut pas se tromper entre le 'possible' et le 'réalisable'. (...) On ne peut s'engager que dans l'ici et maintenant' »²⁹⁵. Le militant français Bernard Cassen, un des concepteurs du FSM, avoue lui aussi que « en disant 'Un autre monde est possible', nous avons en effet mis la barre très haut : un 'autre monde' concerne par définition tout le monde. Il convient donc d'élargir en permanence le périmètre de la représentation aux forums si l'on veut faire progresser l'idée non seulement de la nécessité, mais aussi de la possibilité d'alternatives au néolibéralisme »²⁹⁶.

Dans ce contexte, à mesure qu'un espace politique inclut de plus en plus de personnes, il tend aussi à héberger des acteurs plus ou moins engagés dans la dispute de pouvoir. L'importance qu'a connue le FSM depuis sa création a naturellement attiré l'attention des mouvements plus traditionnels, et qui ne fonctionnent pas toujours sous les principes d'autonomie et de décentralisation qui étaient à l'origine de la conception du forum. Ce fût la principale critique faite au FSM : la « récupération » (expression reprise par Guattari²⁹⁷) d'un espace d'échange entre mouvements sociaux par les vieux acteurs de la gauche, partis et syndicats. Pablo Ortellado, chercheur et activiste brésilien, remarque pourtant que cela est dû à la façon dont a été construit le Forum même, à la fois comme riposte et sous l'inspiration du Forum Économique Mondial. Selon lui, le FSM est « structuré exactement sur les mêmes bases : une réunion de leaders mondiaux pour en discuter de programmes mondiaux (...), doté d'une structure bureaucratique et élitiste »²⁹⁸. L'activiste Moésio Rebouças adresse à son tour une critique encore plus catégorique : « le

²⁹⁵BENSAYAG, Miguel (*et al*). *Ibid*, p. 33 et 61

²⁹⁶CASSEN, Bernard (*et al*). *Ibid*, p. 34

²⁹⁷ Guattari appelle « récupération » les processus de réappropriation des idées et initiatives liés à la subjectivité d'un groupe d'individus par les systèmes de pouvoir tels que les partis, organisations représentatives et les gouvernements, qui, dans une nouvelle échelle, ne restent pas forcément fidèle aux conceptions initiales

²⁹⁸ CABRAL, CARVALHO, *op. cit.* p. 5

FSM est réformiste dans l'économie, traditionaliste dans la politique et conformiste dans le social »²⁹⁹.

La lutte pour la communication à l'échelle internationale

Bien que le Forum soit sensible à telles critiques sur son mode de fonctionnement et les acteurs en présence, il est vrai qu'il s'est consolidé d'une manière générale comme un espace non négligeable dans le calendrier des mobilisations sociales. En effet, il est emblématique du fait que l'altermondialisme ne soit pas exactement un « nouveau mouvement » en soi, mais plus précisément une nouvelle étape dans laquelle les mouvements de la société civile organisée se trouvent. Plus spécifiquement en ce qui concerne les luttes pour la communication, Cabral explique que « cette nouvelle tessiture de mouvements sociaux, qui perçoivent la communication comme une thématique stratégique et s'approprient sa technologie aussi bien que son processus de régulation, trouve sa puissance sous la forme d'un nouveau type de mouvement, transversal entre les mouvements traditionnels, qui s'occupent des questions liées au travail, et les nouveaux mouvements sociaux, qui affirment au niveau de leurs pratiques et revendications l'importance de la communication pour la société contemporaine, tout en mettant en évidence qu'un autre monde est possible »³⁰⁰.

Ainsi, ce mouvement se voit organisé à l'échelle internationale dans la défense du droit à la communication à travers des campagnes informatives et de la veille de projets de lois et cadres réglementaires concernés. Pour exemple, est créé en 2001 le « Communication Rights in the Information Society (CRIS) »³⁰¹, une initiative de coopération internationale entre les ONG militantes dans le domaine. L'action visait à contribuer au développement des politiques publiques, sous la forme de « principes » établis et défendus par les organisations participantes, tout en relançant « la question du médiactivisme sous l'angle de la nécessité de régulations internationales », comme le soulignent Granjon et Cardon³⁰².

Dans la même lignée, depuis le Rapport McBride, le dialogue avec l'Unesco et d'autres sphères institutionnelles internationales a conduit à la réalisation du Sommet Mondial de la Société d'Information (SMSI) en 2003 et 2005, et à la création du Forum de Gouvernance d'Internet, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre. Olivier Blondeau remarque que « le Nomic a contribué à la formation d'une génération de militants qui se mobiliseront autour des questions

²⁹⁹*Ibidem*

³⁰⁰CABRAL, 2012, *op. cit.*

³⁰¹ www.crisinfo.org

³⁰²CARDON, GRANJON, *op. cit.*

d'information au sein d'universités, d'institutions et d'associations internationales ». Toutefois, il met en évidence que si d'un côté, le SMSI a été un symbole important d'une nouvelle étape dans « l'intégration mondiale de ces nouveaux foyers de résistances concertés autour de plateformes revendicatives », d'autre part il relève aussi « le hiatus qui existe aujourd'hui entre des militants, héritiers de l'utopie d'un nouvel ordre mondial de la communication, et ces nouveaux militants de la communication »³⁰³.

Il raconte que durant le sommet réalisé en 2003 à Genève des activistes refusant de participer au rencontre institutionnel ont organisé un contre-sommet appelé « WSIS? We Seize! » (traduit approximativement en français par « SMSI ? On s'en empare »). Dirigé contre un « débat idéologique » sur la « critique de l'impérialisme culturel et informationnel », qui déboucherait sur la revendication abstraite d'un « droit, perçu comme formel, à l'information et à la communication »³⁰⁴. Ils ont ainsi revendiqué un activisme médiatique plus direct au travers d'activités en marge de la conférence officielle, comme par exemple le “Polimedia Lab”, un lieu dédié aux expérimentations, ateliers et échanges d'expériences de communication en réseau. Le groupe a aussi organisé des projections de vidéos indépendantes sur la façade du siège de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, ce que Blondeau considère comme un « moment central dans l'histoire de l'activisme politique sur Internet: les militants du net font leur retour dans la rue »³⁰⁵. Sur leur site web, il est annoncé que l'objectif de la manifestation était

confronter et exposer la rhétorique du SMSI à Genève afin de faire valoir nos revendications à la soi-disant 'société de l'information'. (...) Nous suivrons la révolution du soleil en utilisant sa lumière comme un scanner pour susciter des expériences locales et des histoires à raconter. 306

Blondeau met en évidence l'expérience du WSIS ? We Seize ! pour le médiactivisme en expliquant que « un média est souvent sujet à la controverse et pris dans des rapports de force (...) [dans] la forme du débat démocratique (...) mais s'inscrit aussi dans des pratiques, celles des acteurs eux-mêmes qui orientent de manière réflexive les outils et leurs usages vers des formes d'intermédialités spécifiques et originales »³⁰⁷.

Sous cette perspective, Cabral met en avant que la démocratisation de la communication « doit être assimilée en tant que conséquence de la prise en charge de la thématique de la communication par la société civile, qui est encore loin de se concrétiser »³⁰⁸. Dix ans après sa

303BLONDEAU, *op. cit.* p. 67

304*Ibid.* p. 68

305*Ibid.* p. 99

306www.geneva03.org

307BLONDEAU, *op. cit.* p.97

308CABRAL, 2012, *op. cit.*

création, le FSM réalisé à Dakar en 2011 publie le document « Droit d'informer et d'être informé », qui invite à l'ouverture du débat sur « un cadre régulateur et législatif pour les médias publics, alternatifs et communautaires, en assurant l'exercice du droit à la communication », et convoquant « tous les acteurs de la transformation sociale à unir leurs forces dans la lutte pour le droit à l'information et à la communication, sans lesquels aucune transformation ne sera possible »³⁰⁹.

Nous voyons ainsi un écart entre les « principes » établis par les aspirations militantes et une réelle appropriation des dispositifs émancipateurs par la société en général. Dans ce sens, nous partageons l'avis de Geertz Lovink et Florian Schneider quand ils affirment que dans l'activisme à l'heure actuelle, les médias ne doivent pas être vus « comme simple outils de lutte, mais expérimentés en tant qu'environnements virtuels dont les paramètres [sont] 'en construction' de façon permanente »³¹⁰. Dans les mouvances altermondialistes des années 1990, ils observent un « mouvement hybride », « équipés de réseaux et arguments et soutenus par des décennies de recherches », notamment les débats libertaires menés depuis les années 1960. Bien qu'ils reconnaissent que les événements de Seattle ont attiré l'attention sur la lutte contre le néolibéralisme à la fois dans les rues et en ligne, ils posent une question fondamentale : « pouvons-nous réellement parler d'une synergie entre les protestes dans la rue et le 'hacktivisme' en ligne ? »

Indymedia : les Centres de Média Indépendante

Dans ce cadre d'observation, si le Forum Social Mondial a été une initiative à grande portée issue des mobilisations altermondialistes qui ont convergé à la fin des années 1990, d'autres actions menées à l'occasion ont présenté des objectifs et déroulements différents. C'est le cas, par exemple, de l'Indymedia, des centres de média indépendants disséminés dans plusieurs pays qui publient de manière décentralisée des contenus alternatifs sur un site web correspondant. Le premier centre a été créé lors du Sommet de l'OMC à Seattle en 1999. La cinéaste indépendante et activiste Dee Dee Halleck raconte que l'objectif était d'avoir un « espace de travail physique convenable » depuis lequel les journalistes et vidéastes indépendants pourraient couvrir les manifestations prévues³¹¹. En termes pratiques, il s'agissait d'un centre où les gens pourraient charger les batteries, vérifier leurs e-mails et publier en ligne des contenus produits lors des agitations, sur le site web prévu à cet effet.

³⁰⁹ Déclaration de l'Assemblée pour le droit à la communication, Dakar, Sénégal, 11 février 2011 (Disponible sur : <http://www.ciranda.net/article5281.html?lang=fr>)

³¹⁰ LOVINK, SCHNEIDER, op cit.

³¹¹ HALLECK, DeeDee. Indymedia: Building an International activist Internet network. (Disponible sur : http://archive.waccglobal.org/wacc/publications/media_development/archive/2003_4/indymedia_building_an_international_activist_internet_network)

Si d'un côté l'espace de travail remplissait un besoin pragmatique de ces producteurs média sur place, de l'autre côté le site web a mis en évidence la couverture que plusieurs indépendantes faisaient dans d'autres villes, dans le cadre des manifestations solidaires au rassemblement altermondialiste à Seattle – ce qui a contribué concrètement à la propagation de la contestation. Halleck témoigne qu'à mesure que la manifestation s'élargissait, de plus en plus de gens, à Seattle et dans le monde, voulaient en savoir plus. Bien évidemment, les chaînes locales cherchaient à étouffer le mouvement et l'info d'une source alternative mise à disposition sur Internet s'est propagé comme « une traînée de poudre ». Elle explique que « ce qui était inhabituel à propos d'Indymedia a été le sentiment qu'il s'agissait d'une communauté mondiale liée par la technologie, qui discutait d'une situation émergente et immédiate, dont personne ne pouvait prévoir les effets ».

Halleck rappelle qu'en même temps que le site est devenu un « centre virtuel pour discussions activistes et publications multi-media », le CMI est devenu le lieu de rassemblement pour les producteurs indépendants mais aussi pour les organisateurs de la manifestation, grâce à sa localisation centrale dans la ville. Sheri Herndon, une des fondatrices du CMI à Seattle, témoigne que « ce qui était assez puissant c'est le fait que nous n'étions pas vraiment préoccupés en travailler ensemble. Nous avons un objectif à court terme. Les petites différences, on les laisse tomber »³¹².

Attaché aux principes de décision par consensus et aux réunions ouvertes, l'Indymedia a viabilisé ainsi diverses collaborations en ce qui concerne le partage de ressources, d'équipement et de contenus. Le journaliste Gal Beckerman explique que « les organisateurs d'Indymedia ont trouvé une technologie qui répond philosophiquement à leurs idéaux sur comment transformer les médias ». Dans ce sens, il met en évidence que ce qui a débouché sur une collectivité formée pour répondre à un besoin pratique lors des manifestations de Seattle, est devenu un « prototype universel » de production d'information indépendante. Selon lui,

il est vite devenu évident que le format Indymedia était intéressant pour les militants du monde entier, non seulement comme un moyen de couvrir des manifestations, mais aussi comme un rapport journalier des préoccupations locales et mondiales d'après les défenseurs altermondialistes de la justice sociale.

L'initiative a encouragé la création d'autres centres et sites web partout dans le monde, selon une moyenne de onze nouveaux centres/sites web chaque jour à l'époque³¹³. Chris Anderson, à l'époque bénévole dans le CMI new-yorkais, explique que

la compréhension que les grands médias n'auraient jamais exploré en profondeur l'aspect négatif de la mondialisation et l'histoire des

³¹²BECKERMAN, Gal. « Edging Away from Anarchy: Inside the Indymedia Collective, Passion vs. Pragmatism », Columbia Journalism Review, Issue 5, September and October, 2003. (Disponible sur http://www.alternet.org/story/16762/indymedia%3A_between_passion_and_pragmatism/)

³¹³Ibidem

différents groupes qui tentaient de la combattre, s'était répandue dans les milieu des années 90. Les militants en ont conclu que s'ils voulaient que leur histoire soit racontée avec nuance et profondeur, ils devraient le faire eux-mêmes³¹⁴.

De cette manière, ces médiactivistes faisaient écho à l'appel du commandant zapatiste Marcos : « Construire une autre façon de montrer au monde ce qui se passe vraiment, d'en avoir une vision critique, et s'intéresser à la vérité de ce qui arrive aux gens qui vivent aux quatre coins de ce monde »³¹⁵.

Le projet part de la critique des médias non seulement en ce qui concerne son système de distribution de pouvoir, mais aussi précisément la fausse « neutralité journalistique » qui cache ses inégalités. Ainsi, dans la vague de manifestations propositionnelles qui a marqué le mouvement altermondialiste, le projet apporte le slogan « ne haïssez pas les médias, soyez le média »³¹⁶. Plus spécifiquement, la description officielle sur le site web général (www.indymedia.org) explicite que « Indymedia est un collectif regroupant des organisations de médias indépendants et des centaines de journalistes cherchant à offrir une couverture non marchande, de et à partir de la base. Son objectif est de produire démocratiquement des récits radicaux, exacts et passionnés de la réalité ». Selon une recherche³¹⁷ menée par Adilson Cabral, le réseau Indymedia compte plus de 200 collectifs locaux et leurs sites web correspondants, et environ 3,2 terabytes d'informations circulent par le biais de ses serveurs, proportionnant une moyenne de 18 millions d'accès par mois. Pour Dee Dee Halleck, il s'agit d'un « vrai village global comme jamais imaginé par McLuhan ».

Les collectifs locaux font usage de divers médias tels que la radio, la vidéo, la presse et internet, selon leurs objectifs et besoins spécifiques, et toutes les publications sont, a priori, libres de droits d'auteur. Même avant que Lawrence Lessig puisse imaginer le système de licences flexibles Creative Commons, la notification en bas de page dans les sites Indymedia annonçait déjà : « Sauf mention contraire de l'auteur, toutes les contributions publiées sont libres de droits pour toute diffusion à des fins non commerciales sur Internet et ailleurs ». Beckerman explique que chaque collectif est poussé par des motivations politiques particulières et que le processus de couverture des faits devient plus ou moins participatif selon le contexte de la communauté. Il évoque aussi que grâce au fil de commentaires présent dans chaque publication, les sites Indymedia ont facilité de nombreux débats au sein de la communauté activiste, sur des thèmes auxquels le mouvement est sensible, tels que la pertinence de l'usage de violence dans les protestes et les possibles stratégies éthiques de financement de ces actions.

³¹⁴Ibidem

³¹⁵Ibidem

³¹⁶« Don't hate the media, be the média », phrase célèbre de Jello Biafra, du groupe Dead Kennedys

³¹⁷CABRAL, Adilson. "As comunicade de compartilhamento social no Centro de Mídia Independente". XXIX Congresso Brasileira de Ciências da Comunicação - Intercom, Brasília, setembro 2006

Le projet valorise principalement la structure horizontale et ouverte, les seules contraintes étant les « Principes d'Unité »³¹⁸, un document de moins d'une page contenant quelques principes du projet et des consignes pour la création de nouveaux centres, ratifiée par tous les CMI existants à l'heure de sa création. Dans son article, Beckerman évoque Robert McChesney, pour qui « le problème n'est pas de prendre des décisions. L'important est de le faire en se fondant sur des principes transparents »³¹⁹. Dans ce sens, tous les processus décisionnaires concernant l'Indymedia comme un projet global sont documentés sur www.process.indymedia.org

Cependant, cette initiative, définie par Cabral comme un « espace de partage social et politique »³²⁰, n'échappe pas à certains obstacles concernant sa structure ouverte et autonome. S'il est bien vrai que les processus de décision fondés sur les consensus peuvent prendre énormément de temps et d'énergie aux acteurs en présence, on voit que l'absence d'une ligne éditoriale précise ouvre la voie à des manifestations contraires aux principes du mouvement (comme le cas des publications xénophobes, racistes et homophobes). En outre, le manque d'une politique de financement durable peut restreindre certaines actions en même temps qu'elle fait en sorte que la grande majorité des personnes impliquées soient bénévoles – ce qui est considéré comme un aspect positif ou négatif selon l'approche. Mais d'une manière générale, Halleck croit que la relative portée d'Indymedia est due à un sentiment d'appartenance et à la « compréhension de la puissance non seulement de la technologie qui pourrait créer ce lien, mais le potentiel et la taille de la communauté à travers le monde qui supportait les manifestants a créé une euphorie parmi les gens qui se sentent souvent dépassés en nombre et battus »³²¹.

Médias tactiques

L'Indymedia s'insère dans une tendance des années 1990 d'autonomisation des processus communicatifs. Si dans les 1970 et 1980 les médias communautaires ont proliféré au sein des mouvements sociaux, en 1990 la baisse du coût des équipements électroniques et la popularisation d'Internet ont contribué au « do it yourself » au quotidien. Dans ce contexte, David Garcia et Geertz Lovink ont observé une production médiatique indépendante influencée par le style « rapide et sale » des vidéos diffusées sur MTV, et caractérisée par une « éthique » et une « esthétique » propres, qu'ils ont considérées comme « tactiques »³²².

318<http://docs.indymedia.org/view/Global/PrinciplesOfUnity>

319BECKERMAN, op. cit.

320CABRAL, 2006, op. cit.

321HALLECK, op. cit.

322LOVINK, Geertz, GARCIA, David. The ABC of tactical media, 1997. (Disponible sur <http://www.nettime.org/Lists-Archives/nettime-l-9705/msg00096.html>)

Observant l'effet des images sur les individus dans les sociétés, ils reprennent l'accent mis sur les usages des représentations proposé par Michel de Certeau dans « L'Invention du quotidien » (que nous avons exploré dans le chapitre précédent). Plus spécifiquement, leur question était « comment nous, consommateurs, usons des textes et artefacts de notre entourage. Et la réponse, suggérée par lui, était 'de manière tactique' ». Dans ce sens, ils expliquent que la dichotomie « stratégies et tactiques » proposé par Certeau les a aidés à identifier certains groupes de producteurs « tout à fait conscients de l'intérêt de ces renversements temporaires dans le flux de pouvoir. Et plus que résister, ces rébellions font de tout pour les amplifier ».

Ainsi, en 1996 ils forgeaient le terme de « média tactique » pour parler d'un « un média de crise, de critique et d'opposition », qui remet en cause les prémices du fonctionnement des médias de masse. Cependant, ils mettent en avant que les médias tactiques ne sont pas restreints aux médias alternatifs, expliquant que le choix de l'expression « tactique » sert justement à dépasser des dichotomies telles qu'amateur/professionnel, alternatif/mainstream, privé/public.

Selon eux, ce qui distingue une média tactique est précisément le fait qu'elle ne soit jamais impartiales, pouvant même être hédonistes ou euphoriques. Bien que la production vidéo indépendante se trouvait en plein essor à l'époque, ce type de média fleurissait justement dans la combinaison de différents langages et dispositifs médiatiques tels que son, vidéo, bricolage d'images, ainsi que les possibilités de remix et de partage sur Internet qui commençaient à être explorées. Ils mettent encore l'accent sur le fait que sa principale caractéristique est le « désir et la capacité de combiner et de passer d'un média à l'autre en créant une offre mutante et hybride en continuité ». Cette hybridité et mobilité propres aux médias tactiques font alors partie de leur ruse afin de « devenir plus fort que l'opresseur en étant diffuse, sans centre, bougeant vite parmi les médias physiques et les paysages numériques ».

Bien que l'idée de média tactique aie été forgée au milieu des années 1990, elle est restée inscrite dans l'imaginaire des médiactivistes, et ont fortement influencé l'action politique sur Internet jusqu'aujourd'hui. Blondeau explique que cette « culture de réagencement d'images et sons provenant de sources différentes » chère au activisme vidéo a contribué à ce qu'il appelle le « tournant vidéo de l'Internet militant »³²³. Il identifie un mouvement massif de diffusion de vidéos engagées sur le net depuis les mouvances altermondialistes, où « l'affichage public de ce qui se passait dans les manifestations et que les médias ne montraient pas » a servi comme « pièces à conviction et témoignages à charge contre » les violences policières.

Il explique que l'engagement politique dans les réseaux à travers le dispositif vidéo a bénéficié des évolutions technologiques telles que la baisse du prix du matériel de captation

³²³BLONDEAU, op. cit. p. 61

numérique, l'augmentation de la capacité de stockage à travers les disques durs, l'amélioration de la bande passante de connexion Internet, et la diffusion de l'informatique auprès du grand public, notamment les logiciels de montage et de création audiovisuelle sans pré-requis techniques significatifs. Il attire l'attention sur le fait que « chaque nouveau média récapitule les développements médiatiques antérieurs, et que pour comprendre les pratiques émergentes il est nécessaire de bien percevoir ce qu'elles doivent à ces récapitulations des pratiques »³²⁴.

3.4) Action collective dans les réseaux numériques : où en sommes-nous ?

En tenant compte l'accumulation des expériences médiactivistes depuis les années 60, combinée au développement technologique et à sa conséquente popularisation, quoi explique-t-il alors la décroissance d'activités militantes ayant un vrai impact véritable « hors-ligne » au cours des années 2000 ?

L'Intégration d'Internet par les mouvements sociaux

Pour essayer de répondre à cette question, la chercheuse espagnole Mayo Fuster Morell propose un cadre d'analyse fondé sur les étapes d'intégration des nouvelles technologies de communication et d'Internet dans les actions des mouvements sociaux, et plus spécifiquement ceux organisés autour du Forum Social Mondial³²⁵. Elle observe une première étape de « gestation », où l'on voit « la création de connexions transnationales autour de thèmes spécifiques » par certains mouvements, mais pour autant « une absence d'un cadre commun et global » à une échelle plus large. Ensuite, elle reconnaît la création d'une infrastructure en ligne de communication et d'organisation, tels que la création d'Indymedia et la prolifération des listes de discussion internationales. Ces mécanismes de publication ouverte et contenus générés par les usagers, suggèrent de cette façon « un environnement de connectivité multi-centrale et diffuse ».

Morell souligne qu'avec la montée en importance de la confluence des mouvements globaux et leurs actions locales, la nécessité d'une plus large « systématisation de ces actions » est mise en évidence. Cela comprend le registre des activités ayant pour but la construction d'une « mémoire » des mouvements par eux-mêmes, comme un « outil pour donner suite à ce qu'ils faisaient déjà ».

³²⁴Ibid, p. 97

³²⁵FUSTER MORELL, Mayo. "Social Forums and Technology: Hypothesis on why online communities promoted by Social Forums don't easily scale ». Networked Politics and Technology Seminar, School of Information UC Berkeley, December 2008.

Finalement, elle pointe la remarquable croissance depuis 2004 de plateformes sociales d'hébergement de contenus tels que YouTube, MySpace, Flickr, entre autres. Elle explique que bien que l'usage d'outils de communication pour la mobilisation politique existait avant cette émergence, la nouveauté de ce « Web 2.0 » réside dans l'appropriation de dispositifs fournis par des entreprises, ce qui divise l'opinion des activistes :

D'un côté, *[ces outils commerciaux]* permettent un plus grand intérêt dans l'utilisation d'outils web multi-interactifs et viabilisent toucher une plus large audience. De l'autre côté, ils soulèvent des questions concernant la perte de droits, de confidentialité, de sécurité et de contrôle dans les communications. En outre, le web 2.0 diminue les forces pour une stratégie de construction d'une infrastructure autonome de communications³²⁶.

Prenant en compte que « la technologie est politique en soi », elle suggère quelques points pour mieux comprendre le hiatus dans l'usage de ces technologies par des groupes militants plus traditionnels. D'abord, elle explique que les FSM présentent une tradition plutôt orale, où des « pactes oraux » s'appliquent mieux que des « accords écrits ». Dans ce sens, le caractère public et ouvert d'Internet est considéré avec méfiance par ces acteurs qui hésitent face à la « génération d'un pouvoir virtuel » qui ne correspondrait pas forcément aux forces politiques réelles. Cela est symptomatique du fait que la multiplicité d'individus qui communiquent sur le réseau sans une représentation ou appartenance évidente est vue par les militants plus traditionnels comme étant à la fois une « désordre » et un « risque ». Elle évoque encore l'accent mis sur l'usage massif d'Internet comme étant une source supplémentaire d'inégalités, le déséquilibre entre l'offre et l'accès aux techs pouvant de fait augmenter la fracture numérique. Morell infère ainsi sur le fait que le manque – ou du moins le retard – dans l'incorporation de ces dispositifs en ligne par certains mouvements est analogue à l'augmentation de l'usage des sites commerciaux de réseaux sociaux. En rappelant que les mouvements sociaux tendent à avoir une dimension cyclique, elle suggère que cela peut avoir contribué à la diminution à partir du milieu des années 2000 de l'impact dans les médias et dans la société du protagoniste social et du caractère innovateur de ces mouvements contestataires.

Le mouvement Occupy

Néanmoins, une telle conclusion pour expliquer l'état actuel du mouvement activiste en ligne est épricipitée et risque de dissimuler des phénomènes plus complexes, propres à cette nouvelle configuration sociale dans les réseaux. Par exemple, l'année 2011 a vu l'émergence de

³²⁶*Ibidem*

nouvelles revendications sociales dont le mouvement « Occupy » en est emblématique. Mobilisée à travers les réseaux numériques, la nouvelle génération remet en cause les mesures sociales austères des gouvernements face à la crise financière mondiale et revendique une plus large participation de la société dans les décisions politiques. Ce qui nous intéresse spécifiquement dans ce mouvement est la compréhension de la part de ces membres de l'importance d'une action articulée entre les réseaux et les rues, grâce aux connexions globales, soumises à des enjeux locaux³²⁷.

En Espagne, haut lieu de ces occupations, la mobilisation a émergé grâce au rassemblement en ligne de différents groupes activistes pré-existants. Créés pour la défense de l'Internet libre, ils sont le point de départ d'un mouvement plus large. En Février 2011 une réglementation restrictive du partage et la liberté d'expression sur Internet a été approuvée dans le pays au nom de la protection de la propriété intellectuelle. Baptisée par le peuple la « Loi Sinde » (le nom de famille de la ministre de la culture), ce règlement controversé s'inscrit dans le cadre de la « Loi de l'économie durable », qui sont une série de mesures pour lutter contre la crise. L'argument qu'il n'existe pas d'autre moyen pour préserver les industries culturelles a touché des citoyens qui n'étaient, jusque là pas forcément engagés en politique mais qui utilisent l'internet dans leurs activités quotidiennes, et ne veulent pas voir leurs libertés restreintes. La mobilisation « Ne votez pas pour eux », qui dénonçait les politiciens et partis qui ont soutenu la mesure et le « Manuel de la désobéissance à la Loi Sinde »³²⁸ publié par le collectif Hacktivistes, ont renforcé le sentiment qu'il s'agissait de la défense d'un espace commun à tous.

Ayant aggravé le chômage et la précarité, notamment en ce qui concerne le logement et la santé, la crise économique a motivé l'expansion du mouvement. Avec la proximité des élections et l'apparent manque de réponses aux problèmes sociaux de la part du gouvernement de gauche, une manifestation a été appelée pour le 15 mai, d'où le nom du mouvement « 15M ». Cette manifestation a été convoquée par le groupe « Democracia Real Ya », qui revendiquait un système démocratique plus participatif, fondé sur le pouvoir populaire et la non soumission de l'humain au financier. Elle rassemble non seulement les opposants à la Loi Sinde mais aussi des mouvements pour une réforme politique et électorale, contre les hypothèques, des chômeurs, des écologistes, des étudiants, et tous ceux qui se reconnaissent dans ces revendications.

Le 15 mai, 130.000 personnes sont sorties dans les places et les rues de tout le pays, le plus grand rassemblement étant dans la capitale, Madrid. Le soir, quand la police est venue disperser le mouvement, les activistes ont décidé pacifiquement de rester sur place, revendiquant la liberté dans

³²⁷Cette analyse a été développée plus en profondeur dans CARVALHO, Aline. « From networks to the streets: global connexions and local issues ». **Workshop** Articulating alternatives: agents, spaces and communication in/of a time of crisis, London, Goldsmith Center - University of London, Mai 2012

³²⁸<http://www.diagonalperiodico.net/Hacktivistas-presenta-el-Manual-de.html>

l'espace public. C'est ce jour là à la Puerta del Sol qu'a été publié le premier tweet depuis le compte @AcampadaSol et le premier vidéo diffusé en streaming en temps réel, motivant la formation de campements dans d'autres villes. Les activistes de tout le pays étaient hautement mobilisés et connectés entre eux depuis quelques semaines, ce qui a permis la création d'une « acampada » dans chaque ville du pays. Dans les campements installés pendant plusieurs semaines sur des places et dans des parcs publics dans le pays, une nouvelle forme d'organisation sociale et une nouvelle protestation politique émerge, qui propose la ré-occupation de l'espace public comme lieu d'interaction et de mobilisation sociale.

Comme nous pouvons constater, le mouvement s'est nettement inspiré de l'altermondialisme en ce qui concerne la mise en évidence du poids des pouvoirs financiers mondiaux sur les décisions politiques. Les conséquences de l'usage de la violence dans les manifestations sont également prises en compte, notamment depuis les protestations lors de la réunion du G8 à Gênes en 2001, durant laquelle la répression du gouvernement Berlusconi avait conduit au décès d'un activiste et à un total de plus de 200 blessés. Ainsi, les nouveaux rassemblements ont priorisé des interventions créatives et non violentes, avec pour l'occupation une stratégie à la fois territoriale et symbolique de reprise en charge par la population des espaces publics de pouvoir.

En ce qui concerne l'usage de l'Internet pour l'organisation politique, le chercheur russe Evgeny Morozov relativise sa puissance. Il défend que toute théorie établie à partir de l'utilisation des réseaux sociaux doit être « très sensible au contexte local, en tenant compte des relations complexes entre l'Internet et le développement de la politique étrangère en général, qui ne sont pas originaires de ce que cette technologie permet, mais dans ce qu'un environnement donné géopolitique exige »³²⁹. Ainsi, les menaces que peut apporter l'exposition publique des articulations politiques dans les réseaux sociaux ont été mises en évidence avec l'expérience du « Printemps Arabe ». La mouvance mettait en cause les régimes dictatoriaux en Tunisie, en Egypte et en Syrie, mais la répression des gouvernements ont eu des conséquences beaucoup plus violentes que celles vues auparavant : beaucoup de militants ont été arrêtés et quelques uns tués.

Bien que le mouvement Occupy aie fait usage des sites commerciaux afin d'attirer plus d'attention à sa mobilisation, quelques acteurs se sont engagés dans le développement d'outils alternatives à des fins d'organisation interne et partage d'informations stratégiques. Par exemple le réseau social n-1.cc, créé en 2009 par le collectif hacker Lorea, qui permet la création de blogs, forums, groupes et listes de discussion sous différents niveaux de confidentialité. Sur sa page web, il est expliqué :

Les services commerciaux du web 2.0 (Facebook, Twitter, Blogger et ses amis) n'offrent pas suffisamment de confidentialité, de fiabilité, de

³²⁹MOROZOV, Evgeny. Net delusion : The dark side of Internet freedom, New York : Public Affaires, 2011.

flexibilité et de contrôle de nos données. En outre, quand on les utilise on renforce des modèles d'affaires aux valeurs nous ne partageons pas. (...) N-1 vient du désir de surmonter le modèle 2.0 'liberticide' et commercial des outils qui facilitent la création des liens sociaux entre les collectifs communs. Outils utiles, utilisables et accessibles pour faciliter le partage de nos ressources, ainsi que la production et la diffusion des contenus antagonistes.³³⁰

Le collective Hackativistes a aussi développé outils de communication propres au 15M, ce qui a joué un rôle majeur dans la consolidation du mouvement. Le site Tomalaplaza.net (en français, « Prenez la place »), par exemple, a été l'outil principal de communication interne et externe entre toutes les campements en Espagne. Créé avec des logiciels libres, sous le principe de publication ouverte et hébergé chez Wordpress (un outil de blog open source et interopérable), le site a inspiré le Takethesquare.net, qui a rassemblé le mouvement dans d'autres pays, notamment celui de Wall Street. À son tour, le Tomalosbarrios.net est l'outil d'intégration entre les commissions des quartiers, assez traditionnels dans certains villes du pays et qui ont joué un rôle important dans cette médiation entre les réseaux et les rues dans la suite du mouvement. Par ailleurs, des classiques du médiactivisme altermondialiste comme l'Indymedia, Adbusters³³¹ et le Global Voices³³² ont été pris en charge pour le partage et la diffusion des informations alternatives à la couverture des faits par les médias de masse – que, bien comme dans les années 1990, ont essayé d'étouffer la portée des événements.

Rappelant qu'un des points de départ du mouvement a été la refuse à la Loi Sinde, restrictive au partage dans internet en nom de la protection du droit d'auteur, le fort accent mis sur la relativisation de la nature de la paternité et la libre circulation des contenus a été un des points clés du 15M. Certains l'appellent même une « Révolution copyleft »³³³ comme le cinéaste et activiste Stéphane Grueso - réalisateur de la première ouvrage audiovisuelle en Creative Commons produit par une télévision publique espagnole. Un des exemples les plus emblématiques de cet effort de partage des connaissances est le site Bookcamping³³⁴, créé pendant le campement. Il s'agit d'une bibliothèque virtuelle collaborative qui entend « comprendre comment nous y sommes arrivé et comment y donner suite ». Les ouvrages disponibles au téléchargement, ne sont pas forcément libérés par leurs auteurs, sont organisés par thèmes tels que « Antécédents », « Manuels d'action micropolitique », et « Science au delà de la réalité », entre autres. Le site permet aussi la mise à disposition des nouveaux titres par les utilisateurs, sous le slogan « Et vous, quel livre amèneriez-

³³⁰<https://n-1.cc/pg/expages/read/About/>

³³¹<http://www.adbusters.org/>

³³²<http://globalvoicesonline.org>

³³³ Entretien au journaliste espagnol Bernardo Gutiérrez: <http://www.20minutos.es/noticia/1249570/18/stephane-grueso/personaje-time/15m/>

³³⁴<http://bookcamping.cc/>

vous à votre campement ? ».

Entre les réseaux et les rues

Le lien entre la collaboration sur place et le numérique, expérimenté d'abord dans les manifestations à Seattle, a aussi été l'un des points fondamentaux du mouvement qui a occupé les rues en 2011. Dans le premier livre paru sur les événements « *Las voces del 15M* », la journaliste indépendante Alba Muñoz témoigne :

la façon dont nous nous comportons dans les places était précisément la même de celle des réseaux: un mouvement distribuée, transversal, où personne et au même temps tout le monde dit les règles, et où le travail numérique était essentiel pour atteindre un objectif commun. On revendiquait l'anonymat tandis que nous expérimentions une participation réelle et libre dans quelque chose de collectif.³³⁵

Ainsi, le mouvement a cherché à mettre l'accent sur l'exploration des possibilités autour du numérique pour la démocratie, mettant en évidence la nécessaire complémentarité entre les réseaux et les rues. Afin « d'inviter à la réflexion et de tester le (cyber)espace public comme un outil de consensus », un système de vote à travers Twitter pour les sujets discutés dans les assemblées a été développé, le « *Tweetometro* »³³⁶. Dans le site de l'initiative est expliqué que « de l'abondance des ressources des réseaux on reviendrait aux places, d'abord, à la simplicité de l'agora. A partir de ce jour, le campement augmentait à un rythme effréné, en divisant les assemblées dans des commissions à la mesure où des questions importantes étaient élevés, a fin de mieux discuter des propositions avant les voter en assemblée. Ainsi, cette complexité croissante a également généré une plus grande diversification dans la distribution de l'information produite, à la fois en ligne et sur la place ».

L'utilisation des smartphones a également été fondamentale dans ce que quelques observateurs plus enthousiastes ont appelé les « *Révolutions 2.0* ». Les outils mobile ont permis de récolter des preuves en photo et vidéo des abus des autorités, éléments majeurs dans les mouvances altermondialistes. Le bidouillage informatique sur des téléphones mobiles connectés à Internet a permis d'étendre le réseau de connexion sans fil (wi fi) dans les campements, permettant ainsi une plus large connexion parmi les personnes présentes.

La coopération étant un des principes principaux du mouvement, le logiciel libre a été présent non seulement via les outils technologique, mais sa dimension politique a été aussi mise en

³³⁵Fernandez Savater, Amador [et al.]. *Las voces del 15M*. Barcelona : Los libros del Lince, 2011.

³³⁶<http://tweetometro.wordpress.com>

évidence. Et les actions trouvent continuité depuis le 15M au sein du MediaLab Prado³³⁷, à Madrid, lors du « Laboratoires des *commons* ». Les « *commons* » sont des biens et ressources communs à être protégés et gérés comme des ressources naturels, mais aussi des créations sociales abondantes tels que des bibliothèques, espaces publics, œuvres culturelles et recherches scientifiques. Le laboratoire héberge des groupes de travail qui débattent et planifient des actions visant la protection et l'ampliation de ces différents aspects des *commons*. Plusieurs projets sont en train d'être mis en œuvre, comme par exemple le plan des pistes cyclables dans la ville, le projet 15M.cc et l'ampliation du Bookcamping, entre autres.

Sous cet éthique, des acteurs sociaux ont interagit entre les campements et les réseaux numériques, tout en remixant des idées, construisant des solutions et partageant ses méthodes. Selon l'architecte italien Domenico di Siena les réseaux sociaux sont un « nouveau écosystème d'information qui réduisent l'influence des médias traditionnelles et commencent à faire pression sous les administrations locales pour créer des rapports plus directs et horizontaux avec les citoyens ». Pour lui, son intégration avec l'espace public peut créer une « structure de gestion urbaine où des groupes de contrôle indépendants vivent autour d'une auto-détermination et liberté, ce qui améliore la cohésion et la qualité de vie des collectifs locales »³³⁸.

Bien que les campements physiques n'aient duré que quelques semaines, le mouvement continue à s'organiser en ligne (à travers d'outils que nous avons vu), et aussi par le biais des assemblés locales et thématiques, dont l'objectif est la mise en place de débats, l'identification de problèmes et l'organisation d'actions directes. Manuel Castells, qui a suivi de près les agitations du mouvement, argumente qu'il « n'a pas disparu, mais s'est étendu à travers du tissu social, dans les assemblés des quartiers, des actions contre des injustices, l'opposition aux expulsions des familles et l'extension des pratiques économiques alternatives tels que des coopératives des consommateurs, des banques éthiques, réseaux d'échange et autant d'autres formes de vivre autrement »³³⁹.

Révolution globale ?

Différemment des mouvements traditionnels qui s'engagent à revendiquer une posture plus démocratique des gouvernements, nous observons en fait que dans ce mouvement est la démocratie en soi qui est mise en question. S'ils ne peuvent pas compter sur le gouvernement de droite élu,

337 http://medialab-prado.es/laboratorio_del_procomun

338 Di Siena, Domenico. « Vers un urbanisme open source ». *Urbano Humano*, novembre 2011.
<http://urbanohumano.org/p2urbanism/hacia-un-urbanismo-open-source/>

339 Castells, Manuel. « Où vont-ils les indignés? » *La Vanguardia*, janvier 2012.
<http://www.lavanguardia.com/opinion/articulos/20120121/54244670405/manuel-castells-adonde-val-los-indignados.html>

nouvelles stratégies d'action collective au delà du pouvoir publique sont en train d'être développés. Rassemblés par un sentiment collectif de non-conformité à la phase actuelle du système capitaliste, les auto-proclamés « Indignés » se dédient aujourd'hui à l'expérimentation de nouvelles formes de gouvernance et de sociabilité, qui, bien évidemment, ne s'appliquent pas de la même façon dans tous les contextes.

Néanmoins, le mouvement d'occupation qui a débouché en Espagne a trouvé essor dans d'autres pays, en particulier ceux touchés par la crise financière mondiale, ayant comme point commun l'occupation de l'espace public comme une métaphore de la participation des citoyens dans le système démocratique. Bien sûr, une meilleure compréhension des motivations qui ont conduit à l'émergence de mouvements d'expressivité similaire parmi différents pays exigerait un regard plus proche des particularités socio-politiques de chaque région. Mais étant l'objectif de cette partie plutôt une présentation de la conjoncture actuelle en lignes générales, nous nous limiterons aux points communs de ces mobilisations et imaginaire collectif autour d'une « révolution mondiale ».

Après quelques mois, l'expérience espagnole s'était ainsi propagé à d'autres endroits. Les activistes de différents pays se sont connectés via les réseaux numériques et ont articulé une mobilisation conjointe au niveau mondial le 15 Octobre, sous le slogan «Unis pour un changement mondial». L'appel à l'action dans la page [Takethesquare.net](http://takethesquare.net), l'un des plusieurs sites qui rassemblent les idées et les actions du mouvement, explique:

la clé de Octobre 15 devrait être non seulement mobiliser les gens à travers des actions simultanées, mais se rendre compte que le monde agit ensemble, et de commencer à construire le réseau. Ainsi, entre nous tous de décider ensemble, c'est le seul de la possibilité que le monde devrait être. Nous savons que le pouvoir est dans le monde entier, que nous vivons dans un monde globalisé, notre réponse doit être conséquent tout aussi mondiale.³⁴⁰

Tel qu'il a été soulevé par les altermondialistes, l'accent est mis sur le fait que les principales faiblesses du système actuel - et ses possibilités d'amélioration – ne dépendent pas seulement d'un gouvernement seul, mais sont directement liées à des organisations transnationales – dès les Nations Unies à l'Organisation Mondiale du Commerce. Si d'un côté des questions relatives à l'environnement, le système financier et contre la guerre sont mises en évidence, d'autre part il est beaucoup plus complexe de définir des priorités à une échelle si mondiale et si diversifiée. Chaque pays ayant sa dynamique interne et des priorités pour la mise en œuvre des politiques publiques, le terrain commun trouvé par la mobilisation est le fait que, dans la plupart du temps, les gouvernements ne représentent pas les citoyens qui les ont élus.

Le journaliste espagnol Bernardo Gutiérrez met l'accent sur le fait que le partage de récits

³⁴⁰*15th October: What's the plan?* (Disponible sur: <http://takethesquare.net/2011/09/24/15th-october-whats-the-plan-15oct/>)

collectifs sur des faits, objets et lieux entre des acteurs sociaux peut modifier des rapports humains et l'espace public. Dans ce sens, le site No Hay Pan³⁴¹ a joué dans la perpétuation des manifestations du 15M dans les rues même après le fin des campements à Barcelone. Créée par le collectif Space Vandals, des QR codes propagés dans la Plaça de Catalunya permettent la visualisation des affiches virtuels une fois connecté sur place, à travers d'une application de réalité augmentée. Gutiérrez défie : « Pourra-t-il la mairie de Barcelone effacer les marques du 15M, ses narratives collectives, tout en les remplaçant par des affiches commerciaux sur la Plaça de Catalunya? »³⁴².

Inspirés par les principes de coopération et de partage du logiciel libre et du copyleft, ces mouvements se sont ainsi engagés à créer leurs propres récits, et lutter pour d'autres formes de diffusion des connaissances. La page « Nous sommes tous Khaled Said », par exemple, comptant plus de 200.000 fans sur Facebook, a cherché à préserver la mémoire du jeune homme torturé par les autorités pendant les mobilisations au Égypte. Elle est devenue un symbole de la lutte contre la violence policière dans le pays, répandant autour du monde comme un exemple de l'utilisation des outils numériques dans l'activisme contemporain. La déclaration « Nous sommes tous Khaled Said », jusque-là un jeune homme inconnu comme tant d'autres victimes de la torture, souligne le caractère en même temps anonyme, collectif et identitaire de ces manifestations à travers les réseaux sociaux.

Dans la même lignée, les occupations qui ont eu lieu aux États-Unis ont porté le slogan « Nous sommes les 99% »- de la population mondiale soumise aux décisions politiques prises par le 1% qui concentre le pouvoir économique – revendiquant de façon similaire la solidarité autour d'une question commune. Tout comme les affiches anti-guerre « Not in my name »³⁴³ et « we are winning » sur les murs de la ville de Seattle par le mouvement altermondialiste, ces nouvelles expressions reconfigurent la notion de collectivité à l'échelle mondiale, contre la concentration des pouvoirs.

Sorte de prolongement du mouvement altermondialiste, ceux-ci sont organisés autour de la critique du système financier mondial et engagés à la construction de nouvelles formes d'usage et de partage des biens communs à l'heure actuelle. De cette façon, l'intense échange et partage d'informations à travers les réseaux numériques ont été la principale source d'organisation et mobilisation. Nous pouvons donc observer ces différentes mobilisations sous le nom de "Indignés", "Occupy", "99%", entre autres, en tant qu'une mise à jour critique du système capitaliste actuel et

³⁴¹<http://www.nohaypan.org/>

³⁴²Gutiérrez, Bernardo. « Villes *commons* et narratives collectives ». *Ecosistema Urbano*, février 2012. <http://ecosistemaurbano.org/castellano/ciudades-procomun-y-narraciones-colectivas>

³⁴³<http://www.nimn.org/>

ses nouvelles relations de pouvoir.

Le mouvement Occupy se compose ainsi d'une rencontre transversale de différentes classes sociales, à l'exemple de travailleurs libéraux, chômeurs, étudiants, artistes indépendants, étrangers, etc. On voit la négation des partis comme la seule forme d'organisation politique et la remise en question de l'efficacité de la démocratie représentative – ce qui est normalement identifié comme des droits civils par des mouvements politiques de gauche. La plus part des acteurs engagés n'ayant jamais participé des action militantes auparavant, nous pouvons suggérer l'essor d'une nouvelle génération militante – comme a été celle de mai 68 et de Seattle en 1999.

Nous voyons alors que le paysage activiste à l'heure actuelle se présente plus complexe qu'un simple effacement du militantisme vis-à-vis d'une croissante sociabilité consumériste et individualiste dans les réseaux d'une part, et d'autre part, ayant plus d'enjeux et de nouveaux acteurs que ce que les médiactivistes du XXe siècle auraient pu prévoir. D'après la description des mouvements médiactivistes et des nouvelles formes d'organisation politiques que nous avons explorées dans ce chapitre, nous observons deux tendances dans les mobilisations depuis Seattle : celle d'un militantisme essayant de rassembler les vieux mouvements de gauche avec les nouvelles formes d'organisation, dans une critique plutôt contre-hégémonique de l'agenda politique international (représenté ici par les acteurs engagés autour du Forum Social Mondial), et celle d'un activisme plus direct, décentralisé et expressiviste, à travers des dispositifs médiatiques considérés comme « tactiques » et des bidouillages informatiques (comme l'action Indymedia et l'activisme autour du logiciel libre). Bien évidemment, ces deux formes d'action ne sont pas tout à fait disparates et ont agi de manière plus ou moins analogue la plupart du temps. Mais ce long historique des formes d'action politique et, plus spécifiquement, cette distinction au sein de l'altermondialisme, nous intéresse ici afin de mieux comprendre l'écart existant aujourd'hui entre d'un côté, le Forum de Gouvernance d'Internet, et, de l'autre côté, le cyberactivisme en réseau – tous les deux engagés dans la défense d'Internet mais éloignés dans leurs formes d'action.

Conclusion

L'objectif de ce travail a été une mise en contexte théorique et historique de la question de l'action collective dans les réseaux numériques. Comme nous avons explicité lors de l'introduction, la portée de cet étude se restreint à l'analyse de la littérature autour de la question. L'approfondissement de la recherche, à partir notamment d'enquêtes de terrain sur les mobilisations à l'heure actuelle, est envisagée dans le cadre d'un doctorat. Ainsi, ce mémoire s'est dédié à une présentation globale de la conjoncture qui précède la question spécifique de la gouvernance d'Internet, ayant pour but le développement de la problématique à la fin de cette conclusion.

En fonction de la question initiale « En quoi *l'usage des dispositifs numériques* (1) affecte-t-il l'activité des *mobilisations sociales* (2) dédiées à *l'Internet* (3) ? », nous avons choisi d'organiser l'analyse en trois chapitres : Le premier, consacré à la notion de « réseaux numériques », nous avons analysé la manière dont l'Internet s'établit en tant qu'espace de discussion et d'action, donc sous la perspective du « numérique » à la fois comme outil, environnement et demande. En ce qui concerne la dimension *outil*, nous avons vu comment l'Internet a été développé pendant la Guerre Froide, le rôle du milieu académique expérimental et l'apport du mouvement du logiciel libre. En tant qu'*environnement*, nous avons observé l'émergence de ce que nous avons appelé une « culture numérique », comprenant les différents récits des acteurs engagés dans le développement d'Internet, la création et la consolidation des « communautés virtuelles » et le débat autour de la portée démocratique de ce « cyberspace » comme un nouvel « espace public ». Cela nous a conduit à appréhender le numérique comme étant aussi une *demande*, c'est-à-dire, la quête pour la régulation et préservation de cet espace tel qu'il a été imaginé par ses développeurs premiers : un environnement neutre, décentralisé et libre. Bien évidemment, cela soulève plusieurs enjeux au niveau des instances de régulation, des acteurs (institutionnels et militantes) prenant en charge cette question et de l'historique relativement récent du phénomène qui a été appelé « gouvernance d'Internet », également présentés dans ce chapitre.

Ensuite, le second chapitre aborde la deuxième notion chère à cette étude, celle de « l'action collective ». Se penchant sur ces enjeux dans une dimension historique, ce chapitre présente différentes théories sur les mobilisations sociales, la constitution des pouvoirs et les possibilités de détournement. Au travers d'approches issues de la sociologie, de la communication, de la philosophie et de la psychologie, nous avons vu comment l'organisation sociale de la production dans un système capitaliste en mutation touche les mouvements sociaux en ce qui concerne ses formes d'organisation, ses stratégies d'action et les acteurs engagés. Dans cette lignée, le chapitre finit en exposant les enjeux de l'action collective dans un système fondé sur la production d'information et les nouveaux arrangements des classes à l'heure actuelle. Nous avons vu ainsi que

les approches s'éloignent en ce qui concerne la puissance de ces nouvelles technologies sociales, dans la déviation de ce système tout en étant à son intérieur, et les nouvelles formes d'exploration qui ne sont pas toujours évidentes.

Finalement, le troisième chapitre a mis en évidence ces nouvelles formes de mobilisation dans son rapport avec l'histoire du médiactivisme dont elles sont héritières et face à une conjoncture de plus en plus globale de lutte pour la communication. Si le premier chapitre s'est occupé de la mise en contexte historique du développement de la question de la régulation des communications dans son aspect institutionnel, cette partie introduit des exemples concrets de mobilisation en défense de la communication depuis les années 60. Sont ainsi présentées les différentes approches dans le médiactivisme, y compris le changement de perspective de la « démocratisation de la communication » à la « communication comme un droit », et les nouvelles formes de mobilisation comme les « nouveaux mouvements sociaux » et le mouvement altermondialiste. Le positionnement de ces acteurs dans le contexte politique et social à l'échelle mondiale nous permet ainsi de mieux comprendre comment l'action collective dans les réseaux numériques s'est constituée en tant que telle et quelles sont les spécificités du cyberactivisme à l'heure actuelle.

L'approche du numérique en tant qu'*outil, environnement et demande* nous semble originale dans le sens qu'elle marque un changement de paradigme de l'activisme pour la gouvernance d'Internet par rapport aux formes précédentes de luttes pour la démocratisation de la communication. Cette fois-ci, la lutte pour la réglementation d'un média (bien que plutôt multimédia) se fait sur le même terrain entre militants, gouvernements et entreprises – l'Internet. Cette régulation est ainsi fondée sur des pratiques déjà existante, lesquelles on cherche à préserver et amplifier, sans pour autant se concentrer sur la redistribution de ressources pour l'ouverture d'un nouvel espace techniquement limité (comme c'est le cas des ondes de diffusion pour la radio et la télé, par exemple). Bien évidemment, la question est plus complexe que cette première constatation, et pour cette raison nous allons y dédier une étude plus approfondie dans le cadre d'une thèse.

Évidemment, ce travail apporte des limitations et critiques indéniables. D'abord, en ce qui concerne l'ampleur des objets étudiés qui parfois restreint la profondeur des analyses. En outre, il nous semble manquer aussi d'observations d'exemples plus concrets sur les théories ici proposées. À cela s'ajoute le fait qu'il s'agit d'un premier contact avec certaines théories des champs de la philosophie, de la psychologie et notamment de la sociologie, ce qui explique une compréhension possiblement limitée de ces domaines. De cette façon, nous soulignons que le choix de proposer une large mise en contexte théorique et historique de la question dans le cadre de ce mémoire de M2 se justifie par le projet de donner suite à cette recherche lors d'un Doctorat, quand nous pourrons mieux travailler certains points et les défendre avec plus de pertinence.

En guise de conclusion, cette recherche préparatoire nous a permis de mieux situer notre objet dans un nouveau paradigme : comment les connexions globales affectent les dynamiques locales, et comment se fait le passage des mobilisations dans les réseaux vers l'action directe dans les rues. Dit autrement, comment ces mouvements passent de l'indignation à l'amplification du débat dans les sphères concernées, visant l'élaboration d'une stratégie commune jusqu'à ce qu'on arrive à une échelle plus large et la question soit placée dans l'agenda politique – dans notre cas, celle de l'Internet.

Il s'agit bien sûr d'un débat dans la société au niveau des compréhensions des apports et limites de ce dispositif : l'engagement à travers la production immatérielle est-il un dispositif supplémentaire d'exploitation ou un nouvel espace de liberté au sein du système ? L'Internet se présente plutôt comme une menace à l'ordre social ou une opportunité pour le développement des sociétés ? L'usage des outils numériques pour la mobilisation accentue-t-il la fracture numérique pour ceux qui n'y ont pas accès ou ne maîtrisent pas les usages ou son élargissement est un facteur impératif à la démocratisation des énoncés à l'heure actuelle ?

Comme nous avons pu démontrer tout au long de cet étude, la communication comme terrain de lutte ne se restreint pas à concurrencer les médias de masse, mais suggère plutôt une pondération sur le rôle de la communication en soi, inscrite dans la libération de la production de contenus, sa diffusion et son accès. *Ainsi, nous voyons que* la lutte pour une communication émancipée à l'heure actuelle passe forcément par la gouvernance d'Internet. Les enjeux d'une telle réglementation ne pouvant pas être compris dans cette analyse introductive, nous profitons alors de cette conclusion pour adresser quelques prémisses, d'après quelques observations informelles et l'engagement personnel de l'étudiante dans certains cercles activistes:

D'abord, un processus démocratique de discussion et l'implémentation de dispositifs de régulation, à notre regard, émerge d'une dynamique existante dans un contexte social déterminé, celui de l'environnement numérique qui soulève certains points critiques – comme la fracture numérique, l'inégalité dans la distribution des ressources, la liberté d'expression, etc – apportant ainsi à des demandes concrètes, comme la neutralité du réseau, l'encouragement à des technologies libres, etc. Ce débat doit porter une dimension publique et collective visant les acteurs concernés – d'où l'intérêt de l'approche multistakeholder. Dans ce sens, une stratégie et des dispositifs de dialogue - comme le Forum de Gouvernance d'Internet - se font nécessaires pour la formulation des propositions concrètes vis-à-vis des politiques publiques ou des accords multilatéraux, à l'heure de sa conception tout comme assurer son implémentation.

Cependant, la formation d'une opinion publique sur la gouvernance d'Internet dépend à la fois de la démystification des lois et des démarches politiques mais aussi de la technologie en soi,

rendant impératif que ce débat sorte des mains des spécialistes en la matière et s'inscrive dans la portée des sujets touchés - les usagers d'Internet, d'une manière générale. Ainsi, les mouvements cyberactivistes qui s'engagent dans la préservation d'Internet aujourd'hui, tout à fait héritiers des mouvements passés, cherchent de nouvelles « esthétiques politiques » pour la résolution de vieilles luttes pour une communication démocratique, libre et émancipée. Sous cette perspective, si le poète Gil Scott-Heron a affirmé en 1970 que « la révolution ne sera pas télévisée »³⁴⁴, l'activiste vidéo italien Alessandro Ludovico met en avant en 2003 que « la révolution sera broadcasted – au moins au niveau local »³⁴⁵, le théoricien des médias sociaux Clay Shirky ajoute aujourd'hui que « la révolution sera emailé, texté, bloggué, wikié »³⁴⁶.

Dans ce contexte, nous remarquons à l'heure actuelle un relatif écart entre le Forum de Gouvernance d'Internet (IGF), qui se prétend l'espace officiel de débat et de formulation des politiques régulatrices, d'un côté, et de l'autre côté l'action cyberactiviste dans et pour le réseau - par exemple, le collectif international et décentralisé Anonymous³⁴⁷, l'association américaine de défense des droits fondamentaux dans l'environnement numérique Electronic Frontier Foundation³⁴⁸, l'organisation française de protection des libertés des citoyens sur Internet La Quadrature du Net³⁴⁹, le groupe espagnol d'activistes et développeurs de logiciels libres Hacktivistas³⁵⁰ et le réseau brésilien de Culture Numérique³⁵¹ qui rassemble plusieurs collectifs, parmi beaucoup d'autres. Mais les réflexions portées dans ce travail sur l'action collective et les réseaux sociaux nous permettent de constater qu'en effet il y a un écart entre différents modes d'action politiques : L'IGF étant une des résolutions finales du Sommet Mondial de la Société d'Information, conduit par les acteurs plus traditionnels de la lutte de la communication et entretenant dans une certaine mesure l'aspect institutionnel des rencontres diplomatiques internationales, alors que les acteurs du cyberactivisme se montrent ouvertement comme une continuation du mouvement du logiciel libre fondateur d'Internet et d'appropriation technologique des médias tactiques.

À ce propos, Geert Lovink et Florian Schneider remarquent « un enjeu concernant les

344 http://www.dailymotion.com/video/xpqut_the-revolution-will-not-be-televise_music

345 LUDOVICO, Alessandro. *The revolution will be broadcasted – at least locally*, février 2003.

(Disponible sur :

<http://www.tacticalmediafiles.net/article.jsp?objectnumber=38056>)

346 SHIRKY, Clay. *Here comes everybody: the power of organizing without organization*. New York: The Penguin Press, 2008.

347 <http://anonnews.org/>

348 <https://www.eff.org/>

349 <http://www.laquadrature.net>

350 <http://hacktivistas.net/>

351 <http://culturadigital.br/movimento/>

générations » que nous pouvons appliquer à la gouvernance d'Internet: « La vidéo et les installations interactives coûteuses étant dans le domaine des 'baby boomers' de 1968, la génération de 1989 s'est intéressé à l'Internet libre. Mais le Net est devenu un piège pour eux. Tandis que les actifs, positions et pouvoirs sont restés dans les mains des baby boomers plus âgés, le pari de l'essor des nouveaux médias n'a pas porté ses fruits »³⁵². Dans ce qui nous intéresse ici, cela peut signifier que les acteurs institutionnels de la gouvernance d'Internet aujourd'hui, au moins dans une perspective générationnelle, sont les mêmes qui ont participé aux mouvances des années 60 et 70, portant une critique plutôt contre-hégémonique sur les médias, tandis que la « génération de 1989 » a mis l'accent sur le potentiel de liberté d'Internet et a ainsi inspiré la génération cyberactiviste contemporaine. Tout comme dans la distinction que nous avons proposé sur les objectifs et formes d'action du Forum Social Mondial et celles d'Indymedia, cet éloignement n'est pas si rigide, et des chemins de traverse sont très souvent présents dans la relativement récente Histoire de la Gouvernance d'Internet.

Mais d'une manière générale, les tactiques employées par le mouvement cyberactiviste sont fondées sur une méfiance de l'efficacité des négociations diplomatiques et font appel à une intervention plus directe et correspondant aux enjeux de la lutte politique à l'heure actuelle. Sur ce point, nous nous rapprochons des réflexions d'Olivier Blondeau quand il affirme que « la ligne de clivage essentielle qui sépare les héritiers des valeurs du rapport MacBride des tenants des médias alternatifs passe par la conviction qu'ont ces derniers, qu'il ne suffit pas de se constituer en acteurs politiques plus ou moins homogènes, de produire des agendas d'action rationnels – variant d'ailleurs souvent au gré des agendas des instances internationales – puisqu'on obtient finalement que des places marginales et sous-calibrées par rapport aux enjeux réels que pose la question de l'information et de la communication à l'échelon mondial »³⁵³. Il explique que ces acteurs n'hésitent pas alors à proposer des « alliances transversales » entre état, marché et société civile, évoquant la nécessité d'expérimenter, d'échanger, de partager des expériences, plutôt que d'avoir un « projet culturel ou politique » cohérent mais non applicable à la réalité immédiate.

En effet, d'autres auteurs ont aussi mis l'accent sur cette perspective générationnelle concernant les mouvements des années 1960/70 et ceux du tournant des années 1999/2000, constatant des « vagues de mobilisation d'une ampleur considérable », dans l'expression de Christophe Aguiton³⁵⁴, ou une « anticipation d'une tendance post-médiatique », dans les mots de Franco Berardi³⁵⁵. Toutefois, le philosophe altermondialiste Miguel Benasayag met en évidence ce

352 *LOVINK, SCHNEIDER, op. cit.*

353 *BLONDEAU op. cit. p 69*

354 *AGUITON, op. cit. p. 59*

355 *BERARDI, op. cit.*

qu'il considère un « constat anthropologique »: la non-visibilité de ce qui est trop immédiat. Ainsi, bien qu'on observe un changement important entre ces deux mouvements – auxquels nous ajoutons de manière analogue le mouvement Occupy et les cyberactivistes aujourd'hui – Benasayag rappelle que cette rupture « est trop contemporaine et nous y sommes trop immergés pour pouvoir la penser et l'analyser vraiment »³⁵⁶. Ainsi, il ne nous reste qu'à se repérer dans le passé pour se projeter dans le futur, mais gardant en tête qu'« il faut toujours se méfier de nos catégories »³⁵⁷, comme nous le suggère Felix Guattari.

Finalement, nous arrivons à une problématique devant être développée dans le cadre d'un Doctorat l'année prochaine, et nous suggérons une première hypothèse qui nous semble pertinente à cet élargissement. D'après ces réflexions, la question de départ a été reformulée sous une nouvelle perspective, qui s'intéresse moins à la détermination des usages par des dispositifs techniques et plus à la dimension du processus de l'engagement politique à travers les réseaux numériques : « Comment les interactions sociales dans les réseaux numériques deviennent-ils des actions politiques collectives pour la préservation de ce même réseau (libre, neutre et décentralisé)? ». Sous cette nouvelle optique, et ayant travaillé le fond théorique dans ce mémoire, de nouvelles questions seront posées lors de la thèse : Quels sont les principaux acteurs (institutionnels et activistes) de la gouvernance d'Internet aujourd'hui ? Quels sont les dispositifs employés (technologiques, formels, discursifs, etc) ? Quelles sont les principales politiques pour un Internet émancipé? Comment s'établit le débat parmi les parties intéressées ? Dans quelle mesure les gouvernements prennent en compte les demandes de la société lors de la formulation et de la mise en place des telles politiques?

Notre hypothèse est alors de considérer que l'interaction à la fois sociale et politique sur les réseaux contribue à la formation d'une « culture numérique » comprenant des codes propres à cet environnement, ce qui touche la dimension subjective des individus concernés. Cette incorporation micropolitique amènerait ainsi à une action collective au niveau macropolitique traduite dans les efforts dédiés à la lutte pour la préservation d'Internet en soi, avec pour fins de perpétuer la structure technique et communicative qui l'a amené à son stade actuel de développement.

Plus spécifiquement, notre postulat est que l'usage d'outils numériques en réseau crée un environnement de coopération et de créativité qui reconfigure les formes rudimentaires de mobilisation, ce qui stimule l'action collective et politique afin de préserver ce même réseau. Les rapports de force autrement établis pas les médias traditionnels sont bouleversés par l'internet, une fois que celui-ci permet le contact entre chaque point récepteur, le transformant simultanément en point émetteur. Cependant, si cela est techniquement possible, il n'est pas assuré que cette

356 *BENSAYAG, op. cit.* p. 32

357 *GUATTARI, ROLNIK, op. cit.*, p. 150

subversion hiérarchique se concrétise. D'une manière générale, ce n'est pas la technique en soi qui apporte du progrès, de la démocratie ou quoi que ce soit. Ici, nous croyons que ce sont les personnes et leurs interactions qui peuvent apporter (ou non) des changements sociaux.

Contrairement aux théories fonctionnalistes des médias, nous comprenons que les rapports établis dans des supports numériques ne puissent pas être séparés des dynamiques sociales « hors ligne ». Et c'est justement pour éviter que des inégalités sociales soient reproduites dans ce nouvel « espace public » que les activistes d'Internet défendent la préservation structurelle d'un réseau numérique neutre, libre et décentralisé.

Références bibliographiques

BECKERMAN, Gal. « Edging Away from Anarchy: Inside the Indymedia Collective, Passion vs. Pragmatism », *Columbia Journalism Review*, Issue 5, September and October, 2003.

BERARDI, Franco (Bifo). « Les radios libres et l'émergence d'une sensibilité post-médiatique ». *Multitudes*, 2005, n°21, p. 15-22

BLONDEAU, Olivier. *Devenir média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*. Paris : Ed. Amsterdam, 2007

Collectif Radio libre populaire, *Les radios libres*, Paris : Maspero, 1978, p. 24-26

BLANCHETTE, Louis-Philippe. « Michel Foucault : Genèse du biopouvoir et dispositifs de sécurité ». *Lex Electronica*, vol. 11 n° 2, Automne/Fall 2006

BOURDIEU, Pierre. *La Distinction*. Paris : Ed. De Minuit, 1979.

_____. « Les trois états du capital culturel ». In : *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol 30, novembre 1979, p. 3-6

_____. *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil, 1994, p. 15 – 29

_____. *Language et pouvoir symbolique*. Paris : Ed. Seuil, 2001

BOUTANG, Yann Moulier. Le capitalisme cognitif. Paris: Editions Amsterdam, 2007

CARDON, Dominique et GRANJON, Fabien. *Médiactivistes*. Paris: Presses de SciencesPo, 2010

CASTELLS, Manuel. *Société en réseau*. Paris : Ed. Fayard, 1998

_____. *La galaxie Internet*. Paris : Fayard, 2002

CHATEAU, Jean-Yves. « L'invention dans les techniques selon Gilbert Simondon ». *Gilbert Simondon. L'invention dans les techniques. Cours et conférences*. Paris : Éditions Seuil, 2005

COATE, John. « A village called The Well », *Whole Earth Review*, automne 1988

COHN, Sergio et SAVAZONI, Rodrigo (orgs). *CULTURADIGITAL.BR*. Rio de Janeiro: Beco do Azogue, 2009

COUTROT, Thomas. « 'Multitude' et démocratie' : le grand saut périlleux ». In Caillé, Alain (dir.). *Quelle démocratie voulons nous ? Pièces pour un débat*. Paris : La Découverte, 2006

DAHLGREN, Peter. « L'espace public et l'internet: Structure, espace et communication ». *Revue Réseaux n°100, 2000*

DE CERTEAU, Michel. *L'invention du quotidien*. Paris : Gallimard, 1980

- DELEUZE, Gilles et GUATTARI, Félix. *Mille Plateaux*. Paris : Ed. De Minuit, 1980.
- DELEUZE, Gilles. *Deux régimes de fous*. Paris: Ed. de Minuit, 2003
- DRAKE, William (org.). *Internet Governance : creating oportunities for all*. New York : United Nations, 2010
- FERNANDEZ SAVATER, Amador [et al.]. *Las voces del 15M*. Barcelona : Los libros del Lince, 2011
- FLICHY, Patrice. *L'imaginaire d'internet*. Paris: La Découverte, 2001
- FOUCAULT, Michel. *La volonté de savoir*. Paris : Gallimard, 1976
- FOUGIER, Eric. *Altermondialisme, le nouveau mouvement d'émancipation ?* Paris : Lignes de Repères, 2004
- FUKUYAMA, Francis. « The end of History? » *The National Interest*, Summer 1989.
- GORZ, André. *L'immatériel*. Paris : Galilée, 2003
- GRANJON, Fabien, « Mythologies des multitudes et du post- médiatisme », *ContreTemps*, n° 18, décembre 2006, pp. 37-49
- GUATTARI, Félix. « Des millions d'Alice en puissance », préface à *Radio Alice, Radio libre*, A Traverso, Laboratoire de sociologie de la connaissance. Éditions Jean-Pierre Delarge, juin 1977
 _____ . « Du post-moderne au postmédia ». *Multitudes*, 2008/3, n° 34, p. 128 – 133
 _____ et ROLNIK, Suely. *Micropolitiques*. Paris : Les Empêcheurs de penser en rond, 2007
 _____ et NEGRI, Toni. *Nouveaux espaces de liberté*. Paris : Ed. Lignes 2010
- GURR, Ted Robert. *Why men rebel ?* Princeton : Princeton University Press, 1970
- HABERMAS, Jürgen. *The Theory of Communicative Action*, vol. 1. Boston: Beacon Press, 1984.
- HARDT, Michael et NEGRI, Antonio. *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*. Paris : La Découverte, 2004
- HIMANEN, Pekka. *L'éthique hacker et l'esprit de l'ère de l'information*. Paris: Exils, 2001
- HOLLOWAY, John. *Changer le monde sans prendre le pouvoir*. Paris : Ed. Syllepse, 2008
- INGLEHART, Ronald. *The silent revolution*, Princeton : Princeton University Press, 1977

- JOLLIVET, Pascal. « L'éthique hacker de Pekka Himanen », *Multitudes*, n°8, mars-avril 2002.
- KURBALIJA, Jovan. *An introduction to internet governance*. Genève : DiploFoundation, 2010
- LAZZARATO, Maurizio. *Experimentations Politiques*. Paris: Ed. Amsterdam, 2009
- LE BOT, Yves. « Le zapatisme, première insurrection contre la mondialisation néolibérale ». In : WIEVIORKA, Michel. *Un autre monde... voix et regards*. Paris : Ed. Ballard, 2003
- LEARY, Timothy. *La politique de l'ecstasy*, Californie, 1968
- LEJEUNE, Christophe. *Democratie 2.0 – Une histoire politique d'Internet*. Bruxelles: Espace de libertés, 2009
- LÉVY, Pierre. *L'intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberspace*. Paris: La Découverte, 1994
- _____. *Cyberdémocratie*. Paris: Ed. Odille Jacob, 2002
- LIM, Merlyna, et KANN, Mark. « Politics : Deliberation, Mobilization and Networked practices of agitation ». In VARNELIS, Kazys (ed.). *Networked publics*. Cambridge: The MIT Press, 2008
- LOVINK, Geert, SCHNEIDER, Florian. « Another world is possible : from tactical media to digital multitudes ». *Journal de l'Archipel des Revues*, novembre 2003.
- MATHIEU, Lilian. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Ed. Textuel, 2004
- MATTELART, Armand et Michèle. *Penser les médias*. Paris : La Découverte, 1986
- MELLUCI, Alberto. « The new social movements : A theoretical approach ». *Social Science Information*, vol 19, n°2, p. 199-226
- MERKLÉ, Pierre. *Sociologie des réseaux sociaux*. Paris : La Découverte, coll. Repères, 2004,
- MERTEN, Stefan. « Logiciel libre et éthique du développement de soi ». Entretien a Joanne Richards, *Multitudes*, n°8, mars-avril 2002.
- MOROZOV, Evgeny. *Net delusion : The dark side of Internet freedom*. New York : Public Affairs, 2011.
- NEVEU, Erik. *Une société de communication ?* Paris : Montchrestien, 1994
- PIZZORNO, Alessandro. « Sur la rationalité du choix démocratique ». In BIRNBAUM, P. LECA, J. (dir.) *Sur l'individualisme*, Paris : Presses de laFNSP, 1986

RAYMOND, Eric. *The new hacker's dictionary*. Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 1998

RHEINGOLD, Howard. « Virtual Communities », *Whole Earth Review*, été 1987

SEMPRINI, Andrea. *Le multiculturalisme*. Éditions « Que sais-je? », P.U.F, 1997

SHIRKY, Clay. *Here comes everybody: the power of organizing without organization*. New York: The Penguin Press, 2008.

SMITH, Adam. *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations : les grands thèmes*. Paris : Gallimard, 1976

SOUZA, Carlos Afonso, MACIEL, Marília, FRANCISCO, Pedro Augusto. « Marco Civil da Internet Brasileira: Uma questão de princípio ». *Revue POLITICS*, n°7, 2000, p. 3 – 11.

SPINOZA, Baruch. *L'éthique de Spinoza*. Paris : Ed. Ivrea, 1993

TILLY, Charles. *La France conteste. De 1600 à nos jours*. Paris : Fayard, 1986

VERCELLONE, Carlo (dir.). *Sommes-nous sortis du capitalisme industriel?*. Paris: La Dispute, 2003

VIVERET, Patrick (et al). *Où va le mouvement altermondialisation ? ...et autres question pour comprendre son histoire, ses débats, ses stratégies, ses divergences*. La Découverte, 2003.

Présentations

CABRAL, Adilson. "As comunidades de compartilhamento social no Centro de Mídia Independente". *XXIX Congresso Brasileira de Ciências da Comunicação - Intercom*, Brasília, setembro 2006

CABRAL, Adilson. « Participação social e tomada de decisão na comunicação brasileira : A I Conferência Nacional de Comunicação », *XI Congreso Latinoamericano de Investigadores da Comunicación*, Mai 2012, Montevideo, Uruguay.

CABRAL, Adilson, CARVALHO, Aline « From "alterglobalization" to "outrage": rebuilding social networks in the beginning of the XXI century ». 4th European Communication Pré-Conference. Istanbul, Octobre 2012

CARVALHO, Aline. « **From networks to the streets: global connexions and local issues** ». *Workshop Articulating alternatives: agents, spaces and communication in/of a time of crisis*, London, Goldsmith Center - University of London, Mai 2012

FUSTER MORELL, Mayo. « *Social Forums and Technology: Hypothesis on why online communities promoted by Social Forums don't easily scale* ». *Networked Politics and Technology Seminar. School of Information UC Berkeley, December 2008.*

PERAYA, Daniel. « *Internet, un nouveau dispositif de médiation des savoirs et des comportements ?* », *Journées d'études « Éduquer aux médias à l'heure du multimédia »*, Conseil de l'éducation aux médias, Bruxelles, Décembre 1999

Articles web

STALLMAN, Richard. *Qu'est-ce que le logiciel libre?*

<http://www.gnu.org/philosophy/free-sw.fr.html>

BARLOW, John Perry. *La déclaration d'Indépendance du cyberspace*, 1996

<https://projects.eff.org/~barlow/Declaration-Final.html>

HALLECK, DeeDee. *Indymedia: Building an International activist Internet network*, 2003

http://archive.waccglobal.org/wacc/publications/media_development/archive/2003_4/indymedia_building_an_international_activist_internet_network

LOVINK, Geertz, GARCIA, David. *The ABC of tactical media*, 1997.

<http://www.nettime.org/Lists-Archives/nettime-l-9705/msg00096.html>

DI SIENA, Domenico. *Hacia un urbanismo open source*, 2011.

<http://urbanohumano.org/p2urbanism/hacia-un-urbanismo-open-source>

CASTELLS, Manuel. *Aonde van los indignados?*, 2012.

<http://www.lavanguardia.com/opinion/articulos/20120121/54244670405/manuel-castells-adonde-val-los-indignados.html>

TAKETHESQUARE.NET. *15th October: What's the plan?*, 2011

<http://takethesquare.net/2011/09/24/15th-october-whats-the-plan-15oct>

GUTIERREZ, Bernardo. *Ciudades procomum y narraciones colectivas*, 2012.

<http://ecosistemaurbano.org/castellano/ciudades-procomun-y-narraciones-colectivas>

LUDOVICO, Alessandro. *The revolution will be broadcasted – at least locally*, 2003.

<http://www.tacticalmediafiles.net/article.jsp?objectnumber=38056>